

Journal
belge
mondial!

Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE



Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse - Rue Théophile Vander Elst, 104 - 1170 Watermaal-Bolstfort, Bruxelles



DOSSIER

La violence contemporaine, à quelle adresse ?

Pages 9 à 15

Illustration: Antoine Demant

SOMMAIRE

Quelques réflexions sur le désastre en cours

Alexandre Penasse / Page 2

Les orgies de consommation

Alain Adriaens / Page 3

L'invention du « confusionnisme »
participe à la confusion

Bernard Legros / Pages 4-5

Cheptelisation de l'humanité :
haïr notre propre liberté ?

Philippe Godard / Page 6

Nos « démocraties » peuvent-elles devenir
démocratiques ?

Daniel Zink / Page 7

S'il y a un espoir,
il réside dans les classes populaires

Michel Weber & Roxanne Quaranta / Page 8

DOSSIER

La violence contemporaine, à quelle adresse ?

Dossier coordonné par Bernard Legros et Alexandre Penasse /
Pages 9 à 15

Résistance et droit à l'auto-défense

Valérie Tilman / Page 10

La fureur des puissants ou la fin de la « chose publique »

Hervé Krief / Pages 11-12

La politique de la violence traumatique

Michel Weber / Pages 12-13

Florilège nauséabond contre témoignages vivants

S. Kimo / Page 14

États et Marché plus que jamais unis dans la violence

Entretien avec François Cusset / Page 15

Humusation: les ravages d'une étude

Sandrine Wilson / Page 16

De Paul Lannoye à Serge Audier :
l'amour de l'écologie

David Tong / Page 17

De Pasteur à Big Pharma :
chronique d'une religion vaccinale

Marie-Ange Herman / Pages 18-19

Philip K. Dick : le zappeur de mondes visionnaire

Alain Gailliard / Pages 20-21

Vu, lu, entendu

Pages 22-23

Hommage à Paul Lannoye

Page 24

Quelques réflexions
sur le désastre en cours

L'appel à la haine de l'éditorialiste en chef Francis Van de Woestyne, du quotidien *La Libre*, dont elle n'avait de libre que le nom¹, édictant que c'est aussi le manque de civisme des antivax qui tue, « ces égoïstes [qui] sont devenus les alliés objectifs du virus », illustre bien « l'agacement » des médias qui ont façonné le réel dans lequel nous sommes aujourd'hui. Ces nouveaux bienfaiteurs de l'humanité, qui avaient accepté les monstruosité de ce système sans broncher depuis des décennies, n'ont pas compris que le totalitarisme ne se définit publiquement qu'après-coup. Dans l'action présente, les extrémistes sont des héros, qui sombrent dans l'ignominie seulement lorsqu'ils ont perdu. Certains d'être dans le bien, ils ne se fixent aucune limite à leurs objectifs, piétinant toutes valeurs fondamentales sous le prétexte paradoxal de les défendre. Cela nous rappelle la frasque télévisuelle d'Emmanuel Lechypre, qui sur BFMTV laissa suinter sa haine en éructant à l'intention des non-vaccinés : « On vous vaccinera de force, moi je vous ferai emmener par deux policiers au centre de vaccination. Faut aller les chercher avec les dents et avec les menottes s'il le faut ! ».

Les menottes, ils les avaient déjà scellées sur notre pensée, ils voulaient maintenant nous les passer aux poignets. L'ignorance qu'ils s'étaient employé à cultiver pendant des décennies dans les têtes, reléguant notamment l'école non pas à la formation de citoyens critiques, mais plutôt à celle de travailleurs-consommateurs, ne suffisait donc plus face à l'opposition devant diktats du Covid. On sait déjà comment ils avaient caricaturé tous ceux qui se levaient contre la « mondialisation heureuse », des grévistes aux gilets jaunes. Montant les uns contre les autres, c'était les mêmes qui nous parlaient « d'une équipe de 11 millions » et de « solidarité » d'un côté, pendant que de l'autre ils sapaient le lien social et ce qui fonde notre humanité, armé du bras médiatique qui s'échinait à créer l'illusion du consensus, nous atomisait en laissant croire que nous sommes seuls à penser contre le narratif officiel. Eux qui nous mettaient quotidiennement en danger, osaient maintenant affirmer que les non-vaccinés constituaient un risque pour la vie des autres. L'unité n'était pour eux qu'un slogan publicitaire. Comme la liberté de la presse ou la démocratie : s'ils en parlaient autant, c'était pour nous faire oublier qu'elles n'étaient pour eux qu'un obstacle sur le chemin du pouvoir insatiable.

Olivier Maroy, député à la Communauté française, transfuge de la RTBF, marié à une présentatrice JT de la chaîne publique, qualifiera Kairos de torchon à plusieurs reprises, « soi-disant journal », en pleine commission parlementaire, sans être embêté. Où sont les instances de régulation des médias ? Absentes. Les insultes, les coups, les gazages par la police ne deviennent des faits pour ces dernières (comme l'Association des Journalistes professionnels), que lorsqu'ils touchent les médias dont ils sont les seuls représentants : ceux du pouvoir. Normal, il suffit de voir qui compose leur conseil d'administration.

Mais le terme « agacement » est au fond un euphémisme, car les médias mainstream se pouvaient encore d'être seulement dans un état de contrariété quand les gens ne sentaient pas leurs chaînes et restaient bien sages, consommant les produits qu'ils vantaient dans leurs pages. La donne change quand le peuple se lève, alors que le pouvoir politico-médiatique voudrait les voir assis. Ils ne sont pas agacés donc, ils « bouillonnent » (dixit Olivier Maroy²), effrayés qu'ils puissent tomber de leur piédestal, rétrograder, irrités qu'on remette en question leur droit à parler de cette même voix, celle qui émane de ces divers canaux *uniques* qu'ils s'emploient à nourrir tous les jours, présentée comme démocratique, mesurée, neutre et raisonnable. Alors qu'ils ne font que perpétuer l'ordre établi.

C'est dans le parlement où siège le journaliste devenu député, que le 2 février ils continuèrent d'ailleurs à établir leurs ordres, et votèrent à 45 contre 18 un projet de décret modifiant le Code wal-

lon de l'Action sociale et de la Santé, dans une précipitation pour le moins étrange alors que la « pandémie » est sur la fin³ et que le variant Omicron, équivalent du rhume, ne surcharge rien excepté les muqueuses. Dans ce projet de décret, considéré comme « loi pandémie » établie au niveau local, le gouvernement wallon pourra décider seul de décréter l'État d'urgence. Des « inspecteurs d'hygiène régionaux », pourront imposer un traitement médical à une personne « suspectée » d'une maladie qui met en jeu son pronostic vital à bref délai ou qui présente la symptomatologie d'une affection épidémique, cela en dehors de toute évaluation scientifique⁴. Le « suspect » peut comme alternative demander à être isolé et/ou de ne plus exercer sa profession ; « les inspecteurs d'hygiène régionaux, les médecins ou les infirmiers visés au paragraphe 1er ont le droit de s'introduire en tout lieu ayant été fréquenté par la ou les personnes atteintes d'une maladie infectieuse ou par les animaux contaminés ou suspectés de l'être (...) et « ordonnent si nécessaire » : la désinfection des objets et locaux susceptibles d'être contaminés ; l'isolement, le traitement et, si nécessaire, la mise à mort et l'incinération d'animaux contaminés ou suspects de l'être, en s'associant avec l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire⁵, etc.

Christie Morreale, ministre de la Santé initiatrice du décret, répondant à des citoyens inquiets, s'enroule sa langue de bois : « Enfin, ce projet de décret réaffirme, d'une part, les droits des patients en leur reconnaissant formellement le droit de refuser un traitement, à condition que d'autres mesures permettent d'assurer l'absence de contagion. » La personne peut donc refuser le traitement, sauf si le gouvernement considère qu'il n'y en a pas d'autres, comme pour le Covid... Qui a parlé de vaccination obligatoire ?

Il n'y a plus de parlement, il y a des chambres d'entérinement des décisions d'un exécutif, avec des parlementaires pour la plupart imbus d'eux-mêmes, au-dessus du *petit peuple*, bien loin du bien commun, perroquets dépourvus d'opinions répétant bêtement les décisions du Parti. Que deviendront ces ectoplasmes politiques, une fois que suffisamment de gens auront accès à la recette de cette crise et qu'ils comprendront que médias et politiques en ont fourni les principaux ingrédients ? Les politiques ont laissé la situation hospitalière se dégrader, avant et après l'ère Covid. L'ironie, mais ils ne sont pas à cela près, c'est que leur préoccupation affectée pour l'Autre qui-mourrait-du-Covid, ne leur a pas donné l'envie d'aider l'hôpital public, alors que Alexander De Croo nous disait avoir investi 4 milliards, des lits ont encore été fermés, mais surtout, après la saturation artificielle de certains hôpitaux, dû au fait qu'on n'a pas laissé aux médecins généralistes la liberté thérapeutique, les soignants sont à bout de souffle. L'habitude très bourgeoise d'applaudissement *balconnier* du printemps 2020, tirant sa source de la même logique que la bonne conscience hivernale pour les sans-abris qui pourtant meurent toute l'année, n'est pas le signe de l'unité, mais de la division.

Il faut à tout prix offrir un autre narratif, montrer comme la vie est belle alors qu'ils nous préparent un monde de cauchemar qu'on refuse. Dire non donc, et s'unir. Dans la joie.

Alexandre Penasse

1 <https://www.kairospresse.be/le-systeme-libre-cadenasse/>2 <https://www.kairospresse.be/la-presse-libre-un-torchon-pour-un-depute-belge/?highlight=maroy>3 <https://www.kairospresse.be/fin-de-pandemie-interview-de-martin-zizi-et-joonas-parikka/>4 Voir <https://www.kairospresse.be/a-propos-du-projet-de-decret-wallon-pandemie> et <https://www.kairospresse.be/un-projet-de-decret-inquietant-soumis-au-vote-ce-mercredi-2-fevrier-au-parlement-wallon>5 http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2021_2022/PARCHEMIN/796.pdfABONNEZ-VOUS
À KAIROS*

* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24
IBAN BE81 5230 8062 1324 – BIC TRIOBEBB,
et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : www.kairospresse.be/abonnement
(Abonnement belge à partir de 18 € pour 6 numéros,
24 € pour la France, 30 € pour la Suisse)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs
de presse et libraires en Belgique

NE PAS JETER!
PARTAGER!Kairos – Journal antiproductiviste
pour une société décenteJournal de réflexion, d'investigation et de
changement, sans pubPériodique bimestriel / Paraît en février, avril,
juin, septembre, novembre ISSN : 2294-0820Imprimé en Belgique
Imprimeries Havaux s.a.,
Rue de l'Artisanat, 1
B - 1400 NIVELLESTirage : ce numéro a été
tiré à 9.000 exemplaires

Routage : Cambier

Editeur responsable
ASBL Kairos / Alexandre Penasse
Rue Théophile Vander Elst, 104,
1170 Watermael-Boitsfort,
Bruxelles - Belgique
info@kairospresse.be
www.kairospresse.be
M. (00 32) 472/560 724

Rédacteur en chef : Alexandre Penasse
(ap@kairospresse.be)

Graphisme : Studio Noir & Clair

Gestion des abonnements : Sandy De Wilde

Relecteurs
Janine, Nadia, Alain, Patrick, Sarah, Annie,
Sophie, Manu

Pour commander des numéros :
commande@kairospresse.be



Notre publication bénéficie de l'aide à la
presse périodique de la Communauté
Française Wallonie-Bruxelles

Chroniqueurs / Rédacteurs

Alexandre Penasse (A.P.), Bernard Legros
(B.L.), David Tong (D.T.), Inès Trépart (I.T.), Mi-
chele Weber (M.W.), Alain Gailliard (A.G.), Alain
Adriaens (A. A.) François Massoulié (F.M.)

Ont contribué à ce numéro

S. Kimo, Philippe Godard, Daniel Zink, Roxanne
Quaranta, Valérie Tilman, Hervé Krief, Serge
Latouche, Sandrine Wilson, Marie-Ange Her-
man, François Cusset

Les articles n'engagent que la responsabilité
de leurs auteurs, mais on ne les laissera
jamais tomber!

Illustrations :

Antoine Demant, Philippe Debongnie, Chris-
tophe Nottet, Arianna Simoncini, Noir & Clair,
Fabienne Loodts, Philippe Debongnie, Chanic,
Aurélien Garnier, Pascale Vanhal, Marina
Phillipart, Louis Trouveroy, Louise Hendrickx,
Khowi, Lara Pérez Dueñas

In memoriam Paul Lannoye (1939-2021)

Les orgies de consommation

Vous les avez certainement vues et revues, elles s'étalaient sur tous les supports publicitaires imaginables : *Black Friday* par ici, *Black Friday* par là. Mais pourquoi donc ce vendredi est-il noir ? Les décroissants pourraient penser qu'il est noir parce qu'il pousse à la surconsommation par des offres de prix à la baisse et autres primes alléchantes. Mais ce n'est pas du tout cela.

Illustration: Philippe Debongnie



Amoureux, journée romantique, trouvait sa source des amours contrariées d'une déesse et d'un humain qui ne pouvaient se voir que le 7^{ème} jour du 7^{ème} mois. Aujourd'hui, ce folklore est devenu prétexte à une véritable frénésie de consommation : les grandes marques multiplient les soldes, les centres commerciaux organisent des concours et les parcs d'attractions des *speed datings* pour les célibataires, voire des mariages collectifs.

LA PUB TÉLÉ VOUS SERA IMPOSÉE

Dans un autre domaine, la publicité à la télévision, une annonce fait bondir. Peut-être comme moi et comme d'autres téléspectateurs, ne supportant plus les 3, 4 ou 5 minutes d'interruption d'un film ou d'une émission par la pub, vous ne les regardez plus en direct, mais vous les enregistrez et les regardez « *en mode replay* » : lorsque la pub commence, vous accélérez la vitesse de 30 fois et en quelques secondes vous retrouvez votre émission. Et bien l'opérateur flamand Telenet a décidé que leurs abonnés ne pourront plus échapper à la publicité. Une technique fera que le téléspectateur ne pourra plus zapper la pub en mode rapide, contrairement au contenu du programme qui, lui, pourra toujours être accéléré. Par ailleurs, chaque enregistrement effectué par le client sur son décodeur débutera par un nouveau bloc publicitaire d'une minute qu'il ne pourra éviter, à l'instar des « *pré rolls* » publicitaires que l'on trouve sur Youtube ou sur Uvivo.

On voit clairement ce qui est important pour les opérateurs. Sur les chaînes privées, les recettes publicitaires constituent la principale source de revenus, et si plus d'abonnés parviennent à ne pas voir les publicités, les recettes vont diminuer. L'excuse trouvée est que les moyens perçus grâce à la publicité permettent de financer des productions locales de qualité.

Pour l'instant Telenet est le seul à pratiquer ce genre de publicité imposée, mais d'autres sont intéressés par cette pratique contraignant les téléspectateurs à ingurgiter la publicité de gré ou de force. Proximus et Voo observent avec intérêt l'expérience de Telenet. Des discussions sont en cours pour mettre au point une nouvelle philosophie qui constituerait un « *nouvel écosystème vidéo* ». Leur seule crainte est que des abonnés, bousculés et irrités par ce changement pro-pub, puissent éventuellement fuir vers d'autres pratiques audiovisuelles. Mais ils se disent que le public est déjà habitué à subir ces publicités incontournables sur les vidéos qu'ils voient sur internet et qu'ils s'adapteront à ce nouveau désagrément.

Quand on lit que les principaux acteurs du monde de la publicité dont les régies publicitaires (IP, VIA) jugent que « *La décision de Telenet marque la première étape d'une nouvelle ère qui va dans le bon sens* », on peut s'attendre au pire. C'est à se demander si dans quelque temps les publicités seront tellement envahissantes sur nos écrans télé qu'on aura du mal à y trouver les programmes intercalés. Les ouvrages de science-fiction où l'on trouve des dystopies qui imaginent un futur submergé par la publicité ne semblent finalement pas être aussi fictionnels qu'on aurait pu le penser.

Alain Adriaens

En fait, comme tout ce qui concerne le commerce, cela vient des États-Unis. Là, le 4^{ème} jeudi du mois de novembre a lieu le *Thanksgiving day* (le jour d'actions de grâce) qui est un jour férié. En congé jeudi, les employés font le pont le vendredi. Alors, quand on a un jour de libre, on s'ennuie un peu et pourquoi ne pas aller faire des achats, ce qui pour beaucoup semble être une occupation plaisante. Les grandes chaînes de distribution en profitent pour faire des promotions et attirer chez eux les consommateurs potentiels. Mais pourquoi ce jour est-il nommé *black*, noir, alors que ce n'est pas une couleur jugée attirante. Il semblerait que ce soit les policiers qui ont ainsi nommé ce jour, car les milliers d'automobilistes qui s'agglutinaient autour des temples de la consommation que sont les zones de supermarchés et autres commerces, créaient des embouteillages (100 millions de déplacements vers les commerces le vendredi). Pour les policiers cela signifiait plus de travail et des heures supplémentaires. C'était donc pour eux un jour noir. C'est en 1951 qu'on a vu apparaître ce nom de *Black Friday* dans la presse.

Ne voulant pas être en reste, les sites de vente en ligne ont créé, le lundi qui suit le *Black Friday*, le *Cyber Monday* où l'on incite à faire des achats en ligne de matériel électronique. En 2020, selon les données d'Adobe Analytics, le *Cyber Monday* a atteint un nouveau record de vente aux USA. Les chiffres varient entre 7 et 10 milliards de dollars d'achats. Les consommateurs américains ont dépensé 6,3 millions de dollars par minute en achats en ligne et 3,6 milliards de dollars via les smartphones.

SUIVISME ET CONTESTATIONS EN EUROPE

Toujours à la remorque de l'oncle Sam, plusieurs pays européens ont copié la formule, notamment en France et en Belgique (alors que ces vendredis ne sont pas des jours de congé). C'est pourquoi, le vendredi noir ou le lundi fou se sont étendus sur tout

le week-end, voire une semaine. Avant, il y avait deux périodes de soldes encadrées par des règles strictes, mais aujourd'hui, au nom de la sacro-sainte relance, tout semble permis.

L'association de consommateurs UFC-Que choisir dénonce le *Black Friday*. Comparant les prix de milliers d'articles à ceux de la semaine précédente, ils ont trouvé que la moyenne des réductions sur les articles était inférieure à 2%. La CAMIF, une entreprise de commerce en ligne pour l'aménagement local et durable a jugé ces pratiques à l'exact opposé de ses principes et a fermé son site ce jour-là. Son président a dénoncé un « *matraquage publicitaire consistant à débrancher le cerveau des gens pour leur faire acheter plus* ».

En France, les *French days*, déclinaison nationale du *Black Friday* semble s'essouffler et, en 2018, on n'a observé qu'une augmentation de 15% du trafic internet, sans doute à cause d'une diminution du nombre d'enseignes qui faisaient des offres spécialement mirobolantes ce jour-là.

Cette frénésie d'achats finalement peu intéressants a fait réagir largement et, un peu partout en Europe, des actions *Block Friday* ont été menées. En France, les associations de vente de produits recyclés ont ouvert leurs portes pour présenter les alternatives à l'achat du neuf. En 2019, une convergence de mouvements ANV-COP21, Extinction Rebellion, Attac et Youth for Climate ont mené diverses actions dénonçant cette fièvre acheteuse, dont des blocages de dépôts d'Amazon. Même le gouvernement s'est inquiété de ces pseudo-soldes et un article de la loi antigaspillage a été voté par l'Assemblée nationale, proposant de considérer les publicités du *Black Friday* comme « *des pratiques commerciales agressives* », et ce au nom de la lutte contre la « *surconsommation* ». Les excès et fausses promos seront peut-être sanctionnés, mais le *Black Friday* pourra continuer. Il est hélas à craindre que, vu les forces en présence, les publicités *Black Friday* continueront à enlaidir nos rues et à saturer nos écrans.

En Chine communisto-capitaliste, la traditionnelle Fête des

L'invention du « confusionnisme » participe à la confusion

« *Tu es fasciste parce que tu es bête, autoritaire, incapable d'observer la réalité, esclave de quelques principes qui te semblent si inébranlablement justes qu'ils sont devenus une foi¹.* »

Pier Paolo Pasolini

« [...] *la confusion du ou des discours, loin de l'accident "technique" de raisonnement, est un symptôme totalitaire².* »

Marc Weinstein

N e confondons pas le confucianisme, vénérable philosophie chinoise, avec le « confusionnisme », dernière lubie en date d'une certaine extrême gauche jouant maintenant à armes égales avec le « complotisme », et lui étant liée. Dans l'ère post-moderniste, on adore inventer. La créativité lexicale des cyber-politologues est féconde, autant que le ventre de la bête immonde qu'ils prétendent combattre. Qu'est-ce donc que ce nouveau machin ? Pas une idéologie mais un procédé argumentatif qui viserait à jeter des passerelles entre les idées d'extrême gauche et d'extrême droite, organiserait le brouillage des concepts et aboutirait au capharnaüm cognitif. À l'Athénée, en 1980, notre professeur d'histoire nous enseignait cette vieille scie : les extrêmes politiques ne sont pas opposés de part et d'autre d'une ligne droite, ils se touchent en un cercle presque refermé sur lui-même, et hop ! Alors, la gauche et la droite, serait-ce du pareil au même ? Certes non, les fondements philosophiques sont toujours bien distincts. Au-delà, dans la pratique, les différences s'amenuisent... C'est principalement la nébuleuse antifasciste qui popularise la notion de confusionnisme, au moyen de théorisations sophistiquées et prétentieuses dont leurs sites regorgent. Pour les antifas, le problème n'est pas que l'extrême gauche phagocytait l'extrême droite — ce n'est pas le cas, et ce serait tellement bienvenu —, mais l'inverse. C'est toujours celle-ci qui serait agissante, opportuniste, manipulatrice, « récupératrice », et celle-là, acculée à se défendre. Ce faisant, ils reconnaissent la supériorité tactique de leur adversaire. Ils proclament que leurs propres idées sont acceptables, légitimes, saines, morales et intelligentes, tout le contraire de l'autre bord. Ils cultivent « *la certitude d'incarner l'idéal du souverain bien³* ».

CONFUSIONS ANTIFASCISTES

Conséquence du post-modernisme, la confusion idéologique n'est pas un phénomène neuf, mais l'événement covidien l'a précipitée, au sens chimique du terme. Là aussi, il a agi comme un révélateur. Entendons-nous : cet article n'a évidemment pas pour but de prendre la défense de l'extrême droite, même indirectement, mais de mettre à jour les méthodes peu honnêtes de l'autre extrême, de démystifier son auto-complaisance et les *satisfecit* qu'elle se décerne à longueur d'articles et de « post » sur les réseaux (a)sociaux, en se référant souvent à un volumineux ouvrage du sociologue Philippe Corcuff paru récemment, sorte de « bible de l'antifascisme 2.0 » dont j'avoue n'avoir pas eu le courage de lire les 672 pages (!), *La grande confusion. Comment l'extrême-droite gagne la bataille des idées* (éditions Textuel) ; alors que, vu la virulence des luttes intersectionnelles, décoloniales et queer (en un mot, woke), obligeamment relayées depuis plusieurs années par les médias dominants et alternatifs (tous d'accord !), nous pourrions tout aussi bien soutenir la thèse opposée⁴. À moins que, comme l'avait prédit Pier Paolo Pasolini à la fin de sa vie, un vrai danger futur aurait été l'émergence d'un *fascisme antifasciste* dont on se demande s'il n'est pas devenu réalité aujourd'hui... Les deux factions sont en miroir, les divers fronts antifascistes ont par définition un besoin vital de leur double fasciste pour exister⁵, double dont ils reprennent, en l'inversant, le discours

martial et les méthodes musclées. Comme au temps du maccarthysme on voyait des communistes partout, aujourd'hui ils voient des fachos partout. Partout ? Pas vraiment, uniquement chez les sans-grade du peuple, en ignorant leur légitime exaspération face au délire hygiéniste dont ils paient le prix fort (faillites, licenciements, dépressions, suicides) — est-ce bien là une attitude de gauche ? Les membres des gouvernements et plus généralement des « élites » échappent, eux, à leurs critiques et investigations parce que, d'une part, ce serait bien inutile — tout le monde sait que les gouvernements sont composés de gens diplômés, sérieux, probes et démocrates dans l'âme — et d'autre part, contre-productifs — cela « ferait le jeu des fachos ». « *Qui se cache derrière X, Y ou Z ?* » est leur question récurrente⁶ à laquelle leur réponse est invariable : l'extrême droite, ces p... de néo-nazis, encore et toujours eux ! Que ferions-nous, diable, sans leur perspicacité ?

Prenons deux exemples frappants de confusion intellectuelle dans le chef d'une certaine gauche. Le premier s'est observé l'été dernier lors des manifestations contre le pass sanitaire en France. D'aucuns se sont offusqués d'y voir des panneaux aux inscriptions nauséabondes (sic). On a lu sur l'un le simple mot « *Qui ?* », ce qui a provoqué une levée de boucliers médiatique ; sur d'autres, beaucoup plus nombreux, était fait le rapprochement entre la situation actuelle et le sort des Juifs en Allemagne dans les années 1930 : « *Non au pass nazitaire* ». Certains manifestants portaient des étoiles jaunes. Des commentateurs actifs sur plusieurs sites⁷ ont cru y discerner des professions de foi antisémites. Mais par quel biais de raisonnement la *dénonciation* du nazisme et de la discrimination envers les Juifs, et l'*identification* à ceux-ci, quelque 80 ans plus tard, en viennent-elles à passer pour de l'antisémitisme⁸ ?? Comprenez qui pourra, comme l'aurait dit ma grand-mère issue du milieu ouvrier, « *C'est le monde à l'envers !* ». Le second est un commentaire laissé en décembre dernier sur les réseaux (a)sociaux par un antifa liégeois : « *Le racisme n'est pas l'unique marqueur du fascisme (même s'il en est un composant essentiel au bout du compte). Le fascisme se caractérise aussi par une haine violente des journalistes, des élites financières et intellectuelles [...]*. Doit-on en déduire que la gauche radicale se caractériserait inversement par « un doux amour des journalistes, des élites financières et intellectuelles » ? Le cas échéant, elle serait tombée bien bas, mais plus rien ne m'étonne vraiment... Si non, il lui faudra bien admettre la mort dans l'âme qu'elle présente au moins un point commun avec le fascisme. De grâce, les antifas, pourriez-vous revenir à la raison ?

LA GAUCHE LARGUÉE, UNE FOIS DE PLUS

Pour quelle(s) raison(s) l'extrême gauche a-t-elle inventé le confusionnisme ? Avancions une hypothèse⁹. La gauche (en général) a perdu le monopole de la critique sociale — on l'a vu avec les Gilets jaunes et lors de l'événement covidien¹⁰. Dans le même temps, la politique ayant horreur du vide, c'est l'ensemble de la droite (libérale, conservatrice et extrême) qui en a repris le flambeau¹¹, au grand dam de la gauche radicale qui se voit concurrencée sur son

terrain de prédilection, celui qui pouvait encore lui donner une légitimité et une estime d'elle-même quand, dans les urnes, elle était boudée¹². Pourtant, il fallait ne s'en prendre qu'à soi-même : depuis François Mitterrand, la gauche a abandonné le terrain social (le travail, le partage des richesses) pour le terrain entrepreneurial (la glorification de l'Entreprise), sociétal (les mœurs) et moral (l'antiracisme, l'antifascisme, le droit-de-l'honnisme), la lutte des classes pour le « vivre ensemble » dans le respect des différences, des identités et des minorités, la France périphérique pour la France métropolitaine¹³. Il fallait donc continuer à faire tourner à plein régime l'industrie de « l'anti » : -impérialisme, -fascisme, -racisme, -sexisme, -âgisme, -validisme, -populisme, -complotisme et désormais -confusionnisme. Natacha Polony constate que « *la politique se résume à nouveau à jouer les vigies¹⁴* ». Même s'il n'est pas non plus inutile de militer pour l'abolition des prisons et la réinsertion des détenus, n'y aurait-il pas aussi d'autres causes à défendre ?

L'EXTRÊME DROITE GROUPUSCULAIRE, C'EST LE DOIGT. OÙ EST LA LUNE ?

On doit à Alain Deneault la géniale expression « *politiques de l'extrême centre* »¹⁵. Quelle est la fraction politique qui, durant quatre décennies de néolibéralisme, nous a menés là où nous sommes, de licenciements collectifs en signature de traités léonins (AMI heureusement avorté, Traité constitutionnel européen, TAFTA, CETA), de délocalisations en détricotage du droit du travail, de réformes des retraites en New Public Management ? Qui sont les responsables de ces vilénies ? Une bande de skinheads identitaires tatoués de croix gammées ou des cohortes de techno-bureaucrates *de droite et de gauche*, issus entre autres des HEC et des facultés de droit, sévissant tant en entreprise que dans les lobbies, les administrations, les cabinets ministériels et la Commission européenne ? Des tribuns dits populistes de droite (de Jean-Marie Le Pen à Nigel Farage) ou des mandataires politiques¹⁶ souvent adeptes du pantouflage ? Qui a *réellement possédé et exercé* le pouvoir politique pendant cette période, et qui a cherché à le conquérir par les élections, en vain jusqu'à présent¹⁷ ? Il faut être de mauvaise foi et/ou auto-aveuglé pour ne pas l'apercevoir, comme cette connaissance liégeoise, proche des antifas, qui en 2017 se félicitait auprès de moi de l'élection de Macron, au seul motif que son adversaire était membre du Rassemblement national. La politique, c'est simple, non ? « *On réorganise mentalement le monde autour de symboles décalés, que l'on surcharge de sens, plutôt que de prendre à bras-le-corps les graves enjeux laissés sous-jacents¹⁸* », note Deneault. Voilà pourquoi les antifas s'accrochent à des combats moraux — cette « morale » dont se gaussait Nietzsche — comme l'accueil inconditionnel de tous les migrants¹⁹, la défense des sans-papiers, la promotion du multiculturalisme²⁰ et du wokisme²¹. Ils se spécialisent dans le harcèlement et le fichage des fachos (avérés ou non), le *doxing* (divulgaration de données personnelles sur Internet), la recherche frénétique de casseroles (vraies ou fausses, peu importe), l'empêchement des rassemblements publics de certains partis, le *bashing* et l'humiliation de penseurs et commentateurs désignés

L'INVENTION DU « CONFUSIONNISME » PARTICIPE À LA CONFUSION

Bernard Legros



par eux comme « confusionnistes », mais en laissant tranquille la classe politique aux commandes²². Alors que le fascisme se trouve aussi au sommet de la pyramide sociale, à cette différence près que là-bas les fachos ont le pouvoir !

Tandis que l'anarchie, source d'inspiration de l'antifascisme originel, professait la plus grande méfiance à l'égard de l'État, nous laisserons cette fois en suspens la réponse à cette question : les antifas actuels en sont-ils les complices ou les idiots utiles²³ ? Cessons de jouer à nous faire peur en accordant aux groupuscules extrémistes une importance politique qu'ils n'ont pas et ne sont pas près d'avoir, fixons les priorités, et la toute première d'entre elles : la lutte contre ce psychobiopouvoir 3.0 qui nous mène à tombeau ouvert vers la paranoïa traumatique contagieuse (Jean

Furtos, 2021), l'anomie²⁴, la déréliction²⁵, la déshumanisation, la bureaucratisation et la numérisation intégrales de la vie (ou le crédit social à la chinoise mondialisé), bref la poursuite du mode de vie capitaliste-industriel jusqu'à son acmé cybernétique-totalitaire qui nous sera létal. Ça, c'est de l'antifascisme, authentique, radical et viscéral²⁶ !

Bernard Legros

1 Pier Paolo Pasolini, *Le chaos*, R&N, 2019, p. 139.

2 Marc Weinstein, *L'évolution totalitaire de l'Occident. Sacralité politique I*, Hermann, 2015, p. 350.

3 Élisabeth Roudinesco, *Soi-même comme un roi. Essai sur les dérives identitaires*, Seuil, 2021, p. 232.

4 Cette thèse de l'antifascisme devenu l'idéologie des États occidentaux est défendue par Paul Gottfried, rédacteur en chef de *Chronicles*, dans *Antifascism. The course of a crusade*, Cornell University Press, 2021 (non traduit).

5 Tout comme beaucoup d'ONG ont intérêt à ce que persistent les malheurs dont l'éradication est en principe leur cœur de métier (la faim, le mal-développement, les estropiés victimes de la guerre sale, les prisonniers politiques, etc.).

6 Suggérons-leur, si ce n'est déjà fait : Réinforcovid, Initiative citoyenne, CovidRationnel, Children Health Defense, Sud Radio, France-Soir, Brussel Alternative Media, les docteurs Bouillon, Laterre, Sacré, Résimont, Van Den Bossche, Colignon, Toubiana, Perrone, Raoult, Fouché, etc., sans oublier mon ami et confrère Michel Weber. George Orwell se moquait de cette « perpétuelle spéculation sur les gestes cachés d'autrui ».

7 Francetvinfo.fr, leparisien.fr, slate.fr, mediapart.fr, huffingtonpost.fr, radioclassique.fr, etc.

8 Remarquons que la communauté juive est elle-même divisée sur la question : par exemple, le sociologue et petit-fils de déportés Michel Wieviorka s'insurge contre le parallèle (cf. https://www.huffingtonpost.fr/entry/antisemitisme-manifs-anti-pass-sanitaire-analyse_fr_6127b713e4b0f562f3db91bf), tandis que la philosophe Nadia Lamm n'hésite pas à comparer ce qui se passe aujourd'hui avec la discipline imposée dans les camps de la mort (cf. <https://www.kairospresse.be/le-chemin-vers-la-liberte/?highlight=Nadia%20Lamm>). Remarquons aussi que, d'un point de vue logique, jusqu'à présent la comparaison avec l'holocauste est peut-être prématurée ; mais pas celle avec les années suivant l'accession des nazis au pouvoir, quand les discriminations ont plu sur les Juifs. Dans ce cas-là, il n'y a aucune « relativisation de leurs souffrances dans les camps », comme cela a été maintes fois stupidement reproché aux manifestants.

9 Et j'entends déjà de fins esprits faire remarquer que je n'apporterais aucune « preuve » de ce que j'avance, comme si dans les sciences humaines l'intuition et l'interprétation ne jouaient pas également un rôle heuristique... Exactement ce que font les antifas dans leurs analyses, du reste.

10 Cf. mon article « Covid : nouvelle occasion manquée pour la gauche », in *Kairos*, n° 51.

11 Souvent avec pertinence, d'ailleurs : citons, entre autres, Alexandre Devecchio et Gaspard Koenig en France, Mathieu Bock-Côté au Québec, Douglas Murray et John Milbank au Royaume-Uni, fils spirituels de Roger Scruton (1944-2020).

12 Exception faite du Parti du Travail de Belgique (PTB), qui a réussi une percée électorale significative depuis plusieurs années.

13 Cf. Christophe Guilluy, *Le crépuscule de la France d'en haut*, Flammarion, 2016. Le phénomène est assez semblable en Belgique.

14 *Marianne*, n° 1291, décembre 2021, p. 3.

15 Cf. Alain Deneault, *Politiques de l'extrême centre*, Lux, 2016.

16 Ils ne sont même pas tous élus. Rappelons-nous l'héltreuilage du technocrate Mario Monti, consultant de Goldman Sachs, à la tête de l'exécutif italien en 2011-12, et beaucoup plus près de nous, celui de Frank Vandenbroucke au ministère de La Santé.

17 Dans l'Union européenne, à l'exception du Hongrois Viktor Orban et du Polonais Andrzej Duda.

18 Alain Deneault, *Politiques de l'extrême centre*, op. cit., p. 75.

19 Pour une analyse sans œillères idéologiques de la question migratoire, voir Raffaele Simone, *La grande migration et l'Europe*, Gallimard, 2021.

20 « Le multiculturalisme n'est qu'un dommage collatéral du totalitarisme capitaliste », in Michel Weber, *Pouvoir de la décroissance et décroissance du pouvoir. Penser le totalitarisme sanitaire*, Chromatika, 2021, p. 231.

21 Courant de pensée (et d'action) issu de la gauche culturelle, englobant diverses luttes autour de la justice sociale, de l'égalité, des minorités, dont la fonction est de détourner l'attention des véritables mouvements subversifs.

22 Répondre « on s'occupera d'elle plus tard » ne me convainc pas. Cependant, le Front antifasciste liégeois s'est prononcé contre le Covid Slave Ticket. Il y a progrès !

23 « Sachez-le, ce néo-conformisme dégoulinant de bonne conscience – mais parfaitement inopérant –, après l'ultralibéralisme, s'annonce comme le nouvel ennemi à combattre, car contribuant à faire écran aux enjeux brûlants et en conséquence à éclipser l'urgence de nous en emparer », in Éric Sadin, *Faire sécession. Une politique de nous-mêmes*, L'Échappée, 2021, p. 142.

24 Chez le sociologue Émile Durkheim, l'anomie représente l'évaporation des règles de l'existence collective quand les transformations sociales sont trop rapides.

25 Chez le philosophe Martin Heidegger, la déréliction est le fait d'être plongé dans les petits soucis quotidiens et déchu de la dignité d'une pensée qui s'interroge sur l'Être.

26 Cf. Sebastian Cortès, *Antifascisme radical ? Sur la nature industrielle du fascisme*, CNT-RP, 2015. On y lit, p. 25 : « Les propositions fascistes fournissent [ainsi] un sens à la vie, qui permet de (re)trouver sa place dans le monde, parce que l'industrialisme a précipité tout un chacun dans un abîme sans repères, dans un monde sans sens ; et le fascisme y est semblable à une énorme corde tressée à laquelle il est aisé de s'agripper pour ne pas chuter plus bas ». D'où la nécessité de d'abord lutter contre la cause, pas uniquement contre les effets. René Riesel ajoute que « la liberté de briser l'enfermement industriel reste la seule expérience qui vaille la peine d'être tentée » (in *L'Encyclopédie des nuisances*, 2003). Voir également les travaux de Pièces et Main d'œuvre (www.piecesetmaindoeuvre.com), dont leur dernier ouvrage *Le règne machinal. La crise sanitaire et au-delà* (Service compris, 2021). Parions que les antifas qualifieront laconiquement mon article de leur adjectif-fétiche, usé jusqu'à la corde : nauséabond. Le débat est clos !

Illustration: Christophe Nottet

Cheptelisation de l'humanité : haïr notre propre liberté ?

La pandémie est loin d'être terminée, mais il est désormais évident que la liberté des humains est menacée au premier degré par les mesures que les États ont jugé nécessaire de prendre. Pour notre survie ou la leur ? Quoi qu'il en soit, l'ensemble des décisions actuelles convergent vers la transformation rapide de l'humanité en un cheptel de producteurs-consommateurs apeurés les uns par les autres, dans une spirale d'agressivité et de destructivité qui est fort connue depuis des siècles. La cheptelisation de l'humanité devient une perspective crédible à très court terme, mais il ne tient qu'à nous qu'elle soit aussi la dernière carte que nos maîtres peuvent jouer avant leur effondrement.

Le QR-code du laissez-passer sanitaire ou vaccinal, la 5G, la généralisation du téléphone intelligent (smartphone) comme outil de base permettant la vie en société et tant d'autres éléments bien connus des lecteurs de *Kairos* tissent autour de nous un véritable filet de contention, et, désormais, de contrôle social et culturel, donc politique, aux mailles de plus en plus serrées. Nous ne sommes plus très loin du contrôle social total à la chinoise, à travers ce que l'on appelle là-bas « le crédit social ». D'ores et déjà, les applications « anti-covid » nous permettent de nous contrôler les uns les autres.

Cependant, beaucoup de Français refusent d'utiliser leur QR-code et ne se sont fait vacciner que contraints et forcés, sinon ils perdaient leur emploi ; certes, d'autres l'ont accepté avec joie et entrain. Ces derniers sont d'ores et déjà phagocytés par la discipline de la peur, ce moment politique où, comme l'expliquait Erich Fromm en 1941 dans *La Peur de la liberté*, une large part des humains abdiquent sans le moindre regret sa liberté pour se fondre dans un troupeau rassurant. La liberté implique en effet de construire sa vie, de prendre des décisions parfois en opposition avec le consensus, de nager à contresens du courant dominant, et tout cela est non seulement fatigant, mais générateur de doutes. Dans une ambiance d'incertitude absolue, l'abdication de sa propre liberté devient une solution facile, et le troupeau est toujours accueillant puisqu'il se reconnaît dans chacun de ses membres apeurés qui ont pris l'ultime décision de ne plus prendre de décision !

QUEL ENNEMI NOUS FAIT FACE ?

Si le troupeau sied au régime de dictature, alors, autant survivre dans le troupeau que tenter l'aventure improbable et dangereuse de la liberté. Le processus d'abdication est d'autant plus facile que nous avons l'impression, même si nous sommes des millions de « rebelles » à l'utilisation du QR-code, que nous faisons face à un pouvoir extrêmement fort. Mais le pouvoir est-il aussi fort que nous le jugeons à première vue ?

Tout d'abord, remarquons, avec Simone Weil, que « ceux qui ordonnent sont moins nombreux que ceux qui obéissent. Mais, précisément parce qu'ils sont peu nombreux, ils forment un ensemble. Les autres, précisément parce qu'ils sont trop nombreux, sont un plus un plus un, et ainsi de suite. Ainsi, la puissance d'une infime minorité repose malgré tout sur la force du nombre. Cette minorité l'emporte de beaucoup en nombre sur chacun de ceux qui composent le troupeau de la majorité » (*Méditation sur l'obéissance et la liberté*, 1937-1938). La force du pouvoir auquel nous faisons face provient donc surtout et avant tout de notre propre incapacité, ou en tout cas de notre difficulté, à nous ressentir comme une masse. Nous ne sommes encore qu'un plus un plus un...

Or, non seulement nous faisons face au pouvoir des Comités qui ont usurpé le pouvoir gouvernemental (en France, le Conseil scientifique covid-19 et le Conseil de défense sanitaire), mais qui plus est nous devons également affronter, chaque jour, la masse du troupeau apeuré qui est passé d'une discipline de la peur à une « discipline de la haine » (cette dernière expression est due

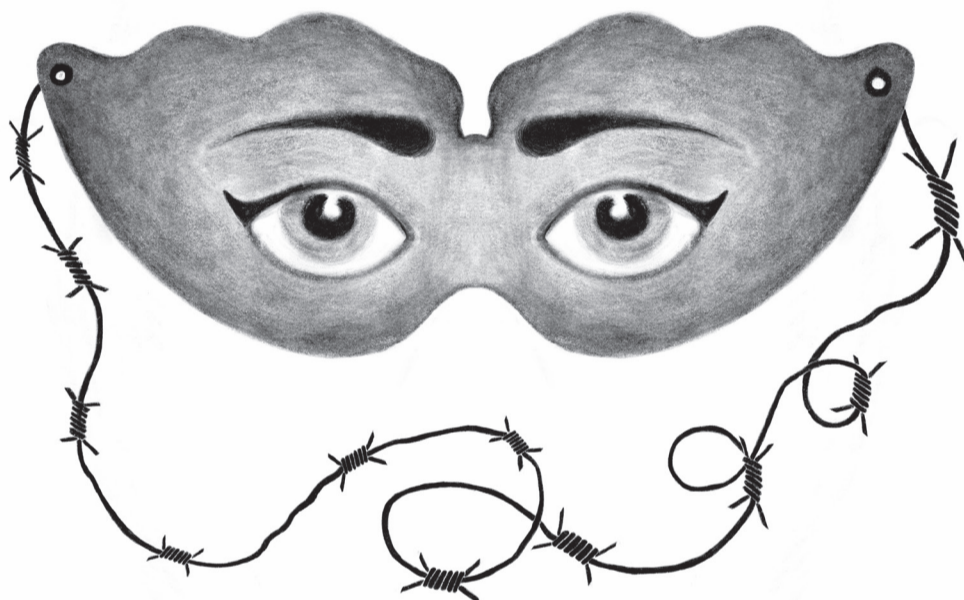


Illustration: Arianna Simoncini

à Régis Duffour, dans un texte qui porte ce titre et n'a, hélas, pas connu le succès qu'il aurait mérité).

La discipline dont il s'agit se remarque chaque jour : les chefs d'État, les Comités ou Conseils a-démocratiques dont ils se sont entourés pour lutter prétendument contre la pandémie, l'intensification du discours médiatique en faveur du « lobby vaccinal », le rôle de plus en plus répressif joué par des organismes de contrôle professionnel comme l'Ordre des médecins, l'incertitude générale concernant l'avenir et tant d'autres facteurs négatifs jouent tous à fond pour renforcer cette discipline de la haine. La division du corps social s'accroît chaque jour, en désignant un bouc émissaire fort commode : le non-vacciné, le non-QR-codé.

SI TOUT BASCULAIT...

La situation sociale en France se caractérise désormais par la division du corps social en trois fractions : les vaccinés heureux et haineux des autres ; les vaccinés par contrainte qui refusent d'utiliser leur QR-code dont ils sentent à quel point il est utilisé à des fins de caractère dictatorial ; les non-vaccinés qui le refusent pour la plupart, pas tant par rejet du vaccin que par l'horreur absolue que leur inspire la société totalitaire montante et désormais en construction sous nos yeux enfin dessillés. Les vaccinés heureux constituent vraisemblablement une grosse minorité, ou alors une très faible majorité, mais, dans les médias, leur position est archi-majoritaire. Se pose donc pour nous l'éternelle question : que faire ? Comment renverser le cours des choses ?

Dans un régime antidémocratique comme l'est devenue la France, dans lequel l'Exécutif assume la totalité du pouvoir et a anéanti le Législatif et le Judiciaire, la lutte ne semble pourtant pas terminée au cœur même de l'État. Certains éléments regrettent semble-t-il le « monde d'avant », celui où, justement, l'Assemblée

ou les magistrats avaient encore quelque rôle à jouer. Il est tout à fait plausible que ces contradictions parmi les tenants du pouvoir expliquent l'incohérence des mesures prises. Mais, on en conviendra aisément, si la lutte contre l'évolution totalitaire ne se situe plus qu'entre les diverses factions qui se disputent actuellement le pouvoir, cela n'augure rien de positif ni à court terme, ni même à moyen terme.

L'histoire peut sans doute nous inspirer, même si elle ne repasse jamais les plats, selon l'expression consacrée. Les plats, sans doute pas, mais certaines situations à travers l'histoire offrent des similarités troublantes. En l'occurrence, nous assistons, depuis deux ans maintenant, à la décomposition évidente d'un monde, d'une civilisation – et pas seulement d'un système productif fondé sur l'industrie comme dans les décennies d'après-guerre. Nous avons été nombreux à anticiper ce déclin irréversible depuis des années et même des décennies, mais peu importe. Ce qui compte désormais est que nous sommes nombreux à comprendre que le monde d'avant n'existera plus jamais, que des pays comme la Belgique ou la France n'auront plus rien de démocratique ni de républicain (au sens où la « chose publique » doit être au service des citoyens) pour les années à venir (ou peut-être une ou deux décennies, qui sait ?), et qu'il nous faut donc nous retrousser les manches pour inventer autre chose. De toute façon, c'est bien ce monde d'avant qui a accouché de ce qui advient. Posons-nous donc la question de savoir comment nous en sommes arrivés là, et tâchons de comprendre enfin ce que nous devons construire pour que, dans un avenir pas trop lointain si possible, nous puissions enfin voguer vers des cieux beaucoup plus cléments pour les humains et pour cette planète à bout de souffle.

Philippe Godard

Nos « démocraties » peuvent-elles devenir démocratiques ?

Voies pour un transfert du pouvoir à la société civile

Les événements autour du covid-19 font apparaître plus que jamais à quel point les choix de société ne sont pas le fait de ce qu'on nomme la société civile. Entre autres, divers remèdes et approches sont ignorés ou dénigrés par les autorités, alors même qu'ils suscitent l'intérêt de nombreux citoyens (renforcement de l'immunité, traitement précoce du covid-19...)¹ Parallèlement, l'option vaccinale est imposée, contre la volonté de beaucoup et suite à l'influence de l'industrie.²

Ces faits devraient nous rendre plus que jamais attentifs aux modes d'organisation alternatifs, notamment aux voies qui permettraient de conférer un vrai pouvoir décisionnel à la société civile dans son ensemble. De telles voies et dispositifs sont développés depuis longtemps dans le courant du socialisme libertaire. Parmi les penseurs actuels qui mènent des recherches dans de telles directions, il y a l'économiste Michel Laloux³ (qui, plutôt que de socialisme libertaire, parle de démocratie évolutive, mais ces approches se rejoignent à de nombreux niveaux).

UN PUISSANT LEVIER DE TRANSFORMATION ?

Un exemple des dispositifs traités par ce chercheur : l'orientation individuelle de l'impôt.⁴ L'idée est de donner au citoyen la possibilité de choisir lui-même les projets et organismes d'intérêt public qui bénéficieraient de ses impôts ; qu'il s'agisse d'organismes actifs dans le domaine de la recherche, de l'enseignement, de l'information... De plus, dans l'approche de Laloux, les organismes finançables de cette manière incluraient également ceux qui émanent non pas du gouvernement, mais de la société civile, pour autant qu'ils soient d'intérêt public (c'est-à-dire à buts non lucratifs et accessibles à tous) : par exemple, associations, médias alternatifs, coopératives à buts non-lucratifs dans leur phase de développement, etc.

« ...la morale n'a pas d'autre source, d'autre stimulant (...) que la liberté ».

Mikhaïl Bakounine

Cette idée soulève différentes questions, auxquelles nous allons venir, mais ses potentiels sont certainement très importants. Par exemple, y aurait-il grand monde pour choisir de contribuer au développement de fléaux comme les pesticides, le nucléaire, les OGM, ou encore un projet comme la 5G... ? Il n'est sans doute pas trop optimiste de penser qu'une grande partie des citoyens choisirait d'orienter ses parts de financement vers des initiatives sociales et des activités soutenables écologiquement : énergies durables, médecines alternatives, agro-écologie, médias manifestant un vrai souci d'information et d'indépendance, etc. Et le fait que les organismes finançables de cette façon comprendraient ceux qui émanent directement de la société civile, augmenterait considérablement les possibilités de celle-ci d'expérimenter et développer ses propres projets. Plus fondamentalement, comme le note Laloux, une telle approche permettrait même un transfert progressif à la société civile du pouvoir exécutif dans son ensemble. Transfert qui ne devrait pas poser problème, car les initiatives et organismes dont il s'agit seraient développés par des praticiens des domaines chaque fois concernés – des gens certainement plus à même de gérer ces domaines que le sont les politiciens. Ce transfert serait bien sûr fortement renforcé si on ajoutait à tout cela la possibilité pour les citoyens de proposer, voire de voter des lois.

ÉNERGIE DURABLE ?
ÉTAT DES ROUTES ?
NUCLÉAIRE ?
ARMEMENTS ?
AGRO-ÉCOLOGIE ?
POLICE DE PROXIMITÉ ?



À quoi servent mes impôts ?

Au sujet des questions que posent de tels modes de fonctionnement, il y a celle de savoir s'ils ne causeraient pas un émiettement, une décentralisation excessive. Une autre crainte possible est celle d'un développement d'institutions sectaires ou prosélyte (en particulier dans l'enseignement). Autre interrogation : ne risque-t-il pas d'y avoir convergence de fonds vers certains organismes au détriment d'autres, qui seraient aussi importants ? Michel Laloux traite en détail de telles questions. Par exemple, au sujet du risque d'un émiettement, il fait observer que celui-ci pourrait être évité par la création de conseils de coordination liés à chaque domaine, et rassemblant les praticiens de ces domaines. Concernant la possibilité de dérives sectaires, il constate que les lois pénales existantes permettraient de prévenir ce risque. À propos de la question de la répartition des fonds, Laloux met en avant la possibilité d'élaborer des règles qui établiraient que si les montants reçus par tel organisme dépassaient un certain plafond, l'excédent pourrait être transmis à un autre organisme basé sur des objectifs équivalents.⁵

RESPONSABILISER EN DONNANT DES RESPONSABILITÉS

Une autre observation encore contribue à mettre en valeur les potentiels de ces idées : la liberté et le souci du social sont intimement liés. Cela s'est déjà vérifié lors d'initiatives qui vont dans la direction ébauchée ici. Par exemple, comme l'a noté Michel Laloux (même s'il est critique sur l'initiative en question), une expérimentation comme les chèques éducation. Si cet instrument pose divers problèmes, il a cependant l'intérêt de permettre au citoyen de contribuer davantage et directement au financement du type d'enseignement de son choix. Ce qui a permis cette observation très intéressante : dans les quartiers défavorisés où ce système a été utilisé, on a constaté une baisse de la violence, conséquence,

visiblement, de la remise dans les mains des citoyens de ce pouvoir de décision.⁶

Dans ce sens, Bakounine déjà avait bien saisi qu'un des meilleurs moyens de responsabiliser est précisément de donner des responsabilités : « [...] comme la morale n'a pas d'autre source, d'autre stimulant [...] que la liberté, et comme elle n'est elle-même rien que la liberté, toutes les restrictions qu'on a imposées à cette dernière dans le but de protéger la morale ont toujours tourné au détriment de celle-ci.⁷ »

Espérons que les dérives outrancières actuelles amènent un maximum de personnes à prendre mieux conscience de tout cela, et à promouvoir des approches comme celles abordées ici.

Daniel Zink

Pour d'autres idées de ce genre et bien plus de développements, voir e. a. : <https://www.civiliens.net/>

1 <https://www.aimsib.org/2020/10/05/voyage-dun-reanimateur-au-centre-de-la-covid-19/>

2 Cela ressort e. a. du refus de reconnaître l'ampleur des effets indésirables des vaccins. Voir e. a. <https://www.regulations.gov/comment/CDC-2021-0089-0024> ; <https://www.notre-planete.info/actualites/4849-vaccins-COVID-19-risques-morts>

3 <https://www.democratieevolutive.fr/> et <https://www.civiliens.net/>

4 Voir e. a. Laloux, M., *Torrent de jeunesse*, Les Trois Arches, 1990.

5 Sur ces différents points, on peut écouter e. a. les deux 1^{ères} émissions accessibles ici : <https://www.civiliens.net/podcast>

6 Dans son livre *Démocratie évolutive* (Le souffle d'or, 2007, p. 43 sqq.), M. Laloux traite en détail comment pourrait être développé un enseignement qui émanerait de la société civile.

7 Bakounine, M., *Catéchisme révolutionnaire* [1866], In *Libro Veritas*, p. 6 (accessible sur inlibroveritas.net).

« S'il y a un espoir, il réside dans les classes populaires »

George Orwell

Illustration: Fabienne Loodts



0. CONSTAT :

Lorsque nous parlons entre nous, que nous soyons ouvriers, employés, commerçants ou indépendants, quelle que soit notre appartenance culturelle ou ethnique, une grande partie d'entre nous tombe rapidement d'accord sur l'évidence de la transformation radicale de la société au détriment des plus défavorisés et des classes moyennes. En quoi l'effondrement de la classe moyenne et la montée des inégalités semblent-ils évitables ? Vers quoi nous dirigeons-nous insensiblement ?

0.1. DÉPRESSION ET AUTOMATISATION DE L'ÉCONOMIE

- Disparition de 90 % des emplois dans l'Horeca, de 75 % des emplois dans la distribution, de 50 % des petits commerces (épiceries, salons de coiffure, discothèques...), des festivals, concerts, pièces de théâtre, bals populaires, fêtes foraines, etc.¹
- Recul des droits sociaux (salaire, temps de travail, jours fériés et congés payés, réforme du chômage et des retraites), blocage des contrats d'assurance vie.
- Hausse de l'endettement des citoyens et effacement progressif de la propriété privée.
- Explosion de la dette publique, augmentation des impôts et nouvelles taxes.
- Confiscation d'une partie de l'épargne privée en contrepartie de l'aide européenne (comme à Chypre, en Grèce, en Italie).
- Vente du patrimoine national (immobilier, monuments, œuvres d'art) et élagage des services publics.

0.2. NUMÉRISATION DE LA FINANCE

- Fin du secret bancaire.
- Disparition de l'argent en espèces (avènement de la crypto-monnaie européenne).
- Faillite des banques du fait de leur endettement et de la faillite des entreprises.

- Mise en place du revenu universel.

0.3. ÉMERGENCE D'UN ÉTAT TOTALITAIRE LARGEMENT PRIVATISÉ

- Inscription de l'état d'urgence sanitaire dans le droit commun : pandémie perpétuelle.
- Fin des libertés fondamentales : toujours plus de restrictions de déplacement, de couvre-feu et de verrouillages (déconfiner pour mieux reconfiner).
- Systématisation du vote par correspondance.
- Utilisation de nouvelles technologies de surveillance et de répression.
- Militarisation de la police et interventions militaires « de police ».
- Vaccination obligatoire avant que la population ne se rende compte des pathologies et des décès qu'elle occasionne à moyen terme.
- Création de camps « sanitaires » sous le prétexte de mise en quarantaine.
- Rupture des chaînes d'alimentation.
- Recul de l'espérance de vie.
- Réduction de la population mondiale.

1. HYPOTHÈSE :

le discours dominant est le discours de la domination ; il a pour conséquence de nous déraciner, d'aliéner, de déshumaniser, de paralyser ; il est formulé de manière telle qu'il n'y a pas de débat possible. Vouloir débattre de ces manipulations (sanitaires) fait le lit du pouvoir.

2. THÈSE :

il faut poser les vraies questions pratiques sur la crise ; nous pourrions alors nous réapproprier nos vies, nos racines, notre pensée, notre dignité, et nous inscrire dans l'action.

Comment nous, citoyens qui ne faisons pas partie des « élites », mais faisons vivre nos villes et nos quartiers, comment nous qui souhaitons participer au maintien de rapports humains cordiaux, respectueux et à la construction d'un environnement socio-économique et culturel sain pour nos familles, allons-nous pouvoir survivre dans une dictature économique

- numérisée et strictement contrôlée, sans argent liquide ?
- de pénurie de denrées alimentaires et de matières premières ?
- en hyperinflation ?
- robotisée ?
- de chômage massif (jusqu'à 80% de pertes d'emplois dans certains secteurs) ?
- poussée, intentionnellement ou non, vers la guerre civile ?

Soulever ces questions fait vaciller le pouvoir.

3. SYNTHÈSE :

Avec les vraies questions viennent les vraies actions.

Comment interrompre la trajectoire politique actuelle ? Seule une alliance de nos forces citoyennes du local vers le global pourra nous permettre de :

- endiguer cette machine totalitaire ;
 - assurer des conditions de vie décentes à tous, et plus particulièrement pour nos enfants ;
 - répartir l'effort à fournir pour conserver une économie viable malgré la crise des ressources et l'imminence d'un krach boursier.
- N'était-ce pas l'esprit des Gilets jaunes, avant qu'ils ne soient sanguinairement réprimés et finalement anesthésiés par l'urgence sanitaire ?
- La première chose à faire est donc de briser le mur anxiogène qui a été érigé entre nous :
- Ne plus fréquenter les médias traditionnels ;
 - refuser tout instrument de contrôle (tracing, Q R-code, vaccination de masse sans prise en compte du bénéfice-risque individuel) ;
 - aller à la rencontre de l'autre au sein de notre environnement et écouter ce qu'il peut nous apprendre ;
 - initier des actions locales de contestation, d'actions, d'entraide, de soutien, de promotion de notre idéal du « vivre ensemble ».

De nombreux mouvements et groupes s'organisent, d'autres continueront à se former. Rejoignons les initiatives qui nous tiennent à cœur, chacun personnellement. Créons les initiatives qui nous manquent et nous inspirent. Soyons pro-actifs plutôt que réactifs. En se réappropriant notre propre pouvoir et en allant à la rencontre de l'autre, nous avons la possibilité de modifier la trajectoire actuelle et d'enrayer la machine totalitaire.

Michel Weber & Roxanne Quaranta

¹ D'ici 2035 selon Carl Benedikt Frey and Michael A. Osborne, « The future of employment: How susceptible are jobs to computerisation? », *Technological Forecasting and Social Change*, vol. 114, January 2017, pp. 254-280, cité par Schwab and Malleret, *Covid-19 : The Great Reset*, 2020, p. 241.

La violence contemporaine, à quelle adresse ?

« *La persuasion et la violence peuvent détruire la vérité, mais elles ne peuvent la remplacer.* »¹

Hannah Arendt

« [...] *face au mal, c'est au mal lui-même qu'il faut recourir, et sans tarder, dans autant de situations où la morale ordinaire aboutit justement au genre d'inhibition teintée de culpabilité sur laquelle les gens malfaisants comptent pour étendre leur emprise.* »²

Pierre-Henri Castel

Bien avant l'offensive vaccinale actuelle, la violence a toujours été l'objet d'éclatantes divergences d'opinion dans l'intelligentsia et le public, sans oublier les militants. On peut en donner une définition large ou restreinte. Dans le premier cas, on qualifiera de « violents » des comportements aussi différents que le bombage d'une affiche publicitaire en rue, la destruction d'une antenne 5G, la simple voie de fait, un viol, un acte de torture, un assassinat... On voit directement le problème à la fois logique et moral de cette conception maximaliste. Mieux vaut donc resserrer la définition : la violence ne s'applique(ra)it qu'aux êtres vivants et « sentients », c'est-à-dire capables de ressentir la douleur physique et morale, donc les humains et les animaux (avant tout ceux à sang chaud). Elle peut être physique, psychologique ou symbolique, « [...] *cette violence symbolique, ce travail d'imposition de sens et de valeur auquel certaines corporations (comme les journalistes) font profession de soumettre le reste de la population, en toute bonne conscience, comme si elles étaient en charge d'un ministère intellectuel et moral* »³. À rebours de ce qu'avance la philosophie libérale — qui ne proscriit que la violence physique —, une forme n'est pas plus ou moins grave que les autres. Tout le reste relève de la destruction de biens, du vandalisme ou du sabotage. On peut certes réprover ceux-ci, mais il ne faut pas confondre les deux plans.

À *Kairos*, aucun sujet n'est tabou *a priori*. Nous avons cette fois décidé de quelque peu élucider la violence contemporaine, spécialement par temps covidien. A-t-elle pris de nouvelles formes caractéristiques à cette occasion ou recycle-t-elle les remugles de sa tradition telle que la civilisation l'a toujours connue ? Est-elle moralement condamnable dans tous les cas et d'où qu'elle vienne, ou peut-elle prendre de nouveaux atours de légitimité, entre autres sous le prétexte de la santé publique ou inversement du respect



des libertés ? À la fin de sa vie, en 1987, le philosophe Günther Anders rouvrait le dossier dans un essai sulfureux, *La violence : oui ou non*, paru en RFA dans le contexte d'un ressentiment anti-nucléaire, juste après la catastrophe de Tchernobyl l'année précédente. Ses propos lui valurent une avalanche de critiques, car « *Anders y reste intraitable, creusant son sillon, revenant sans fléchir aux sources et à la forge méthodique de sa détermination* »⁴. D'autres reconnurent ce texte comme majeur et encourageant. Depuis deux ans, les populations occidentales⁵ subissent une violence étatique qui s'est montrée graduelle, allant du port du masque obligatoire à la pression aux vaccins (bientôt obligatoires eux aussi ?). Dans la plupart des cas, les électeurs-consommateurs y répondent chaotiquement, comme l'avait déjà remarqué Jacques Ellul il y a quarante ans : « *Le caractère émotif de ce que l'homme moderne appelle sa pensée [...] a d'ailleurs pour conséquence une extrême violence des convictions allée à une extrême incohérence des arguments* »⁶, les réseaux (a)sociaux en étant la principale caisse de résonance. Autant le savoir : toute résistance populaire s'expose à la violence physique (de la police et/ou de ses congénères), psychologique et symbolique (stigmatisation dans les médias, le travail et la vie quotidienne), et *in fine* à la mort. Mais comme l'annonçait Anders, « *ce n'est pas parce que la lutte est plus difficile qu'elle est moins nécessaire* »⁷.

L'historien des idées François Cusset, l'essayiste-troubadour Hervé Krief, les philosophes Valérie Tilman et Michel Weber ainsi que S. Kimo vous livrent ici le produit de leurs précieuses réflexions.

Dossier coordonné par Bernard Legros et Alexandre Penasse

Illustration: Philippe Debongnie

1 Hannah Arendt, *La crise de la culture*, Folio, 1954/2011, p. 330.

2 Pierre-Henri Castel, *Le Mal qui vient. Essai hâtif sur la fin des temps*, Cerf, 2018, p. 110.

3 Alain Accardo, *Pour une socioanalyse du journalisme considéré comme une fraction emblématique de la nouvelle petite bourgeoisie intellectuelle*, Agone, 2017, p. 124.

4 Günther Anders, *La violence : oui ou non. Une discussion nécessaire*, Fario, 2014.

5 Évidemment, nous n'ignorons ni ne minimisons celle qu'endurent depuis des décennies les pays officiellement décolonisés de la périphérie. Mais tel n'est pas notre sujet ici.

6 Jacques Ellul, *La parole humiliée*, La Petite vermillon, Seuil, 1981, p. 330.

7 Günther Anders, *op. cit.*, p. 84.

Résistance et droit à l'auto-défense

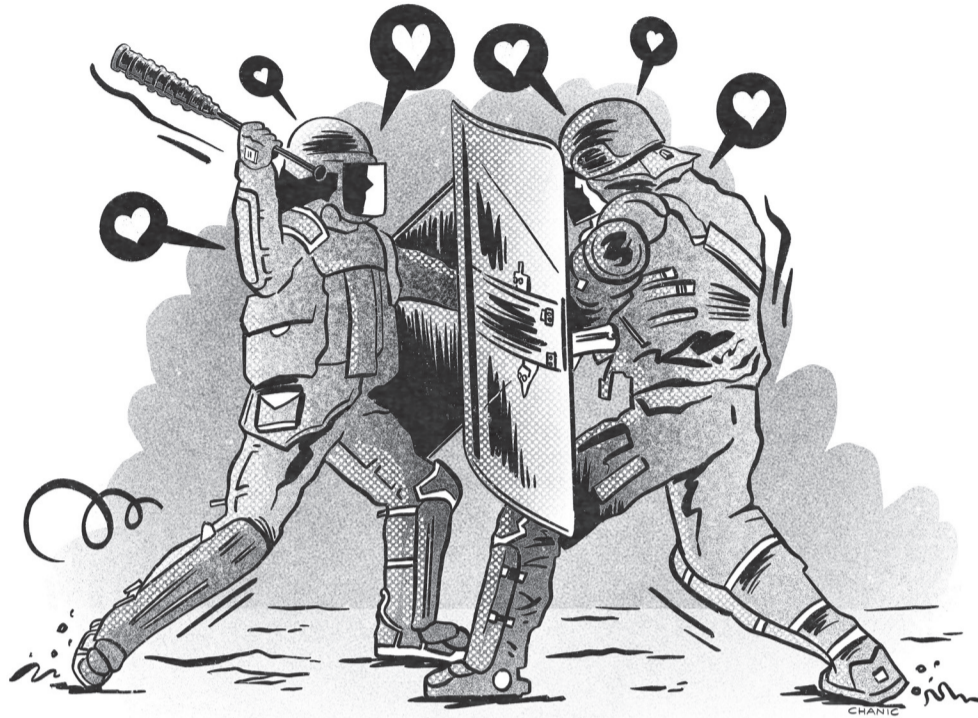


Illustration: Chanic

Dans la crise actuelle, tout n'est que violence. Violence faite à la réalité pour la travestir (statistiques et modèles biaisés, propagande). Violence faite aux mots pour les pervertir (« solidarité », « intérêt général », « épidémie » et même « vaccin » ont perdu leur sens commun). Violence faite à notre intelligence pour l'annihiler (régression vers les pulsions de peur et de haine, abandon du raisonnement logique). Violence faite à la vérité (censure, fraudes scientifiques, manipulations). Violence faite au droit, distordu jusqu'à pouvoir justifier tout et son contraire. Violence faite aux corps (corps malades privés de soins précoces jusqu'à ce qu'ils suffoquent ; corps privés de moyens d'expression cathartiques, festifs, sportifs, relationnels ; corps sujets d'expérimentations). Violence faite à notre être relationnel, isolé, culpabilisé par l'invention d'un délit de contamination. Violence faite à nos progénitures, masquées, privées d'horizons et de perspectives. Violence faite à notre autonomie individuelle (projets de médicaments pucés, d'internet des corps). Violence des insultes (« non-citoyens ») et des accusations (« non-assistance à personne en danger », Emmanuel André, « eugénisme », Marius Gilbert). Violence des menaces de représailles (discriminations face au travail, aux soins, à l'éducation, au chômage, à la culture ; amendes impayables ; poursuites judiciaires). Violence faite à l'environnement, réceptacle de milliards de masques et de tests usagés, et de millions de mammifères covidés sacrifiés. Violence d'un apartheid qui se dessine, mais que la bienséance empêche de nommer. Violence d'un déni de démocratie quand la quasi-totalité des experts censés informer une commission de parlementaires s'est déjà prononcée publiquement en faveur de l'obligation vaccinale ! Violence d'une idiocratie où, face aux propos d'un prix Nobel alarmant sur les risques pour l'humanité liés à la vaccination, une députée répond d'une voix atone : « Merci beaucoup. Question suivante ? ».

Mon entourage n'échappe pas à cette violence autant physique, psychologique, sociale que symbolique : un grand-père qui se souvient d'un contexte de guerre plus humain sur le plan relationnel ; untel, soignant, qui risque de devoir fermer son cabinet ; une telle qui risque d'être contrainte à la vaccination pour ne pas perdre son emploi et la garde alternée de ses petits ; unetelle qui risque d'être contrainte de choisir entre le risque de voir reflamber un cancer en rémission (les dérèglements immunitaires et les cancers post-vaccinaux seraient déjà une réalité observable) et le bien-être qu'elle offre à son enfant. Untel accueilli comme un paria aux urgences et « puni » en raison de son statut vaccinal ; unetelle forcée à se vacciner pour accompagner son parent mourant à l'hôpital. Le tout dans l'incompréhension de certains proches, convertis par la messe médiatique, et pourtant victimes, eux aussi, de la violence sanitaire, des mesures politiques (chômage, dépressions) ou d'effets indésirables parfois graves suite aux vaccins.

Bien qu'historiquement inédite par ses aspects mondiaux et technologiques, la situation actuelle relève de ressorts aussi vieux que l'humanité : le désir de pouvoir de certains, la manipulation des foules, la violence politique et sociale qui en résulte. Nous avons fait un petit tour par quelques maximes sur la violence. « Le gouvernement est une réunion d'hommes qui fait violence au reste des hommes », analysait Tolstoï. Dans notre situation,

le gouvernement en question ne se limite pas à celui de notre petit pays, mais désigne la direction qu'imposent à nos sociétés certains intérêts privés et puissances étatiques à la manœuvre au sein des institutions internationales ; c'est ainsi que l'UE et l'OMS cherchent désormais à se substituer aux États en matière de santé¹. « L'ignorance mène à la peur, la peur à la haine et la haine à la violence », résumait Averroès. De nos jours, c'est via les médias, la publicité, la propagande et les institutions éducatives que se fabrique l'ignorance. « Politiquement, la faiblesse de l'argument du moindre mal a toujours été que ceux qui choisissent le moindre mal oublient très vite qu'ils ont choisi le mal », avertissait H. Arendt. Effectivement, faire fi des droits humains fondamentaux quelle qu'en soit la justification n'est pas « un moindre mal », c'est tout simplement la voie de l'injustice. « La force est l'arme de ceux qui ont tort », conclut cette maxime de Bouddha.

Les perspectives ne sont pas réjouissantes. « La violence et la vérité ne peuvent rien l'une sur l'autre », nous apprend Blaise Pascal. En d'autres termes, la violence est sourde aux appels à la raison, à l'argumentation, aux démonstrations de la vérité. Rémi Girard nous le confirme : « La violence inassouvie cherche et finit toujours par trouver une victime de rechange » ; « Le sacrifice du tiers soude le consensus des communautés culturelles archaïques et signe encore aujourd'hui les identitarismes sectaires ou la violence totalitaire² ». Pourtant, l'espoir en creux du message de Pascal est que la violence n'éteindra jamais la recherche de vérité et de justice qui renaît toujours des cendres des désastres humains (pour autant qu'il reste des humains bien sûr). En effet, cette violence multiforme crée en retour chez certains une tension si forte face au sentiment de profonde injustice qu'elle pourrait engendrer une disposition au combat. Pour ceux-ci, la question suivante se pose : devrions-nous réagir à la violence politique par de la violence défensive ?

Pour Martin Luther King, « Le problème de la violence est qu'elle est une spirale entraînant exactement ce qu'elle cherche à détruire. Au lieu de contrecarrer le mal, elle le multiplie. Avec la violence, vous pouvez tuer le menteur mais pas le mensonge, ni établir la vérité. Avec la violence, vous pouvez tuer le haineux mais pas la haine [...] L'obscurité ne peut aider à sortir de l'obscurité : seule la lumière le peut [...] » ; pour Gandhi également : « Il y a beaucoup de causes pour lesquelles je suis prêt à mourir, mais aucune pour laquelle je suis prêt à tuer ».

« Une loi ne pourra jamais obliger un homme à m'aimer, mais il est important qu'elle lui interdise de me lyncher », rappelle encore M. L. King. Le pouvoir judiciaire nous montre malheureusement trop souvent son absence d'indépendance. Comment reconstruire une justice qui ne soit pas au service du pouvoir et une éthique non dénaturée par des pulsions d'eugénisme ? Les moyens des puissants semblent démesurés. Comme le résume Stéphane Hessel, « c'est tout le socle des conquêtes sociales qui est aujourd'hui remis en cause ». Et peut-être même davantage, car le niveau actuel de concentration des richesses, du pouvoir et des technologies fait craindre des scénarios anti-humanistes inédits, notamment en matière de contrôle. Dès lors, que faire ?

L'instinct de préservation de soi fait naître un droit naturel de se défendre³. Ce droit naturel à l'autodéfense, c'est le droit qu'à tout individu de défendre sa vie et sa liberté. Plusieurs raisons nous semblent fonder ce droit. Le droit de résister est un élan irrésistible : l'autodéfense est intrinsèquement liée à l'élan vital. Sans entrer dans le débat de savoir si mon corps m'appartient ou pas, mon corps n'appartient en tout cas pas à la société : le droit à l'autodéfense est un droit de légitime défense en cas d'atteinte à notre intégrité. D'autre part, que faire d'autre que résister et s'autodéfendre quand la justice publique ne joue plus son rôle ou quand c'est l'État qui est l'instigateur des injustices ? L'article 2 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 disposait d'ailleurs que « le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression. » Il y a « de la violence légale illégitime et de la violence illégale légitime » explique Elsa Dorlin. « Dans une société civilisée, la loi retient les forts de profiter des faibles [...], mais [...] (dans) une société de jungle nous sommes contraints de revenir à la loi de la jungle » (Williams) : c'est une question d'amour de la justice. Il faut « désapprendre à ne pas se battre » (Dorlin) et répliquer : l'autodéfense est l'affirmation d'un droit dénié injustement, c'est une posture éthique de défense de ses valeurs et une attitude qui, même quand elle est vaine, s'adresse aux autres pour les sortir de leur léthargie.

La violence est souvent refusée, à juste titre, au nom de deux arguments : le mimétisme des agresseurs et le décuplement de la violence et de la répression. Selon R. Williams, cette façon de penser revient à désarmer les opprimés ; quand la non-violence se retourne contre ces derniers, il préconise de passer à l'autodéfense. Le choc est pour lui le principe du changement social, seul capable de modifier les rapports et structures de pouvoir. Mais l'autodéfense peut aussi se retourner contre celui qui la pratique lorsque le pouvoir fait en sorte de la susciter et que, plus on se défend, plus on est perçu comme l'agresseur.

Alors, que faire aujourd'hui ? Résister, même minoritaires ; être créatifs pour changer les données du monde (et s'efforcer de les comprendre) et ne pas cesser de transmettre les idéaux de justice (même l'écriture peut être une arme). « Si, aujourd'hui comme alors, une minorité active se dresse, cela suffira, nous aurons le levain pour que la pâte lève » (Hessel). Certes, nous y perdrons beaucoup. Mais nous y gagnerons l'essentiel : des expérimentations créatives et, surtout, la perpétuation de l'idée de l'homme et de l'idée de la justice sans lesquelles il n'existerait aucun espoir pour nos enfants.

Valérie Tilman

1 L'OMS peut-elle être dotée de nouvelles prérogatives ? – Grappe Belgique

2 Cette citation n'est pas de Girard mais reste dans l'esprit de sa pensée. Elle est de M.-L. Martinez et F. Poydenot.

3 Les réflexions suivantes sont inspirées de la lecture d'Elsa Dorlin, *Se défendre. Une philosophie de la violence*, La Découverte, 2017 & 2019.

La fureur des puissants ou la fin de la « chose publique »

La violence que la République française impose, par l'entremise de son gouvernement, aux citoyens de ce pays, sous couvert d'une crise sanitaire, est intolérable et probablement inédite, au moins depuis 1945. Elle semble permise par la perte complète d'autonomie réelle qui caractérise, hélas, la vie de tout un chacun dans nos sociétés modernes. À quelques exceptions près, aucun d'entre nous n'est en mesure de subvenir à ses besoins vitaux. Se nourrir signifie ainsi s'aliéner à un travail salarié qui souvent ne fait pas sens, pour être rétribué, en échange, avec de l'argent qui, à son tour, permettra d'acheter la nourriture sans laquelle nous ne pouvons survivre. Il en va de même pour le logement, et la nécessité de le chauffer en hiver, pour les vêtements et pour l'attention à la santé.

Cette hétéronomie a été construite au fil du temps afin de permettre la marchandisation intégrale et la dépossession de nos existences, depuis le lait maternel jusqu'aux obsèques, en passant par la table et les chaises pour s'asseoir et manger ou par la voiture rendue indispensable pour se déplacer.

C'est la réussite incontestable de la société industrielle d'avoir modelé, en 200 ans, des êtres passifs, vautreés dans un confort moderne électrique — et maintenant numérique — et qui se satisfont pour la plupart de cette vie simplifiée, c'est-à-dire vidée d'elle-même. Pire, ils la défendent.

« Dans une société surindustrialisée à ce point, les gens sont conditionnés à obtenir des choses et non à les faire. Ce qu'ils veulent, c'est être éduqués, transportés, soignés ou guidés plutôt que d'apprendre, de se déplacer, de guérir et de trouver leur propre voie¹. »

Ainsi notre désarroi balance sans cesse entre l'impossibilité de nous affirmer en tant qu'humains assumant leurs existences et la conscience du mépris dans lequel nous tient le pouvoir. Depuis presque deux ans, ce dernier a nettement accentué son autoritarisme. Le basculement, survenu en mars 2020 et dans lequel nous vivons depuis est en réalité celui du chaos. Non pas celui du capitalisme mondialisé, mais celui des peuples vivant sous ce régime, condition *sine qua non* pour qu'il puisse continuer inexorablement sa marche en avant. Désormais, la périodicité courte des épidémies, des cyclones, des pollutions en tout genre, l'essor des maladies graves et l'affaiblissement généralisé de la vitalité humaine conduisent à une nouvelle organisation sociale. Celle-ci est permise par le développement concomitant, et prémédité, d'une aliénation coercitive au système technicien, devenu numérisé et connecté. La « vie d'avant » ne reviendra plus et c'est bien « autre chose de nouveau » qui s'invente sous nos yeux. Cela ressemble à un ersatz de vie, fort bien décrit voilà plus d'un siècle par William Morris². Il s'apparente, si nous tentons de le définir par une comparaison, à un meuble industriel, façonné à grande vitesse par des machines, utilisant un bois de mauvaise qualité n'ayant, de plus, pas eu le temps de sécher. À la différence d'une vie pleine et épanouie qui ressemblerait, elle, à un meuble surgi des mains et de l'âme d'un artisan, conçu habilement, avec un bois issu d'un chêne centenaire qui a séché longuement, et fabriqué dans un temps long que l'accélération inouïe de nos sociétés ne permet même plus de concevoir. C'est le contraste saisissant entre la beauté simple nourrie de l'amour du travail bien fait, donc de l'amour de l'autre, et la laideur s'échappant de la cupidité et de l'égoïsme.

Depuis deux siècles, la société industrielle, et la consommation de masse qui lui est inhérente, s'est développée en détériorant peu à peu tout ce qui avait permis jusqu'alors aux humains de

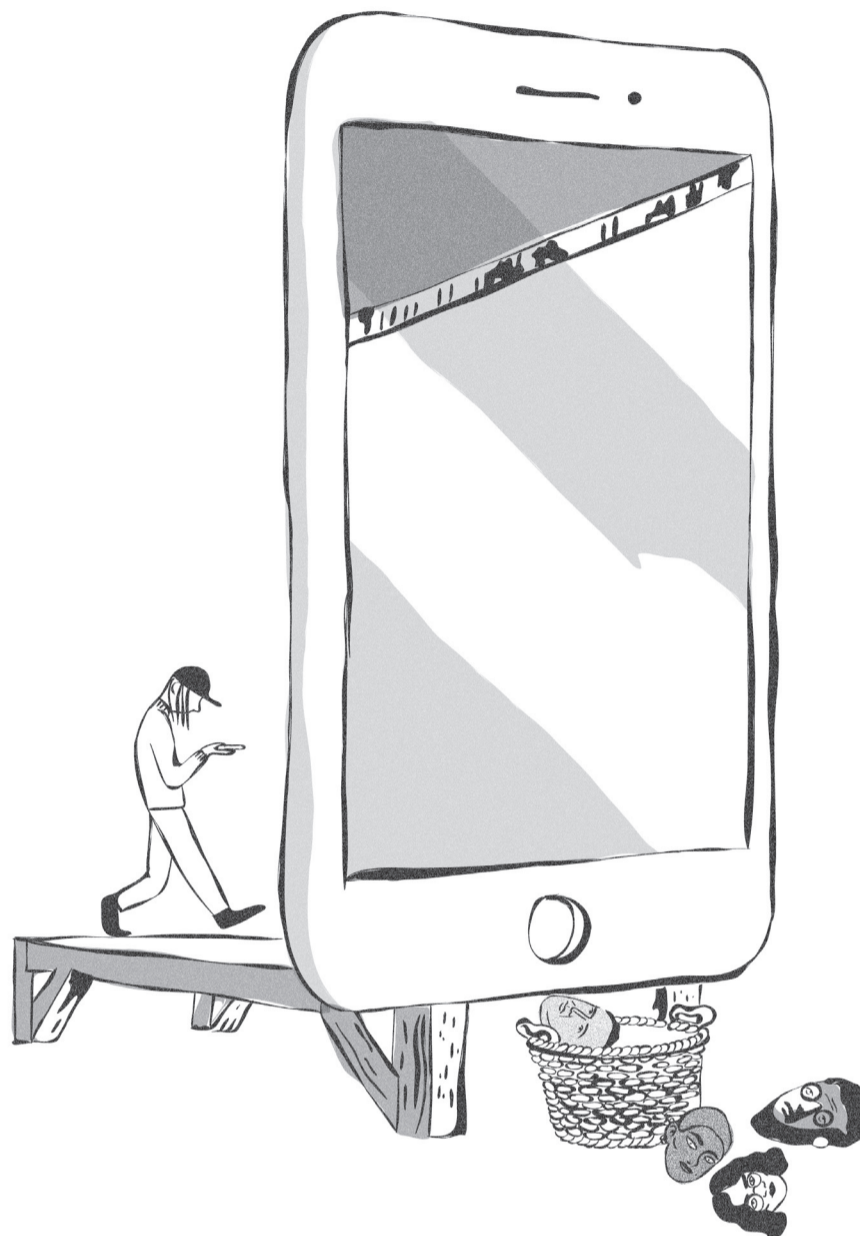


Illustration: Aurélien Garnier

vivre. Le sol nourricier, la végétation, les animaux sauvages, les insectes, l'air, l'eau, la musique du silence, ont été empoisonnés, tués, pollués ou anéantis. Dans le même temps, les populations ont servi de cobayes à l'élaboration d'une société déshumanisée, dans laquelle ils sont aliénés à une organisation technique de leur vie, mais *fonctionnelle*, dans le sens « qui permet de faire tourner l'économie ». Nous ne sommes pas dans la gestion d'une crise sanitaire afin de préserver la santé des populations, mais dans la gestion des populations, grâce à la vie connectée, afin de préserver la santé des grandes entreprises. Cette gestion ressemble étrangement à celle mise en place par l'Union européenne pour les cheptels d'animaux d'élevage. Le plan « biosécurité »³, instauré en 2016, prévoit cinq niveaux de sécurité. Le plus élevé est le niveau 0. Lui seul autorise la poursuite de l'activité, y compris l'exportation des bêtes, en cas d'épidémie. Ce niveau correspond à l'élevage industriel dans lequel les animaux ne sortent jamais de leur hangar et ne doivent avoir aucun contact avec l'extérieur. Ils sont enfermés à longueur de temps dans un espace limité à 0,6 m² par tête. Ils sont gérés par informatique et bourrés d'antibiotiques car leur santé est très précaire. Évidemment, dès que s'approche la moindre maladie contagieuse, ils sont tous vaccinés. L'analogie avec ce que nous vivons, depuis deux années bientôt, est troublante. Nous sommes gérés par des QR-codes, des tests PCR remontant immédiatement dans les fichiers du ministère de la Santé et de la Caisse primaire d'assurance maladie. Cette dernière envoie des « textos » et des courriels spécifiant l'obligation de se soumettre à certaines assignations en fonction de notre statut (positif, négatif, cas-contact, membre de la famille d'un positif ou d'un cas-contact, etc.). Puisque nous affrontons une épidémie, nous devons, comme les ovins ou les vaches ou les poulets, nous faire vacciner massivement avec des produits expérimentaux dont nul ne connaît, en réalité, les conséquences sur les inoculés. En revanche, la conséquence pour les grands laboratoires pharmaceutiques est affichée sans ambages : leurs chiffres d'affaires atteignent des records et l'économie est entrée dans une phase d'expansion.

Face à cette dictature sanitaire, au service de l'économie, il est intéressant de s'attarder sur le traitement réservé par le pouvoir à ceux qui « osent » ne pas suivre le seul remède préconisé et à ceux qui ne sont pas en âge de faire un choix. Alors que tous les textes de loi concernant la vaccination, qu'ils soient français, européens ou internationaux, évoquent clairement un « choix libre et éclairé », le représentant suprême de la République confie aux journalistes, qui en bons chiens de garde ne bronchent pas, vouloir « emmerder » tant qu'il peut les non-vaccinés. Soudain, la démocratie (ou ce qu'il en reste), l'égalité républicaine, la Constitution (notamment la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen) n'existent plus. Le pouvoir a désigné deux catégories de citoyens. Une haute qui, pour bénéficier de ce privilège, doit obéir sans discuter, avec ferveur ou la mort dans l'âme pour ceux à qui on met un fusil sur la tempe, aux injonctions vaccinales et au contrôle intégral de leur existence. Une basse, constituée des parias refusant de se vacciner, qui est privée d'un certain nombre de droits et de services publics ou privés. Elle est surtout privée du droit d'exercer une profession, comme les juifs au Moyen Âge, en relation avec ce que l'État nomme « le soin » ainsi que, probablement, d'être engagée dans certaines entreprises privées. Pour les millions de praticiens déjà en activité, et qui refusent la vaccination, qu'ils soient salariés ou libéraux, la cruauté de la bureaucratie ne connaît aucune limite. Elle les jette à la rue sans aucune retenue et sans aucune indemnité. Elle précipite ainsi un grand nombre d'entre eux dans la misère et dans la détresse psychologique.

Que nous appartenions à la catégorie haute ou basse, nous subissons tous une violence assumée de la part de la République. La terreur, l'angoisse, la peur de l'autre, le masque porté à longueur de journée, les intimidations à se faire tester, les délations, les brutalités policières ou entre membres de catégories différentes, altèrent très sérieusement notre santé, déjà bien amoindrie par les nuisances industrielles, et notre capacité à nous prémunir des virus, des microbes et des maladies traînant dans l'air. Le plus dramatique est le sort réservé aux enfants, dès trois ans,

aux adolescents et même aux jeunes adultes. La violence qui les a traversés de part en part, profondément et durablement, due à la politique de la terreur orchestrée par le gouvernement, est odieuse. Il paraît malheureusement évident que le traumatisme, les souffrances, les peurs en auront fait, pour une grande majorité d'entre eux, de futurs adultes malléables et prêts à vivre dans ce meilleur des mondes qui se dessine : masques en permanence, y compris à la maison, tests pharmaceutiques au premier éternuement, peur maladive des inconnus, santé précaire, vaccinations récurrentes, addiction très grave et quasi permanente aux écrans, injonctions à suivre en fonction du statut de leur « crédit sanitaire », etc. C'est un carnage abominable et nous l'avons laissé se perpétrer devant nous...

Pour ma part, à l'aune de ces constats, je considère que l'État n'a plus aucune légitimité. Il ne remplit même plus son rôle d'assurer (ou de prétendre assurer) l'égalité entre tous. La « chose publique » (*res publica*) a été remplacée par la soif inextinguible de puissance et de profits d'une caste.

Ce qui me différencie notablement des associations de « résistance » venues témoigner dans le dernier numéro de ce journal. Elles invoquent le droit, la science moderne et utilisent l'Internet. Ce qui revient à défendre et légitimer les trois piliers du capitalisme industriel dans son étape numérique actuelle. Pour se faire entendre, elles créent des sites et des chaînes YouTube (propriété de Google), elles comptabilisent leurs « followers ». Ce qui revient à dire qu'elles nourrissent encore davantage l'aliénation terrible de nos vies au système technicien connecté. Elles donnent ainsi

l'illusion que, par l'intermédiaire de cette mégamachine de destruction, nous pourrions résister et infléchir quelque peu la trajectoire totalitaire sur laquelle nous nous trouvons. Or la différence entre l'épidémie du covid et la dernière grande épidémie de 1969, c'est Internet. C'est Internet qui a permis le basculement dans le temps du confinement et du contrôle total, du « crédit sanitaire ».

Le pouvoir n'attend que cela. Que nous utilisions Internet pour râler, contester, manifester, ester ou crier. Que nous soyons addicts à nos écrans pour nous suivre à la trace et nous indiquer, subrepticement, la marche vers la soumission totale. C'est la science moderne, aux mains de la puissance financière industrielle, qui a réussi à imposer une médecine technique et chimique, basée sur la vaccination de masse, afin d'aliéner les humains et les priver de leur choix d'une vie libre.

Je n'évoque pas les mines à ciel ouvert, les quantités astronomiques de pétrole, de produits chimiques et d'eau, les camions, les machines immenses qui sont nécessaires pour extraire les minerais, métaux et terres rares utilisés pour fabriquer les milliards de machines reliées entre elles pour permettre la vie connectée. Pas plus que les esclaves indispensables pour assembler tous ces ordinateurs et ces smartphones et permettre leur vente à des prix très bas. Et que seules des multinationales organisées mondialement peuvent financer et mettre en branle cette organisation industrielle...

Il n'existe, à mon sens, aucune résistance possible à la dérive totalitaire et sanitaire si elle est dépendante d'une vie connectée

aux écrans qui, clic après clic, augmentent la puissance des géants du numérique. Ces derniers marchent main dans la main avec les États et les grands groupes agroalimentaires ou pharmaceutiques. Rivés à nos smartphones, nous devenons des humains robotisés, mutilés de notre âme créative, atrophiés de nos corps devenus inertes et qui s'effacent, handicapés de notre vision claire en raison d'une vue abîmée par les heures devant un écran et déracinés de notre terre. Aussi, à nous d'en tirer les conséquences⁴ et de tenter d'organiser des villages ou des communes autonomes et libres, débarrassés de l'aliénation aux machines et du joug de l'État⁵. La voie est étroite, périlleuse, mais elle brille comme une étoile au firmament.

Hervé Krief, jour 304 de l'an 02 (14 janvier 2022).

1 Ivan Illich, *Némésis médicale, l'expropriation de la santé*, Fayard, 2021 (1^{re} édition en 1974).

2 William Morris, *L'Age de l'ersatz et autres textes contre la civilisation moderne*, L'Encyclopédie des nuisances, 1984/1997.

3 Règlement 2016/429 relatif aux maladies animales transmissibles du 9 mars 2016.

4 « Quand le gouvernement viole le droit du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. » Extrait de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1792, partie intégrante du bloc constitutionnel actuel, avec le préambule de la constitution de 1946 et la charte de l'environnement de 2004.

5 Cf. Ombres et Lumières, *La faible lueur d'une bougie est préférable aux ténèbres de la modernité connectée*, éditions Quartz, 2021.

La politique de la violence traumatique

« *Le plus haut symbole du peuple, c'est le pavé.
On lui marche dessus jusqu'à ce qu'il vous tombe sur la tête.* »
Victor Hugo

Que faire face à une manifestation populaire ? Ignorer son existence. « *Cela ne s'est jamais produit. Rien ne s'est jamais produit. Même si cela arrivait, cela n'arrivait pas. Cela n'avait pas d'importance. Cela n'avait aucun intérêt* », Harold Pinter dans son discours d'acceptation du prix Nobel en 2005, à propos des atrocités dissimulées par la presse occidentale.

Que faire face à une manifestation populaire de grande ampleur ?

Minimiser son existence, associer les manifestants avec les citoyens les moins fréquentables (violents, peu enclins au dialogue démocratique, xénophobes, etc.).

Que faire face à une manifestation populaire pacifique de grande ampleur ?

1 Piloter, directement et/ou indirectement des fauteurs de trouble du reste facilement identifiables : jeunes cagoulés et masqués, tout de noir vêtus, de taille moyenne et très orientés dans leur attitude. En désespoir de cause (et en certitude d'impunité), des fonctionnaires de police feront eux-mêmes le travail.

2 Gazer, charger, matraquer, humilier...

3 Mettre en évidence l'imbécillité et la violence *des participants* afin de dissuader le citoyen lambda de redescendre dans la rue.

Suite aux premiers événements du Bois de la Cambre (dans un contexte fasciste, il n'est malheureusement pas possible de parler des « derniers » événements), il faut se demander ce qu'est la violence. Comment distinguer ses modalités ? Pourrait-elle être (parfois) légitime ? Quelles sont ses conséquences traumatiques ? Quelle est au juste la visée sociétale d'une telle politique ? Comme j'ai déjà arpenté ces questions ailleurs, la réponse sera parfois laconique.

1 La vie du règne animal est structurée par deux comportements complémentaires : **prédation** et **agression**. La prédation est une compétition extraspécifique (entre individus d'espèces différentes) pour les ressources strictement vitales. L'agression est une compétition intraspécifique (entre individus de la même espèce) pour les ressources essentiellement sexuelles, mais aussi symboliques. Il s'agit de créer et d'entretenir une hiérarchie qui soudera le groupe. La prédation met en jeu la survie du groupe et peut être accompagnée, en phase terminale, de signes de joie ; l'agression ritualisée structure la vie d'un individu au sein de ce groupe et rend toujours manifeste des signes de colère.

Comment cette distinction peut-elle être répercutée chez l'humain ? La prédation que l'humain exerce sur toutes les formes de vie est en général poliment ignorée. Elle l'est nécessairement dans un contexte capitaliste qui sanctifie le biocide, c'est-à-dire la guerre totale, au sens clausewitzien, contre toute forme de vie passée, présente ou future. L'instinct de conservation, axiologiquement neutre, est remplacé ici par la rapacité brutale.

L'agressivité est canalisée par la culture à l'aide de règles de savoir-vivre, de rituels de partage (dons et contre-dons claniques, religieux, etc.), ou de pratiques sportives plus ou moins martiales. La hiérarchie peut ici devenir rapidement toxique, c'est-à-dire que le supérieur ne prend plus soin de l'inférieur, mais jouit de son statut. Derrière l'instinct sexuel se dessine également la complexité du désir mimétique ou triangulaire : mon désir est désir de ton désir. (Veblen, 1899 avant Girard, 1961). Une troisième dimension fait toutefois irruption dans l'univers humain : la violence. Alors que la prédation est une condition de survie produisant ses effets sur une autre espèce, tandis que l'agression est une condition de vie intraspécifique, la violence reporte le comportement prédateur au sein de l'espèce. Un individu cherche la destruction — physique ou psychique — d'un de ses pairs. La violence humaine apparaît donc comme un hybride entre la violence prédatrice animale et la communication agressive humaine.

2 Comment distinguer ses modalités ? Trois jeux de questions semblent expédients.

- Premièrement, la violence s'exerce-t-elle en privé ou en public ? Est-elle le fait d'un prédateur solitaire ou d'un groupe ? Le fascisme étant un totalitarisme, il se nourrit tout autant de la violence privée que de la violence publique. Tout ce qui peut avilir l'humain et brouiller la distinction entre prédateur et proie est encouragé. Les violences policières dont il est question ici s'exercent en public, au vu et au su de tout le monde, et en groupe. Elles constituent un message clair des « responsables » — nous y reviendrons au §5. De plus, lorsque la violence est collective, il y a un effet d'entraînement (dans tous les sens du terme) et elle permet au bourreau d'agir de manière impersonnelle. Telle est la vertu de la discipline : en combinant les vices de l'obéissance aveugle (Stanley Milgram, 1963) et ceux du conformisme (Solomon Asch, 1951), on obtient des clones qui peuvent jouir, parfois malgré eux, de la souffrance infligée à autrui. La déshumanisation est totale, des deux côtés de la matraque.

- Deuxièmement, la violence est-elle exercée en réaction à une menace ou spontanément ? Est-elle le produit d'une activité réflexe ou réfléchie ? Si elle est réactive, encore doit-elle être proportionnelle, c'est la question de la légitime défense reprise au §3. Si elle est active, elle est généralement, mais pas nécessairement, réfléchie. Rappelons en effet qu'une activité réflexe court-circuite la rationalité consciente. Elle peut être innée (je lève le bras pour me protéger d'un projectile) ou acquise (je frappe aveuglément car j'en ai reçu l'ordre).

- Troisièmement, l'exercice de la violence constitue-t-il un moyen ou une fin ? On peut imaginer que l'emploi raisonné de la violence soit parfois nécessaire pour préserver la paix sociale (c'est la thèse de Thomas Hobbes, 1651). Il ne s'agit alors que d'une mesure ponctuelle qui indique la nécessité d'un changement de politique afin de rencontrer la détresse des fauteurs de trouble ou de ceux qui sont perçus comme tels. Si la violence devient une

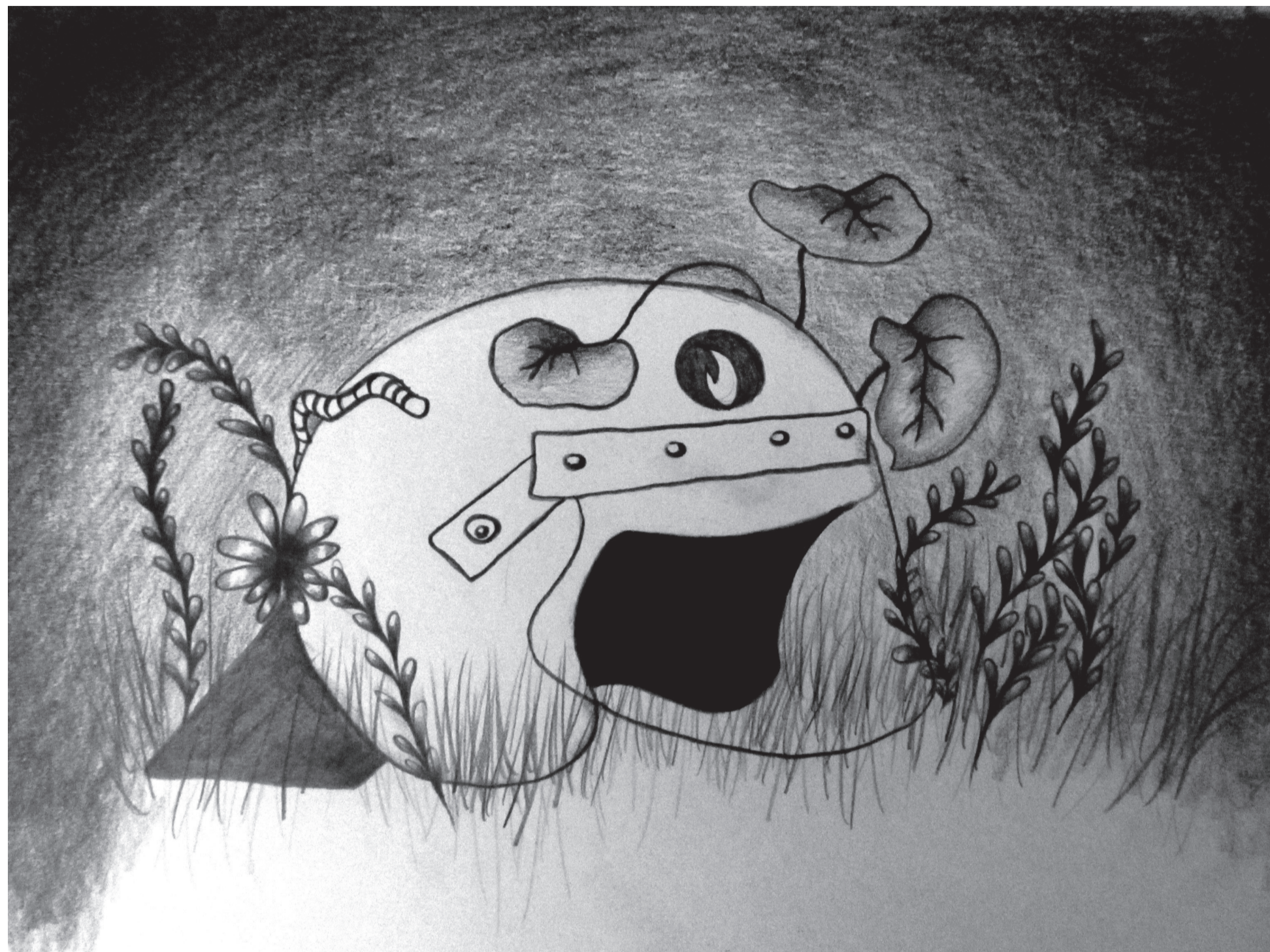


Illustration: Pascale Vanhal

fin en soi, c'est-à-dire qu'elle est systématique, irrationnelle et revendiquée, elle signale la volonté des « responsables » de terroriser la population. (« *L'Occident a dominé le monde non pas par la supériorité de ses idées, de ses valeurs ou de sa religion mais par sa supériorité à recourir méthodiquement à la violence. Les Occidentaux l'oublient souvent, les autres ne l'oublient jamais* », Samuel Huntington 1993). Dans tous les cas, on se trouve dans une situation non-démocratique. L'idéal démocratique est bien sûr complètement utopique. Rappelons néanmoins qu'il présuppose un espace de dialogue politique dans lequel les différends se traitent rationnellement, c'est-à-dire à l'aide d'arguments recevables par tous car ils visent le bien commun. Cette exigence logique a été très tôt mâtinée de *pathos* : les orateurs ont toujours éprouvé le besoin de pallier le manque d'arguments tangibles par l'émotion. De plus, dans le cadre de la démocratie de marché, l'invocation perpétuelle du sexe pour des besoins de « communication » est devenue routinière (on ne parle plus de « pub » depuis longtemps). En bref, l'idéal démocratique grec est rationnel ; il peut s'accommoder d'un certain usage de l'émotion, mais certainement pas de la séduction — et encore moins de la violence.

3 Pourrait-elle être (parfois) légitime ? Pour qu'il y ait légitime défense, l'usage de la violence doit être individuel, réactif et proportionnel. Il demande donc une symétrie qui est nécessairement absente lorsqu'un dispositif policier complexe est déployé contre une foule. D'abord, le dispositif massifie les factions en présence : aux imprévisibles mouvements de foule correspond la discipline de l'agression. Un organisme vivant fait face à une machine et à ses outils. Ensuite, la dynamique de la répression met toujours en jeu des provocations suscitées, voire pilotées directement ou indirectement par les « responsables ». Enfin, il ne saurait y avoir de proportionnalité lorsqu'un individu désarmé se trouve face à des policiers protégés par des exosquelettes et disposant de toute une panoplie d'armes plus ou moins létales. Du reste, le sentiment d'impunité règne car l'omerta est la règle. Qu'il y ait un esprit de corps est une chose bien naturelle ; mais

que les officiers incitent, cautionnent, ou protègent des abus manifestes en est une autre.

4 Quelles sont les conséquences traumatiques de la violence ? En bref, il faut distinguer ses conséquences immédiates et médiates.

Au moment où elle s'exerce, la violence peut susciter une dissociation (dite péri-traumatique) dont les caractéristiques sont la sidération de confusion et de stupeur, la déréalisation, la dépersonnalisation, l'anesthésie et l'amnésie. *A posteriori*, la victime peut souffrir d'un syndrome post-traumatique : une dissociation (post-traumatique) qui s'articule autour de la sidération (impuissance acquise) et de l'hypervigilance et qui s'accompagne de honte et de culpabilité. Dans les cas les plus graves, la victime cherche à éteindre la mémoire traumatique par le stress émotionnel, à combattre les reviviscences (avec hallucinations et bouffées délirantes aiguës) et les idéations suicidaires par des conduites dissociantes, des conduites d'évitement, et des conduites auto-vulnérantes (addiction à la violence destructrice, terrorisante, reproduction des violences sur soi, sur autrui...). La mort devient omniprésente, à la fois désirée et redoutée.

Tout ceci ayant été précisé, il est difficile de ne pas reconnaître que la visée sociétale d'une telle politique est terroriste. Gouverner par la terreur, cela veut dire sidérer la population (fonctionnaires de police y compris) par l'angoisse. Deux procédés complémentaires peuvent être mis en œuvre : la communication anxiogène et la violence aveugle. On infantilise pour pouvoir agresser ; on violente physiquement pour pouvoir manipuler mentalement. Les violences les plus sidérantes sont les plus insensées.

Pour sidérer une victime, on peut, en effet, la paralyser par le non-sens, le caractère incongru, incompréhensible, du récit et procéder par la violence physique, par une volonté de destruction inexorable. Le traumatisme crée une effraction psychique qui balaie toutes les représentations mentales ; la victime est pétrifiée, c'est-à-dire dans l'incapacité d'analyser la situation

et d'y réagir de façon adaptée (Sironi, 1999 et Salmons, 2008).

Lorsque la violence n'est manifestement plus un moyen mais une fin, cela veut également dire que les « responsables » politiques et policiers ont perdu toute autorité et toute légitimité. La raison en est simple : l'autorité d'une personne — au contraire du pouvoir — ne s'origine pas dans un rapport de force, mais dans l'évidence de sa responsabilité au sens moral, c'est-à-dire son souci du bien commun (Hannah Arendt, 1958). J'obéis aux injonctions de tel magistrat (au sens large) car je les perçois comme étant justes à la fois pour moi et pour la communauté. Seul un réveil en sursaut permettra d'éviter la dérive qui s'annonce. Il faut tout autant espérer l'indignation du peuple contre la politique de la terreur, que la révolte de la police et de l'armée contre un gouvernement indigne.

Michel Weber

Florilège nauséabond contre témoignages vivants

L'idée première de cet article était de proposer un florilège de citations incitant à la haine contre les non-vaccinés. On aurait dû commencer, hélas, par les propos d'Emmanuel Macron, lesquels tournent en boucle, *ad nauseam*, depuis qu'ils ont été proférés un triste jour de janvier, au moment où la France venait de prendre la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne : « *emmerder jusqu'au bout* » les non-vaccinés. Ces propos sont non seulement vulgaires, mais aussi répugnants d'un point de vue éthique et parfaitement obscènes dans la logique de la société du spectacle, car l'on sait qu'ils furent soigneusement calculés pour produire leur effet de souffle médiatique. Pire encore, dans le même entretien, le « *Pinocchio psychopathe qui nous tient lieu de président* » – selon la formule de Mehdi Belhaj Kacem – a osé affirmer que, « *quand ma liberté vient menacer celle des autres, je deviens un irresponsable. Un irresponsable n'est plus un citoyen* ». En bref, une incitation à la haine doublée d'une déchéance de citoyenneté du bouc émissaire des temps *moderna*.

On aurait continué en rapportant la fine analyse de son ministre de la santé. Olivier Véran a en effet expliqué aux députés français invités à voter le « passe vaccinal » qu'il convenait de distinguer entre trois catégories de non-vaccinés : **1)** ceux qui sont « loin de tout », n'ayant pas accès aux « clés de lecture et de compréhension » de la pandémie et des vaccins ; **2)** les « méfiants » vis-à-vis des vaccins, sensibles aux thèses complotistes ; **3)** les « indifférents », qui pensent pouvoir continuer à « passer entre les gouttes ». C'est à cette dernière catégorie que s'adresserait la transformation du passe sanitaire en passe vaccinal. En effet, selon la grille de lecture du brillant ministre, dont on ignorait jusqu'alors les talents de sociologue, si tu n'es pas vacciné, cher Lecteur, tu ne peux donc être qu'un imbécile, un complotiste ou un petit malin qui veut « passer entre les gouttes » (on se demande bien pourquoi, à croire que la pluie mouille !). Afin d'avancer sur la voie radieuse du tout-vaccinal, il conviendrait donc de maintenir soigneusement à l'écart de la société les deux premières catégories, considérées comme irrécupérables car rétives au progrès et donc asociales. Quant au menu fretin des petits malins, on les récupérera tout simplement en resserrant autour d'eux les mailles du filet dérivant en les soumettant au « passe vaccinal ».

Outre ces deux exemples tout aussi odieux qu'emblématiques, on pourrait multiplier les citations de politiciens et de journalistes acharnés à stigmatiser et ostraciser les citoyens non-vaccinés. Depuis quelques mois, on assiste en effet à une fuite en avant de la plupart des appareils d'État qui rivalisent des mesures qui viennent à constituer un régime d'apartheid, comme on le voit déjà en Italie et en France. Et ce, au moment même où la vague omicron démontre chaque jour davantage l'inefficacité de la stratégie du tout-vaccinal.

À rebours de ces propos haineux et mortifères, nous avons préféré donner la parole à des citoyens qui, chacun à leur manière, analysent la situation actuelle et résistent avec les seules armes de leur bon sens et de leurs valeurs. En raison de la véritable chasse aux sorcières dont le personnel soignant et les éducateurs font l'objet, leurs témoignages sont recueillis de manière anonyme.

1 Entretien avec Monsieur G., éducateur spécialisé dans une école primaire, 40 ans.

Âgé de 40 ans, Monsieur G. a près de vingt ans d'expérience en tant qu'éducateur. Spécialisé dans le soutien aux élèves du primaire en difficulté, lesquels sont souvent en situation de handicap « dys » – dyslexique, dysorthographique, dyspraxique ou dyscalculique –, il nous fait part de la détérioration de l'atmosphère dans son environnement professionnel, tant au sein de l'école que dans ses relations avec certains intervenants pédagogiques extérieurs. Alors que l'école a pour vocation d'offrir un environnement sûr et serein qui permette à l'enfant d'avoir confiance, de se sentir bien,



2 Témoignage du Docteur L., médecin généraliste, 58 ans.

À 58 ans, le docteur L. a une carrière de médecin généraliste bien remplie et, jusqu'à présent, gratifiante : spécialiste en diététique, passionné par une approche holistique de la santé et prônant une médecine axée sur la prévention, mais sans exclusive aucune, le docteur L. s'est attiré au fil des ans une patientèle fidèle, avec laquelle il prend toujours le temps d'écouter, de dialoguer et d'expliquer pourquoi il propose tel ou tel traitement, ou pas. Aujourd'hui pourtant, L. est inquiet, fatigué, désabusé et prêt à jeter l'éponge, « *alors même que je suis un bon médecin et que je ne me vois pas exercer une autre profession* ». En effet, L. craint de connaître le sort d'une jeune consœur qui a été suspendue deux ans par l'Ordre belge des médecins pour avoir partagé avec certains de ses patients ses doutes quant aux thérapies

généralistes anti-coronavirus improprement appelées « vaccins ». Ce cas n'est pas isolé. Un autre confrère a été rappelé trois fois à l'ordre par ledit Ordre et risque aussi une suspension. Lui n'a pas été dénoncé par des patients mais par certains membres de leur famille ! Le docteur L. craint de connaître le même sort : « *Cette épée de Damoclès m'est insupportable. Je suis de nature paisible et je ne veux pas me battre. Si l'on me menace, plutôt que de me défendre, je pense que je partirai, loin, pourquoi pas dans un village de montagne isolé* ».

et donc d'être en condition d'apprendre, les pressions énormes poussant à la vaccination et l'introduction du Covid Safe Ticket ont créé un climat de méfiance : « *On dirait une prison* ».

Un palier a été franchi lors de la rentrée scolaire de septembre 2021, lorsque plusieurs enseignants se sont inquiétés de savoir si les familles avaient bien respecté les règles de quarantaine à leur retour de vacances : « *Souçonneux des réponses de parents, certains instituteurs confrontaient les enfants en suggérant lourdement que leurs parents avaient menti !* » L'anxiété de ces enseignants a créé une ambiance très lourde. Malheureusement, ce climat anxigène perdure : « *Dès qu'un enfant tousse, il est harcelé de questions, et on presse les parents d'effectuer des tests* ». Parfois, les mêmes parents reçoivent des appels de deux voire trois membres du personnel, qui ne se satisfont pas des réponses rassurantes. Leur soupçon systématique est insupportable et peut s'apparenter à du harcèlement – involontaire certes, car ces enseignants sont eux-mêmes mus par la peur, mais harcèlement quand même.

Très attaché à sa mission pédagogique, G. est en colère car il sent que l'institution scolaire a tendance à remplacer le souci du bien-être des enfants par la paperasse et, surtout, un contrôle permanent exercé sur les enfants et leurs parents. « *On n'est pas des flics !* », s'indigne-t-il. Heureusement, le directeur tente de préserver, autant que faire se peut, son école de l'ambiance délétère créée par la batterie de mesures anti-covid et leur impact terriblement négatif sur certains enseignants. Mais il s'agit là d'un combat permanent, épuisant. C'est ainsi qu'une association officielle de soutien scolaire à domicile refuse d'aider les enfants dont les parents ne sont pas complètement vaccinés ! G. s'insurge aussi contre la dernière mesure en date, qui impose le port du masque aux enfants dès l'âge de six ans. Tout d'abord, de manière générale, parce que cette mesure relance le phénomène de harcèlement de la part de certains éducateurs anxieux, qui pressent les petits qui n'ont pas leur masque : « *Eh quoi, va-t-on les renvoyer chez eux si les parents ont oublié de leur donner un masque ? Plutôt que de leur imposer ce masque, le devoir premier de l'école n'est-il pas de les rassurer, d'offrir un environnement de bien-être, et de créer une relation de confiance, propice à l'apprentissage ?* ». G. estime aussi qu'une telle mesure est particulièrement scandaleuse et discriminante envers les enfants « dys » : ceux-ci ont en effet besoin de voir le visage de l'instituteur et des autres élèves, de bien regarder leurs expressions faciales et de lire sur leurs lèvres. Il en va de même pour l'instituteur, qui a aussi besoin de lire sur les lèvres de l'enfant afin de l'aider à mieux prononcer. « *Avec ce masque, jamais ils ne pourront apprendre à lire !* »

3 Témoignage de Monsieur F., technicien internet, 34 ans.

Italien d'origine dont la famille s'est installée en Belgique lorsqu'il avait douze ans, Monsieur F. suit de près la manière dont les deux pays traitent la crise covid. En Belgique comme en Italie, on constate de très graves atteintes aux principes les plus fondamentaux : « *La prof de religion de mon fils de huit ans s'est permise de demander : "Qui est vacciné ? qui va se faire vacciner ?". Sur 20 gamins, malheureusement, 4 ont levé la main, et elle a enchaîné "Ah, c'est bien, moi j'ai fait ma troisième dose". Je trouve ça i-na-dmissible, une prof qui parle ainsi de ce qui reste un secret médical ! Et en disant ça à l'école, ça va discriminer – on connaît la méchanceté des enfants : "Toi t'es vacciné ! toi t'es pas vacciné !". Je vais aller voir la directrice, je ne vais pas lâcher l'affaire ! Quand mon fils est venu me raconter ça, j'ai été scandalisé. Moi, ce que j'apprends à mes enfants, c'est le contraire, c'est qu'ils doivent accepter le choix de chacun et traiter chacun sans discrimination. Malheureusement, c'est le contraire qu'on voit un peu partout. En Italie, un chien peut rentrer dans un supermarché et pas un non-vacciné !* » « *Ils n'ont qu'une seule idée : vacciner, vacciner, vacciner ! Dis-moi dans quel travail on n'a qu'une seule idée ! C'est pas possible, c'est pas logique ! C'est quoi cette pensée unique ?!* »

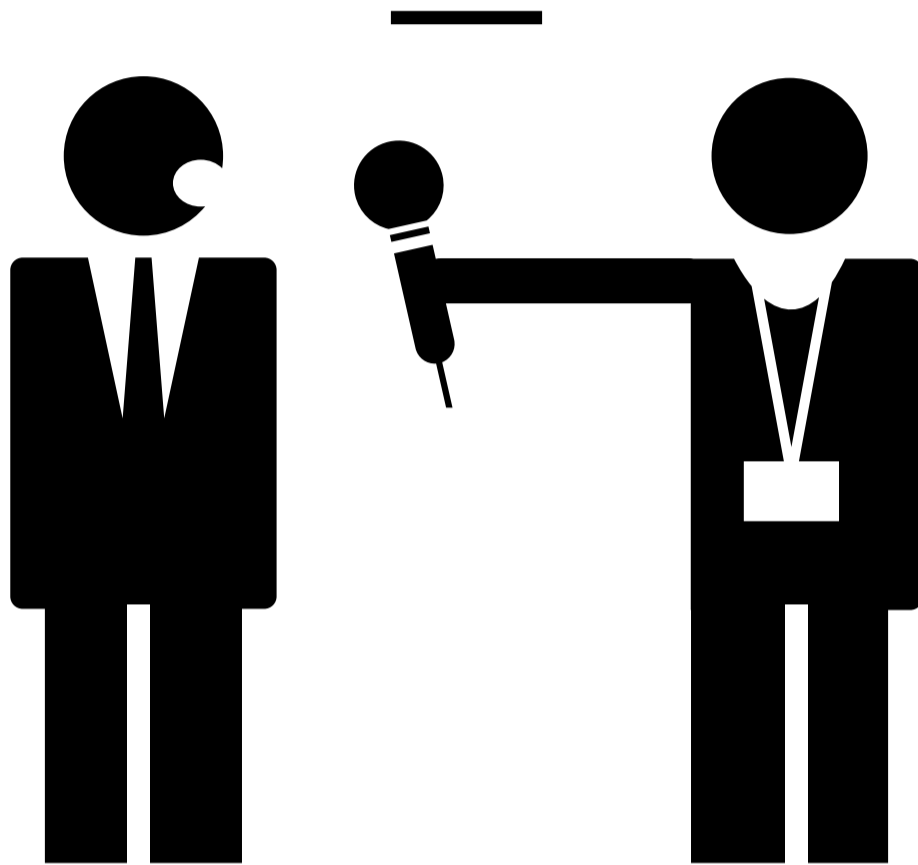
Cela dit, F. est optimiste car il constate que, dans son entourage, les gens commencent à se rendre compte qu'on les a menés en bateau : « *De plus en plus de gens viennent me voir pour me dire : "Dis donc F., on a fait la troisième dose, on a eu le covid il y a deux mois, on l'a eu encore il y a un mois, là on l'a encore !" Ils attrapent trois fois le covid en trois mois de temps. Incroyable !* »

Bref, il estime que le vent est en train de tourner et que, comme on le voit en Espagne et en Angleterre, « *tout ça c'est en train de se terminer* ».

S. Kimo

États et Marché plus que jamais unis dans la violence

ENTRETIEN AVEC FRANÇOIS CUSSET*



B. L. : Percevez-vous l'émergence de formes nouvelles ou inédites de la violence liées à la pandémie ? Ou bien n'est-ce qu'un recyclage de la violence endémique qu'a toujours connu la civilisation, un ancien vin dans un nouveau tonneau ?

F. C. : Ces deux dernières années de pandémie sont largement inédites, y compris pour les violences variées qu'elles ont inaugurées : violence de la maladie et de sa diffusion à une échelle mondiale, violence socio-économique des conséquences du grand coup d'arrêt de 2020 pour les plus défavorisés, violence psychique rentrée des jeunes forcés de se confiner, violences domestiques redoublées, violence du chantage biopolitique à la vaccination et violence inverse du déni complotiste d'une maladie qui tue, violence de l'état d'exception sanitaire et médical, violence des pressions subies par les travailleurs pauvres et migrants requis pour nos fameux besoins « essentiels » et aussi par les personnels soignants, sur fond d'essorage néolibéral de l'hôpital et de la santé — et violence plus large faite à la nature et aux formes de vie par le Capital et l'anthropocentrisme telle qu'une telle maladie, dans sa genèse comme ses conséquences, l'a révélée crûment...

Dans *Le déchainement du monde. Logique nouvelle de la violence* (La Découverte, 2018), vous écrivez, p. 138 : « [L'État] ne fait plus, aujourd'hui [...] que contrôler, resserrer les filets d'une vaste surveillance comptable et comportementale surdéterminée par les exigences du marché ». De l'État ou du marché globalisé, lequel menace avant tout les droits humains, et où faut-il porter le fer de la résistance en priorité ?

Il est devenu difficile de les distinguer nettement, tant l'État est le bras légal et policier du marché et celui-ci la condition logistique et désirante d'une certaine obéissance à l'État... Leur alliance dans la gestion de cette pandémie est d'ailleurs inédite, exclusivisme marchand des grands labos pharmaceutiques et état d'exception juridique marchant ici main dans la main... Le contrôle lui-même suppose une telle alliance entre policiers et géants du numérique, vendeurs de dispositifs de surveillance et administrations les encadrant légalement : c'est une telle alliance qui a permis de surveiller les télétravailleurs, les réfractaires au vaccin, les citoyens désertant les villes, les désocialisés, etc. — et à la faveur de ces deux années de cauchemar, de faire gagner vingt ans aux industries de l'écran et des réseaux, qui n'auraient jamais osé rêver pareille avancée...

Dans le même essai, vous pointiez le « resserrement du corset biopolitique », en prenant les exemples de la violence obstétricale et du contrôle de la santé permanent. Avons-nous fait un saut qualitatif et/ou quantitatif dans ce domaine depuis mars 2020 ?

Ce n'est plus un corset biopolitique spécifique ou local, c'est la surdétermination de tout le reste — économie, vie sociale, institutions, société civile, subjectivités — par une logique biopolitique d'ensemble qui confine (si j'ose dire) au chantage pur et simple : accepter de protéger la vie, du moins la santé, quelle que soit la forme de vie dans laquelle on végète, ou alors être un ennemi de tous, et en attendant, de l'État... Demandez aux gens plutôt sages (pas des anarchistes échevelés) à qui on a interdit pendant des mois d'aller voir leurs vieux parents dans des maisons de retraite transformées en prisons, soi-disant pour leur survie (alors que ces vieux en mouraient, de tristesse et de solitude), et vous vous rendrez compte qu'ils étaient à deux doigts de défoncer la façade de ces institutions avec une voiture-bélier... Un tel chantage biopolitique fait donc aussi réagir en nous la forme de vie, la résistance individuelle et collective aux prescriptions aveugles de l'État-marché...

La gauche dans son ensemble (institutionnelle, syndicale, radicale, écologiste) a abandonné le terrain de la contestation des politiques sanitaires à la droite (libérale, conservatrice ou extrême). Est-ce une erreur tactique et/ou le reflet d'une profonde divergence de vues sur le dosage à faire entre égalité et liberté ?

La gauche a abandonné pas mal de terrains, et depuis longtemps — la défense des classes populaires, de la justice sociale, des minorités radicales, etc. Et dans sa spirale de déclin elle a sans doute tellement peur de perdre en respectabilité et en légitimité son tout dernier pré carré électoral (lui-même triste peau de chagrin) qu'elle ne voudrait pas se trouver associée à des résistants sans étiquette, des complotistes ou des shamans... Mais c'est surtout son suivisme politique, sa façon d'emboîter le pas aux politiques libérales-autoritaires partout dominantes sans jamais prendre l'initiative d'une opposition frontale — y compris à l'extrême-gauche —, qu'a révélé, ou confirmé, cette triste période. Erreur tactique et aussi révélation d'un épuisement politique : le roi est nu.

Courons-nous le risque d'un retour de la violence (primaire et étatique) et de la logique du bouc émissaire ?

Toute crise majeure favorise la désignation d'ennemis symboliques et de boucs émissaires, celle-ci ne faisant pas exception. Mais la violence plus grande et durable vers laquelle elle conduit, y compris le face à face terrible entre un État-marché policier répressif et des catégories de population anomiques ou dépolitisées et imprévisibles mais qui n'ont plus rien à perdre, cette violence n'a pas été déclenchée seulement par la pandémie : elle vient de beaucoup plus loin. Quarante ans de virage néolibéral, d'abandon des politiques sociales, de priorité à la police et à la finance aux dépens de l'éducation et de l'écologie, de crispation idéologique et de diabolisation des minorités, ont grandement préparé le terrain à ce qu'il se passe aujourd'hui — qui non seulement en est le déclic, mais sans doute aussi, comme le montre un Bruno Latour, la conséquence directe... Une telle évolution a rendu possible une pandémie comme celle du Covid.

Face au danger totalitaire covidien, la résistance active (re) devient-elle légitime ? Violence et non-violence sont-ils des pôles d'opposition absolus ?

Ce n'est pas à moi de porter un tel jugement. Ce qui est sûr, c'est que la frontière entre violence légitime, du moins non-étatique, et violence illégitime, est de plus en plus floue, de même que la différence entre violence et non-violence — des refus de participer, des obstinations à ne pas se faire vacciner, des occupations de lieux et de rues le samedi, des assauts symboliques contre le siège de tel grand groupe ou de telle institution, étant tous des réactions logiques, en bonne part légitimes, à ce qui nous arrive, et n'étant en quelque sorte ni « violentes » en soi (pas de lynchage, d'armes, d'émeute) ni absolument « non-violentes » (pression physique du nombre, et vraiment résolue). Tout est si neuf, en somme, qu'il faut peut-être abandonner nos signifiants d'hier et nos polarités fatiguées, comme violence/non-violence ou légal/légitime. Mais ça ouvre sur un plus large débat — qu'on aura tôt ou tard.

Propos recueillis à distance par Bernard Legros, janvier 2022.

* Historien des idées, professeur d'études américaines à l'Université de Nanterre et essayiste.

Humusation: les ravages d'une étude

Illustration: Louis Trouveroy

Il était une fois le Collège communal de Dinant, conscient des problèmes dans les cimetières, qui trouva évident, lors d'un entretien qui eut lieu le 4 juillet 2014, d'investiguer sur l'humusation des humains puisqu'elle fonctionnait déjà si bien sur tous les animaux. De fil en aiguille, une motion fut votée début 2017 par la Ville de Liège pour que la Wallonie finance des essais d'humusation sur des humains. C'est ainsi que le ministre Carlo di Antonio, préoccupé par l'extrême pollution provoquée par l'enterrement et même par l'incinération, octroya, en 2018, quelques 40.000€ à l'UCLouvain pour réaliser ces prometteuses expérimentations.

Puis du conte de fées, nous sommes passés à la réalité : l'UCLouvain a unilatéralement décidé de réaliser les tests sur des porcs (et non plus sur des humains comme prévu), de maintenir à distance le Comité de Pilotage les experts de la Fondation *Métamorphose*¹ tout en y accueillant le principal représentant du lobby des crématoriums, d'ignorer la plupart des recommandations de *Métamorphose* et de mener les processus commandés par le cahier des charges seulement partiellement et à sa façon...

Rappelons que le label « Humusation », tel qu'il est défini dans les publications de la Fondation *Métamorphose* depuis 2014, désigne un compostage « haut de gamme » des dépouilles mortelles humaines, impérativement mis en œuvre sur le sol par du personnel dûment certifié. Celui-ci doit utiliser à bon escient notamment deux activateurs naturels, quelques pelletées d'argile et de la lignite, suivant un protocole bien établi. Ainsi toute la microfaune vivant en aérobie dans les premiers centimètres du sol peut transformer, en 12 mois, toutes les cellules de la dépouille mortelle en humus sain et fertile, dans une butte de 3 m³ de broyat de bois d'élagage gorgé d'eau. Et en plus, le cadeau inattendu de ce merveilleux processus naturel est que les molécules chimiques qui ont empoisonné le corps des défunts sont neutralisées, et ce, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité.

Sur les 14 procédures de base recensées par la Fondation, seule une a bien été effectuée par les scientifiques de l'UCLouvain : la mesure de l'aération. Mesurer ne signifie pas corriger²...

Mais alors, diantre, en quoi ont consisté ces expérimentations ? L'UCLouvain, sous la responsabilité du professeur Philippe Baret³ :
- n'a pas réussi à mener un compostage à haute température sur des cadavres de porcs ;
- n'a réalisé aucune expérience qui puisse être objectivement comparée au processus d'humusation ;
- a utilisé abusivement le terme « humusation » ;
- a même enterré (sic!) une des premières buttes ;
- n'a pas réalisé le second volet fondamental du mandat, qui était d'exhumer les deux porcs sacrifiés et de comparer les résultats de leur « compostage » (même raté) avec ceux relevés sur les jus de putréfaction⁴ d'un enterrement classique et d'un enterrement bio ;
- n'a, par conséquent, pas respecté le mandat complet sur lequel se basait l'obtention des subsides ;
- n'a apparemment fait l'objet d'aucune demande pour achever ce second volet pourtant essentiel...

Reprenons quelques étapes de cette histoire glauque

Le 9 octobre 2020, le cabinet du Ministre Collignon a accusé réception des 2 protocoles pour l'*Humusation* (humaine et animale). Ces documents démontraient que les conclusions de l'UCLouvain méritaient une sérieuse révision, que de nouvelles expérimentations en accord avec ces protocoles étaient nécessaires et qu'il fallait arrêter de dépenser n'importe comment l'argent public. Le ministre avait donc tous les éléments pour ne pas prendre de décision hâtive, hasardeuse et abusive.

Le 26 octobre 2020, faisant fi de ces sources, le ministre Collignon publie un communiqué de presse s'appuyant aveuglément sur l'étude de l'UCLouvain pour conclure à « l'inefficacité du proces-



sus (...) en termes de salubrité » et à des « hauts risques de pollution environnementale ». Il déclare que « les activités d'humusation, animale ou humaine, ne pourront se poursuivre ou se dérouler sur le territoire wallon⁵ ».

À la séance du **17 novembre 2020** du Parlement Wallon, il souligne, toujours nourri uniquement des conclusions de l'UCLouvain, que « l'échec répété des expériences a démontré que l'humusation ne présente pas les garanties attendues ni en termes d'efficacité, ni de salubrité, ni, en fin de compte, d'écologie. Cet axe de réflexion est donc abandonné, car il ne laisse entrevoir aucune possibilité de transcription dans l'ordre juridique⁶ ».

Or, Monsieur Collignon s'appuie sur des expériences qui n'ont eu lieu ni dans un esprit objectif ni dans leur intégralité. Pourquoi une telle foi sans aucune remise en question ? Ses déclarations détonnent, par ailleurs, complètement avec les plus de cent témoignages de compostage d'animaux de compagnie reçus par la Fondation *Métamorphose* qui attestent d'une réussite totale, quelle que soit la taille de l'animal. Seule l'UCLouvain passe à côté des bénéfices du compostage. Peut-être a-t-elle été mal conseillée ? À qui profite ce « crime » ?

Cette histoire rappelle celle de la rumeur de la chanson d'Yves Duteuil : « c'est bien plus fort qu'un mensonge, ça grossit comme une éponge, plus c'est faux, plus c'est vrai, plus c'est gros et plus ça plaît... ». Ça plaît sans doute à qui tout cela profite mais pas à la Fondation *Métamorphose* ni aux principes de liberté auxquels ces quelques lignes délétères ont beaucoup nui.

Fin octobre 2020, l'Agence Belga a envoyé ledit communiqué à tous les médias qui l'ont répercuté *in extenso* dans leurs colonnes sans le moindre travail d'investigation journalistique, comme par exemple *Sudinfo*⁷, *L'Avenir*⁸...

Depuis, le mal se répercute en boucle comme le montrent ces quelques exemples récents :

Le 30 octobre 2021, l'épisode « Compost-mortem » de l'émission *Transversales* a ignoré le non-respect du second volet du mandat remis à l'UCLouvain⁹.

Le 8 novembre 2021, le Comité de Bioéthique a publié son *Avis n°79 concernant de nouvelles formes de sépultures*¹⁰ en se basant uniquement sur l'étude de l'UCLouvain pour conclure que « dans les conditions étudiées, cette forme de sépulture ne permet pas d'atteindre suffisamment les objectifs visés par l'humusation¹¹ ».

Le 11 janvier 2022, Virginie Hess réalise un exposé objectif et enthousiaste dans l'émission *La Grande Forme* et termine, encore influencée par ladite étude, en disant « l'humusation n'est pas prête à voir le jour en Wallonie »¹².

En conclusion, cette étude fait de gros ravages. Or, toute déclara-

tion concernant l'humusation devrait, a minima, tenir compte des publications de la Fondation *Métamorphose* qui est l'auteur du concept.

Comme effet triste collatéral, de fervents partisans de l'Humusation sont partis sans que leurs dernières volontés puissent être respectées au grand dam de leur famille, comme par exemple Paul Lannoye décédé le 4 décembre 2021, Julos Beaucarne décédé le 18 septembre 2021, Joseph Országh décédé le 27 octobre 2020... ou le premier preneur de parts de la Coopérative humusation Maurice Kinsella décédé fin 2020. Ils tenaient absolument à être humusés et avaient offert, comme tant d'autres personnes, leur dépouille mortelle pour valider scientifiquement l'humusation en vue de sa légalisation. Et ce n'est que la partie visible de l'iceberg car les pétitions en ligne comptent 50.000 signatures de citoyennes et de citoyens qui n'attendent que ça : avoir le choix d'opter pour des funérailles écologiques. Quelle est dès lors cette société qui nie ouvertement les dernières volontés de ses concitoyens ?

Depuis 2020, la fondation n'a eu de cesse de trouver tous les moyens pour être entendue par les parlementaires : pouvoirs locaux, environnement, climat... La seule ouverture qu'elle ait obtenue a été de rencontrer, le 5 mars 2021, la ministre de l'environnement, Céline Tellier, qui a proposé de diligenter des analyses sur les pollutions des modes de sépulture actuels. À ce jour, 11 mois plus tard, comme sœur Anne, la Fondation n'a toujours rien vu venir...

De guerre lasse, *Métamorphose* a publié une pétition en ligne (qui a recueilli plus de 1.600 signatures) sur le site du Parlement Wallon et attend de pouvoir être, enfin, entendue.

Aux dernières nouvelles qui datent de fin janvier 2022, il semblerait que le Ministre Collignon ait transmis le dossier à la ministre Tellier. Il ne serait plus opposé à de nouvelles expérimentations que la ministre serait dès lors en charge de chapeauter... À suivre...

Sandrine Wilson

1 La Fondation *Métamorphose* est l'organisme qui a mis au point le concept de l'humusation et qui en a déposé les protocoles (humains et animaux) : <https://www.humusation.org/>
2 Voir le rapport de l'UCLouvain et les retours des experts de la Fondation *Métamorphose* : http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives_ARQE/1961.pdf et <https://www.humusation.org/rapport-uclouvain-critique-scientifique/>
3 Les limites des expériences de l'UCLouvain ont également été soulignées par la Ministre Céline Tellier lors de sa réponse au Parlement Wallon du 19/11/2020 : <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=28&idoc=99436>
4 Qui, tôt ou tard, vont se retrouver inexorablement dans les sols, puis dans les nappes phréatiques. Pour plus de détails : <https://www.humusation.org/pourquoi-eviter-inhumation/>
5 « L'humusation enterrée », communiqué de presse publié par *L'Avenir* (28/10/2020) et <https://uclouvain.be/fr/sciencetoday/actualites/compostage-des-corps-une-fausse-bonne-idee-ecologique.html>
6 Voir : <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=28&idoc=99601>
7 « Non à l'humusation: voici les autres pistes pour des funérailles écologiques! » dans *Sudinfo. La Meuse* (27/10/2020) : <https://lameuse.sudinfo.be/675935/article/2020-10-27/non-lhumusation-voici-les-autres-pistes-pour-des-funerailles-ecologiques-et-Funerailles-la-Wallonie-tourne-le-dos-a-lhumusation-jugée-trop-polluante> dans *Sudinfo* (27/10/2020) : <https://www.sudinfo.be/id271412/article/2020-10-27/funerailles-la-wallonie-tourne-le-dos-lhumusation-jugée-trop-polluante>
8 « L'humusation enterrée », *L'Avenir* (28/10/2020).
9 Lien : https://www.rtf.be/avio/detail_transversales?id=2826934. Ils n'ont pas parlé du second volet qui n'a pas été effectué, comme l'explique la Fondation *Métamorphose* sur son site et <https://www.humusation.org/allies-detrateurs/>
10 https://www.health.belgium.be/sites/default/files/uploads/fields/fpshealth_theme_file/avis_79_nouvelles_formes_de_sepultures.pdf
11 *Ibidem*, page 13. Voir aussi : <https://www.lalibre.be/belgique/societe/2021/11/30/transformer-les-defunts-en-compost-lhumusation-peut-pas-etre-retenue-comme-nouvelle-forme-de-sepulture-74QICRXCWFDZHGMRMCQU7MDDVQ/> et <https://www.humusation.org/notre-avis-positionnement-comite-bioethique-ecofunerailles/>
12 À la minute 8.26 : https://www.rtf.be/avio/detail_l-humusation-sera-t-elle-autorisee-un-jour-en-belgique?id=2852288.

De Paul Lannoye à Serge Audier : l'amour de l'écologie

Illustration: Louise Hendrickx



Dans un ouvrage riche et passionnant¹, Serge Audier, maître de conférences en philosophie à la Sorbonne, clôt un triptyque (commencé avec *La société écologique et ses ennemis*, continué avec *L'âge productiviste*) centré sur l'un de ses domaines de prédilection, l'écologie, dans toutes ses dimensions. Par la grâce de cette parution, nous nous sommes rendu compte avec stupeur que nous n'avions jamais vraiment élucidé le terme, pourtant central ! Il fallait s'en saisir, tout comme feu notre ami Paul Lannoye savait se saisir avec brio et pugnacité de grandes thématiques qui concernaient la vie des gens et le futur, climatique autant que politique, environnemental autant que mental, qu'on dessine.

L'écologie ? Un parti qu'on devrait résumer soit à Yannick Jadot, soit à Jean-Marc Nollet ? Des combats pour un monde humain dont le développement ne peut et ne doit pas être infini ? Des manifestations pour l'arrêt des centrales nucléaires, des projets immobiliers ? Les ZAD et les conférenciers de salons qui s'offusquent des inégalités sans jeter un regard sur la misère dans leur quartier ? Sans doute, et sans caricatures, un peu de tout ça. Tels des perchistes, nous voilà condamnés, pour définir ce terme, à parcourir un fil idéologique, et étymologique. Nous voilà partis pour la Grèce antique, où la vie de la cité impliquait sans doute plus les citoyens (les libres, en tout cas). « Écologie » provient de la même racine, en partie, qu'« économie ». « Éco » provenant de *oikos*, la maison — autant le bâtiment que l'ensemble des personnes qui vivent dedans, tout autant que les éléments à préserver pour que cette *oikos* soit la plus préservée possible. Quant à la seconde partie, « logie », elle nous fait penser à la science, à la médecine, puisque, rattachée à *logos* puis à *logia* elle signifie « la science », dans le sens d'un discours qui serait structuré et articulé — donc forcément solide ou ayant vocation à l'être. « Nomie », pour « économie », serait donc la réglementation, la structuration. Autant dire tout de suite que les deux dimensions sont indissolublement liées et nécessaires l'une à l'autre.

Nous voilà bien avancés, comme dirait le navetteur dans un train bloqué à cause d'un trafic intense sur le réseau bruxellois ou un automobiliste piégé dans les travaux préparatoires au mira-

culeux tram — *alleluia, alleluia* — de Liège. Audier, avec énergie et une certaine dose de sado-masochisme, s'est attaqué ainsi à la monumentale littérature consacrée aux liens entre économie et écologie, entre œuvre citoyenne et ouvrage écologique, entre nature à préserver et cohésion à resserrer. L'abondante bibliographie au terme de son ouvrage (46 pages tout de même) en est l'ultime preuve. Les recensions détaillées dans ses 8 chapitres également. Audier sait que le sujet est miné. Il devine qu'il est pollué par des préjugés tenaces sur l'amour de la nature, le processus démocratique plein et entier (pas l'athénienne : quelle blague, seuls les citoyens libres pouvaient y participer !), la réflexion sur les relations entre l'Homme et la nature, la confiance dans la geste politique pour faire avancer l'ensemble de la société et la singularité mentale de chaque citoyen... La conclusion, étonnante, nous arrive comme le Graal au terme d'une ascension qui multiplie les références, accumule les preuves textuelles, empile les témoignages de toutes les époques, distille quelques piques bien placées (il approuve Hannah Arendt et Marcel Gauchet, entre autres, sur quelques points, mais les attaque sur une majorité d'autres, les jugeant soit datés dans leur approche, soit biaisés dans leurs conclusions, soit radicaux dans leurs constats). C'est souvent passionnant, c'est enrichissant, toujours, c'est ennuyeux et répétitif, parfois.

Audier se pose la question devant une Maison-Terre qui agonise et ses habitants qui soit n'en font qu'à leur tête dans un populisme crasse (coucou Trump et Bolsonaro) soit ne font rien du tout, dans une résignation qui n'est jamais qu'un inquiétant prodrome d'une catastrophe qui s'est tellement annoncée qu'elle est déjà présente dans notre quotidien (coucou, le covid, les inondations, les tempêtes intempêtes, les montagnes de déchets qu'on ne peut plus évacuer, les gigantesques pollutions numériques). Comme Paul Lannoye, dont les contributions dans *Kairos* étaient un prolongement naturel et formidable de son action politique et témoignaient de son souci de critiquer en cherchant des voies intelligentes et des solutions tenables sans être capitalo-centrées, Audier étudie avec acuité et une certaine rudesse, et toujours avec l'objectif de remédier au problème protéiforme qui rend la vie des humains insupportable et vide de sens. L'écologie, contrairement à

ce que d'aucuns pourraient penser, est en effet... l'affaire de tous. Un retour au vrai républicanisme, régime censé être « *la chose publique et de tout le monde* ».

La question qu'il se pose dès lors — et nous pose aussi, avec vitalité et obstination — n'est plus tant « que faire ? », car les solutions sont, à son sens (et au nôtre aussi, vous l'avez sans doute remarqué) déjà présentes, existent et sont répétées depuis des siècles déjà par des penseurs appartenant à des écoles philosophiques théoriquement différentes, mais qui se rejoignent sur l'essentiel (on remarquera à cet égard la réhabilitation de Tocqueville ou de John Stuart Mill, dont il s'étonne qu'ils aient autant été diabolisés et catégorisés comme penseurs sinistrement libéraux). La question, donc, et nous savons qu'elle est en fait un exact retour aux sources étymologiques pour l'économie et l'écologie, est « *comment le faire ?* » ou, si on préfère « *avec qui et avec quoi résoudre dès maintenant ce problème d'une humanité qui creuse avec entrain sa propre tombe ?* ».

Ainsi, Audier nous guide vers une intuition qu'on devine après une centaine de pages : au risque de sembler des apôtres d'un certain E.M., il nous faut opter pour un système « en même temps ». Certes pas pour plonger tête la première dans le bain dégoûtant de l'illibéralisme, mais pour signifier qu'il n'est plus temps de tergiverser et que toutes les forces doivent être mises à profit. Tout d'abord, à l'instar d'Aristote qui prônait une constitution mixte, suivi en cela par Polybe, il montre que les systèmes « uniques », prônant leurs seules vertus et rejetant avec force tout apport des ennemis idéologiques, ont clairement un bilan négatif. C'est donc que les clivages gauche/droite, libéralisme/communisme, liberté/égalité doivent être transcendés. Entre hommes de bonne volonté, il doit y avoir moyen de dialoguer, d'autant plus si on adopte un biais supplémentaire, un système de prise de décision associant étroitement et dans une confiance mutuelle l'individu (action militante, associative), l'État, auquel Audier entend rendre une part de dignité (tout en fustigeant l'aveuglement pour succomber à des *lobbies* ou à des impératifs non pertinents), par le prisme d'autorités de gouvernement plus locales, plus proches des citoyens. L'auteur de *La cité écologique* ajoute un échelon supplémentaire : le collectif, qui permettrait aux citoyens déjà réunis en associations (de militance ou pas) de prendre aussi des décisions, de réfléchir, dans des instances délibératives. Une sorte de néo-républicanisme, vivifié, revigoré, réinventé. La République, *res publica*, « l'affaire de tous », nous dirait sans doute Cicéron. L'affaire de tous, et pas que des humains : Audier fait un éloge particulièrement intéressant du socialisme solidariste, qui abordait la société et son histoire sous l'angle d'une multiplicité de relations, sociales comme géographiques, temporelles comme mentales, entre tous les membres de la Maison-Terre, passés, présents et à venir, pauvres comme riches, dotés de parole ou non.

Des solutions existent donc, mais ne communiquent pas. Or, il est bien question de gérer et de réguler la maison, aux sens figuré et propre, dans une vision de protection, de sécurité et d'action. Dès lors, l'un des coups de génie de Serge Audier est de prôner autant la convivialité d'une société qui aime se retrouver sans se juger et se mépriser, et la conflictualité nécessaire pour un processus démocratique plein et efficace. Le conflit, explique-t-il, n'est pas en soi négatif. Il l'est s'il ne mène à rien : mais la confrontation des idées ne peut qu'aboutir à quelque chose de fécond.

La lecture de ce volume est bien nécessaire, tout comme il est nécessaire de repenser au parcours de Paul Lannoye : ne jamais cesser de lutter et oser parler ici et maintenant de ce qui est important, avec franchise, lucidité, mordant mais surtout un immense amour pour toute la population de la Terre. L'humoriste dirait « *La vie est une dure lutte* ». Pas faux. Alors autant lutter avec les autres pour qu'elle soit la meilleure possible, ici et maintenant, mais aussi ailleurs et après nous.

David Tong

¹ Serge Audier, *La cité écologique. Pour un éco-républicanisme*, La Découverte, 2020, 750 pages.

De Pasteur à Big Pharma : chronique d'une religion vaccinale

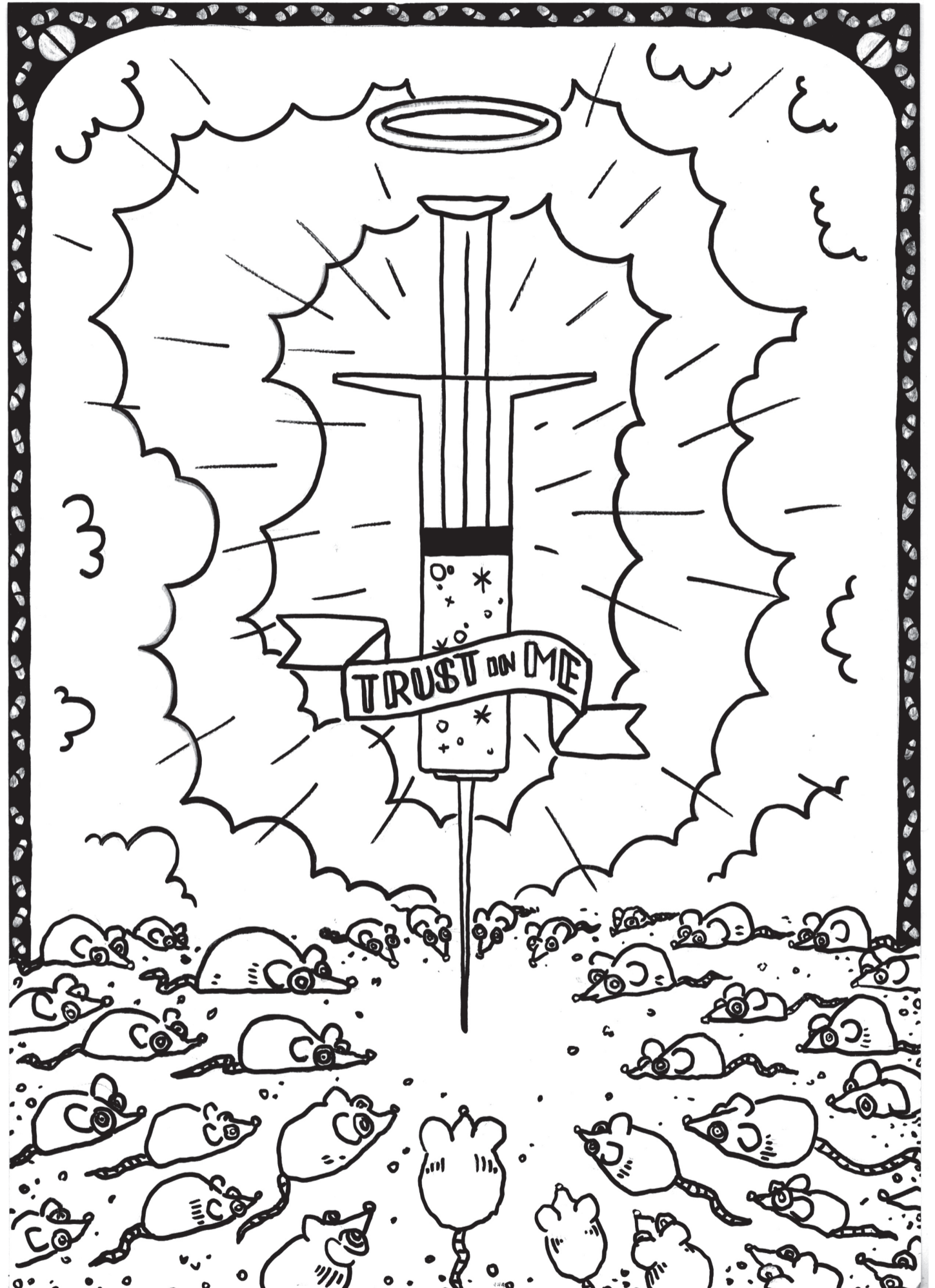
Illustration: Khowi

Tous vaccinés ou presque, nous sommes condamnés à être « *des enfants de Pasteur*¹ » jusqu'à notre trépas ! Essayons de comprendre pourquoi ce chimiste, qui n'était pas médecin, a réussi à imposer la « piqûre » depuis près de deux cents ans, et par quels chemins l'inconscient collectif s'est imbibé de cette prétendue panacée. Le mot *pasteur* est dérivé du latin « *pastor* », « *celui qui fait paître les troupeaux et en prend soin*² ». Alors sommes-nous les agneaux bêlants que notre chimiste a menés pâturer par le bout de l'aiguille pendant presque deux siècles ou bien sommes-nous, à juste titre, les disciples adulateurs de ce démiurge qui gouverne notre santé au travers de sa fondation qui compte aujourd'hui 43 centres, 2.700 collaborateurs dont 1.100 scientifiques qui consacrent leur vie à la recherche sur les vaccins et les maladies infectieuses³ ? Pasteur était-il un imposteur, un scientifique convaincu de la légitimité de ses assertions ou un redoutable mercanti ? Pasteur a-t-il pris soin de son troupeau ou bien l'a-t-il conduit tout droit à l'abattoir ? Ce n'est pas si simple ! Si pour certains la réponse se veut manichéenne, il semble judicieux de replacer l'homme dans son siècle et de se pencher sur ses théories. Et si Pasteur s'était trompé ?

Quand Louis Pasteur naît en 1822, la France baigne encore dans le Siècle des Lumières. Ce mouvement prône l'économie libérale et la philosophie empirique⁴. Mais cette France « éclairée » est dans un état sanitaire pitoyable et la population est affamée. L'urbanisation a amplifié la condition indigente d'une armée de ventres creux en provoquant un exode agricole massif qui entasse des milliers de paysans dans des villes insalubres : système d'égouttage limité, adduction d'eau faisant défaut, entraide médico-sociale totalement inexistante. Le Britannique Edward Jenner (1749-1823) a bien posé les bases de la vaccination contre la variole en 1796, mais celle-ci continue à faire des ravages, tout comme la peste, le choléra et la syphilis. La France s'éblouit du scientisme naissant, généré entre autres par l'Allemand Robert Koch (1843-1910) et ses recherches sur la tuberculose. Pendant qu'une rivalité scientifique s'installe, ces nouvelles Lumières vont devenir l'étai d'une laïcité émergente, obtenue par un conditionnement et un endoctrinement des masses, notamment à travers l'école rendue obligatoire et gratuite en 1880. Le XIX^e siècle est alors totalement imprégné d'un matérialisme pur et dur associé à la notion de progrès⁵. C'est dans ce contexte que Pasteur va gravir les échelons d'une carrière scientifique et faire de la vaccination une religion mondiale.

Pasteur a 21 ans quand il intègre l'École normale et suit un cursus de chimie, de physique et de cristallographie. Ses travaux sur les cristaux, cinq ans plus tard, lui valent quelques soutiens de savants. Louis rêve déjà de l'Académie des Sciences où il a fait bonne impression. Nommé professeur à Dijon, il épouse la fille du recteur de la faculté de Strasbourg et occupe ainsi pendant quelques années la chaire de pharmacie de la même ville. En 1862, il accède enfin au « trône » tant convoité, un fauteuil à l'Académie des Sciences d'où il peut en toute facilité imposer ses vues⁶. C'est ici qu'Antoine Béchamp, son principal rival, entre en scène. Béchamp est médecin et professeur à l'École de pharmacie de Strasbourg⁷. Louis le connaît forcément, ainsi que ses travaux sur la fermentation par les micro-organismes, ce qu'il niera avec une mauvaise foi évidente⁸ ! Son ambition dévorante va le conduire à plagier les travaux de son ennemi. Il piochera aussi dans les ouvrages du Hongrois Ignace Semmelweis, de l'Anglais Joseph Lister et de bien d'autres. Il n'a donc rien inventé, mais son sens de la communication, son arrivisme et son opportunisme l'ont introduit dans les sphères du pouvoir. Arrogant, orgueilleux, vindicatif, il n'entend pas renoncer à sa couronne de lauriers. Il se doit d'assurer également sa carrière, ses titres et surtout obtenir des subventions pour ses recherches auprès de l'empereur Napoléon III. Il parviendra à ses fins en 1865.

Âgé de 46 ans, en 1868, Pasteur est foudroyé par une attaque hémiplegique qui le laisse paralysé du côté gauche. Une petite digression s'impose ! « [...] *Il faut savoir que chez l'homme droitier l'hémisphère droit du cerveau et le côté gauche du corps correspondent à la part féminine de l'être, à la passion, à l'intuition, aux capacités de synthèse qui permettent une vision globale du monde*⁹. » Or, chez Pasteur, cet hémisphère est « en panne » ! On pourrait alors imaginer que toute l'histologie pasteurienne découle d'une incapacité à utiliser la pensée sans langage, le rêve,



l'imagination, les couleurs ainsi que l'inspiration, et repose sur une morale masculine, uniquement ciblée sur l'acte, l'antagonisme, la compétition, l'instinct de domination, l'analyse, la rationalité et la logique pure¹⁰. Pasteur ne guérira jamais vraiment et, pendant sa convalescence il se nourrit de la biographie de Jenner qui passe pour un philanthrope, qui est porté au pinacle de l'humanité grâce à sa « vaccination » contre la variole. Quel triomphe ce serait pour Louis d'épingler à sa veste un titre aussi envié ! Mais la guerre de 1870 va mettre ses projets entre parenthèses quelque temps.

En 1873, il est élu « membre associé libre » de l'Académie de médecine. En 1874, ses recherches sur la fermentation lui valent la médaille Copley de la *Royal Society* de Londres.¹¹ Il a 55 ans quand il peut enfin commencer ses recherches sur les micro-organismes. Il est impotent depuis neuf ans et pressé de terminer son œuvre. Toutefois, il a nombre de détracteurs, que les pasteuriens feront taire à grands coups de sarcasmes. « [...] *Critiquer Pasteur c'est blasphémer et on sait que le blasphème est une offense qui ne s'adresse qu'à Dieu*¹² ! ». Pasteur et ses coreligionnaires vont

établir une vision déformée des virus, alors qu'à la fin du XIX^e siècle, personne ne peut définir exactement ce qu'est un virus, indétectable au microscope optique. Or, le microscope électronique ne verra le jour qu'en 1931 (36 ans après le décès de Pasteur) et ne sera commercialisé qu'en 1940 ! Les pasteuriens utilisaient déjà le mot « virus » (poison) au XIX^e siècle en classifiant dans cette branche toutes les structures organiques qui ne pouvaient être rangées dans la catégorie « bactéries »¹³. Si Pasteur a plagié d'autres, il faut lui laisser la paternité de ses tâches sur les cristaux, sur la maladie des vers à soie, sur les ferments de la bière, sur le choléra des poules... même si toutes ces prétendues trouvailles restent sujettes à caution, même si ses panégyristes continuent de l'encenser, même si ses opposants continuent de le vilipender, ici n'est pas le propos. Venons-en à nos chiens enrégés et au jeune Meister.

L'Alsacien Joseph Meister a 9 ans quand il est mordu par un chien enrégé. À la fin du XIX^e siècle, on ignore encore tout des virus, mais il existe d'autres périls dont le mythique loup, figure cruelle véhiculée par de nombreux contes. Cette bête « enrégée » est fortement inscrite dans la mémoire collective et va représenter un tremplin pour Pasteur, qui saura exploiter les peurs et l'imagination populaires pour parvenir à ses fins¹⁴. Il œuvre depuis quelques années sur la « vaccine » en se basant sur les travaux de Jenner et sur l'obsoleète « variolisation », « [...] c'est ainsi qu'en 1881, il créera le néologisme "vaccination" et exposera son principe : provoquer une forme atténuée de la maladie pour prémunir de la forme grave »¹⁵. L'orgueilleux Pasteur n'acceptera jamais que ses recherches soient mises en doute ; il aimait passer pour un savant désintéressé, mais les preuves de son avidité sont légion. Ainsi, dès qu'il pensait avoir fait une découverte, il se hâtait pour déposer le brevet, ce qui est contraire à l'éthique médicale. Les travaux du « chimiatre »¹⁶ ont toujours eu pour but la recherche de la fortune — il organise notamment à Paris une sorte d'usine-dépôt pour la vente de ses vaccins¹⁷ — et ses collaborateurs continueront sur sa lancée. Le docteur Auguste Lutaud, contemporain de Pasteur¹⁸, se penchera sur le fameux vaccin contre la rage et relèvera une foule d'incohérences, tant dans la méthode que dans les supposés résultats, dont la guérison de Meister. La première tartuferie est que personne ne peut certifier que le chien qui a mordu Joseph était enrégé — il sera démontré combien il est difficile, même pour un vétérinaire expérimenté, de diagnostiquer d'une manière certaine la rage du chien¹⁹. Ensuite, c'est une succession d'aberrations scientifiques qui vont se révéler au fil du temps. Pasteur ne s'encombre pas des précautions fondamentales pour la manipulation de ses présumés virus ! Tout est réalisé dans l'à peu près et il ne tient pas compte des connaissances scientifiques de l'époque. Si Meister guérit, c'est un miracle, car beaucoup mourront de cette inoculation sauvage, ce qui ne sera divulgué que des années plus tard. Pasteur venait pourtant de poser le premier pavé d'une route que nous suivons toujours aveuglément, malgré les avertissements ! Neil Z. Miller²⁰, entre autres, publiera pléthore d'ouvrages sur les effets dramatiques de la vaccination précoce des nourrissons. Un siècle se termine et un autre commence sur un engouement démesuré pour cette nouvelle discipline, et c'est dans une frénésie sans précédent que les vaccins pour le choléra, la fièvre typhoïde, la tuberculose, le typhus, le tétanos, etc. vont éclore sans que jamais la recette pasteurienne ne soit réfutée. Il faudra toutefois camoufler leur inefficacité ou cacher les accidents, mais qu'à cela ne tienne, on modifie, on tripatouille, on ajoute des adjuvants pour accroître l'effet des vaccins et abaisser leur coût²¹ : l'amidon, le tapioca et la lécithine²², et dès 1926 des chercheurs allemands et britanniques vont obtenir des résultats plus probants avec l'hydroxyde d'aluminium, qui est toujours utilisé de nos jours, malgré la preuve de sa toxicité²³ ! Aujourd'hui, nous pouvons « [...] dire que la vaccination fut et demeure un acte totalement empirique, basé sur l'illusion de l'efficacité et de l'innocuité, le postulat erroné que tous les individus réagiront de manière identique en acquérant la "fameuse" immunité²⁴ »

Abordons « les années d'après Pasteur » et entrons de plain-pied dans la partie économique. Pasteur est considéré comme le « thaumaturge » du XIX^e siècle, et il vient de créer son Institut pour « [...] traiter tous les enrégés de la France, de l'Europe et de l'Amérique du Nord²⁵ », et ce à grands coups de subsides de l'État, mais aussi de fonds privés et surtout de la vente de vaccins animaux exploités depuis 1882. C'est le départ d'une dérive industrielle qui, si elle semble louable, « [...] vise à modifier les rythmes naturels de la vie par vaccination systématique²⁶ », car, reconnu d'utilité publique en 1887, le nouvel Institut est placé sous la tutelle du ministère... du Commerce et de l'Industrie ! Parle-t-on de santé voire au minimum d'hygiène ? Que nenni ! Il faut tout de même savoir que le ministère de la Santé en France ne sera créé qu'en 1920²⁷. Émile Littré (1801-1881)²⁸ en réclamait pourtant la mise en place depuis 1859, mais sa demande était régulièrement moquée par l'Académie de médecine !²⁹ Passé sous les fourches caudines de l'aréopage scientifique en place, Littré n'aura pas gain de cause de son vivant. Donc, sous l'égide du ministère du Commerce et de l'Industrie, la machine pasteurienne est lancée et Louis peut s'éteindre en 1895, plus rien n'arrêtera « la canoni-

sation » du savant par le cénacle scientifique et, comme dans toute religion bien organisée, il aura non seulement des apôtres, mais une multitude de disciples qui prêcheront, essaïmeront leurs diktats vaccinaux à tous vents et récolteront moult millions.

En 1948, l'ONU décide de créer l'Organisation mondiale de la santé (OMS), où les dirigeants de l'Institut Pasteur se frayeront une voie royale dans un juteux gâteau : l'OMS est financée par des milliards de dollars de contributions venant de tous pays, elle collabore avec près de 80 groupes aujourd'hui (ONG, industries pharmaceutiques et fondations caritatives telles que la Fondation Bill et Melinda Gates, la GAVI Alliance). En 2018-2019, son budget est de 5,62 milliards de dollars³⁰. On voit que la recherche sur les vaccins et les maladies infectieuses entre autres, sont des placements on ne peut plus rentables. Levons un lièvre ! L'OMS est-elle manipulée par les grands laboratoires pharmaceutiques ? En 2009, Wikileaks va jeter une pierre dans l'étang faussement paisible de la « philanthropique » organisation. En pleine épidémie de grippe H1N1, alors que le monde entier avale (déjà) les infos anxieuses télévisées jusqu'à la nausée, nous apprenons dans un rapport consacré aux maladies « négligées » des pauvres, celles qui ne génèrent pas de profits, que l'OMS devait proposer des solutions pour remédier à cette situation, ce qui ne sera pas fait... Elle ne sortira pas grandie de ce scandale³¹. L'OMS serait-elle vraiment inféodée à Big Pharma ? On peut le croire, car « L'Organisation mondiale de la santé est désormais financée à 80 % par des donateurs privés et à 20 % par les contributions de ses États membres³²... ».

À l'entame des années 1950, la découverte de nombreux médicaments tels que la pilule contraceptive, la cortisone, le diazépam, etc. requiert un encadrement pour le développement des sociétés pharmaceutiques. L'autorisation de mise sur le marché (AMM)³³, fondée en 1947, demande alors aux sociétés pharmaceutiques de prouver l'efficacité des tests médicaux avant d'accéder à la mise en vente d'un nouveau médicament. Jusque fin des années 1970, les labos sont dirigés par des « visionnaires » aux idées encore caritatives. Tout change dans les années 1980 avec la création de partenariats commerciaux, de rachats de petits laboratoires de recherche qui peinent à subsister. Ces fusions vont donner naissance à des multinationales telles que Pfizer, Sanofi, GSK, Bayer, etc., qui seront chapeautées par des actionnaires préoccupés exclusivement de rentabilité. Ces entreprises démesurées prendront le nom de « Big Pharma » car elles sont si riches qu'elles peuvent dépenser des milliards de dollars en marketing et en lobbying³⁴. Les vaccins sont une mine d'or pour elles. Le chiffre d'affaires mondial des vaccins en 2018 était de plus de 50 milliards de dollars³⁵ ! Big Pharma se remplit les poches et cela permet de masquer le néant en matière de vraies découvertes pour la santé en général. Au point de vue boursier, « la piqûre salvatrice » est le business parfait : on peut larder la planète entière et les États sont là pour collaborer avec l'industrie en rendant, par exemple, les vaccins obligatoires. On perçoit mieux les enjeux financiers engagés dans la crise de la Covid-19, la course à la seringue et aux nouvelles technologies vaccinales. Alors que plusieurs scientifiques (dont le professeur Didier Raoult) présentaient des « remèdes » peu coûteux et une vraie réflexion prophylactique, c'est la rapacité outrancière de Big Pharma qui a balayé leurs propositions³⁶.

ET SI PASTEUR S'ÉTAIT TROMPÉ ?

On sait aujourd'hui que les théories de Pasteur contenaient des failles, et pas des moindres. Pasteur était un fanatique, un assoiffé de gloire, il avait les microbes en horreur et était persuadé qu'un tissu sain correspondait à un milieu stérile ! C'est là que le bât blesse, car il a été démontré depuis bien longtemps que des animaux maintenus dans un environnement stérile, accouchés par césarienne, placés en cage stérile et qui ne consommaient que de la nourriture stérilisée mouraient au bout de quelques jours³⁷. La conclusion des chercheurs est que, pour vivre, il faut une contamination par des bactéries « exogènes ». Dissimulateur jusqu'au bout, Pasteur interdisait à quiconque, y compris à ses collaborateurs les plus proches, de consulter ses notes et il s'est arrangé avec sa famille pour que ses cahiers restent clos à tout jamais³⁸ ! Étrange, n'est-il pas ? Nous sommes loin de la transparence sur laquelle une science cohérente devrait s'appuyer. Notre chimiste aurait pourtant dû se douter que rien ne reste scellé très longtemps. En 1995, un historien médical de Princeton a pu pour la première fois de l'histoire se pencher minutieusement sur les fameux grimoires et a rendu la fraude publique³⁹. On peut légitimement se poser la question de savoir si la stratégie vaccinale mise en place depuis presque deux siècles dans le monde entier est une chose pertinente. N'a-t-on pas remplacé, par une foule de maladies chroniques, des maladies fulgurantes qui, si elles « tuaient », n'en demeuraient pas moins guérissables ? Guérissons-nous le diabète, la maladie de Parkinson, la maladie d'Alzheimer, le cancer ou l'arthrite ? Peut-on affirmer aujourd'hui que la grippe, la tuberculose, la rougeole, etc. ont disparu malgré

plus de 50 ans de vaccination ? Les recherches contre le SIDA, la mucoviscidose, la leucémie, pour ne citer que ces trois calamités de notre civilisation, sont financées chaque année par des milliards de dollars/euros provenant de mécènes, de citoyens lambda, des États et autres Télévie/Téléthon... On nous promet montagnes et prodiges, mais nous attendons toujours les trouvailles annoncées par les héros de la science !

Si Pasteur a tout d'un « Faust nouveau », il est compliqué de penser qu'il ait volontairement menti. Imposteur certainement, opportuniste indubitablement, en exploitant à fond toute la gamme des émotions de l'humanité qui a besoin de « croire », mais il semblerait qu'il [...] s'est lourdement fourvoyé dans son appréciation, non pas fausse mais excessivement limitée, étriquée, partielle et partielle, des relations entre les êtres vivants, imposant cette vision paranoïaque, surchargée des valeurs surannées d'un patriarcat moribond, du combat acharné entre les être supérieurs eucaryotes (dotés de cellules à noyaux) et le monde des procaryotes (bactéries) et des virus⁴⁰ ». Que Pasteur se soit trompé, là n'est pas le problème, la recherche n'avance que par essais/erreurs, mais que des scientifiques continuent d'entériner ces dogmes désuets au nom d'un hygiénisme mondial (ou d'une manne prodigieuse) est tout simplement incompréhensible. Cette mystification scientifique ne mène qu'à l'effondrement de notre système immunitaire, aux allergies, aux maladies auto-immunes, à l'autisme...⁴¹, et nous conduira inévitablement vers de nouvelles épidémies qui feront encore et toujours les choux gras de Big Pharma !

Marie-Ange Herman

- 1 E. Ancelet, *Pour en finir avec Pasteur*, Résurgence, 2010, p. 31.
- 2 <https://www.lalanguefrancaise.com/dictionnaire/definition/pasteur>
- 3 https://www.rtf.be/vivacite/emissions/detail_le-6-8/accueil/article_125-ans-du-deces-de-louis-pasteur-comment-est-il-devenu-le-scientifique-le-plus-celbre?id=10590447&programId=8801
- 4 https://fr.wikipedia.org/wiki/Si%C3%A8cle_des_Lumi%C3%A8res
- 5 E. Ancelet, *op.cit.*
- 6 R. Vallery-Radot, *La vie de Pasteur*, Graine d'Auteur, 2017.
- 7 R. Vallery-Radot, *La vie de Pasteur*, Graine d'Auteur, 2017.
- 8 *Ibidem.*
- 9 E. Ancelet, *op.cit.* p. 90.
- 10 <https://www.psychosources.com/bibli/femmes-et-hommes.html>
- 11 R. Vallery-Radot, *op.cit.*
- 12 Auguste Lutaud, *Pasteur l'imposteur. Réédition de « M. Pasteur et la rage » (1887)*, Talma Studios, 2020, p. 12.
- 13 T. Engelbrecht, C. Köhnlein, S. Bailey, S. Scoglio, *Virus Mania*, Résurgence, 2021.
- 14 E. Ancelet, *op.cit.*
- 15 *Ibidem*, p. 98.
- 16 [https://fr.wiktionary.org/wiki/chimiatre#:~:text=\(Vieilli\)%20\(D%C3%A9suet\)%20M%C3%A9decin%20chimiste](https://fr.wiktionary.org/wiki/chimiatre#:~:text=(Vieilli)%20(D%C3%A9suet)%20M%C3%A9decin%20chimiste)
- 17 Auguste Lutaud, *op.cit.*
- 18 *Ibidem.*
- 19 *Ibidem.*
- 20 https://everybodywiki.com/Neil_Z._Miller
- 21 <https://wp.unil.ch/allesavoir/ces-adjuvants-qui-boostent-les-vaccins/>
- 22 <http://thesesante.ups-tlse.fr/1340/1/2014TOU32059.pdf>
- 23 <https://vaccination-info-service.fr/Generalites-sur-les-vaccinations/Histoire-de-la-vaccination/Vaccins-d-hier-a-aujourd-hui>
- 24 E. Ancelet, *op.cit.*, p. 99.
- 25 A. Lutaud, *op.cit.*, p. 151.
- 26 E. Ancelet, *op.cit.*, p. 109.
- 27 [https://fr.wikipedia.org/wiki/Minist%C3%A8re_des_Affaires_sociales_et_de_la_Sant%C3%A9_\(France\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Minist%C3%A8re_des_Affaires_sociales_et_de_la_Sant%C3%A9_(France))
- 28 <https://www.larousse.fr/encyclopedie/personnage/%C3%89mile-Littr%C3%A9/130096>
- 29 <https://www.cairn.info/revue-les-tribunes-de-la-sante1-2003-1-page-19.htm>
- 30 https://fr.wikipedia.org/wiki/Organisation_mondiale_de_la_sant%C3%A9
- 31 https://www.lemonde.fr/planete/article/2010/03/26/l-oms-sous-influence-de-l-industrie-pharmaceutique_1324720_3244.html
- 32 https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2020-002335_FR.html
- 33 https://fr.wikipedia.org/wiki/Association_m%C3%A9dicale_mondiale
- 34 X. Bazin, *Big Pharma démasqué*, Trénadiel, 2021.
- 35 *Ibidem.*
- 36 *Ibidem.*
- 37 T. Engelbrecht, C. Köhnlein, S. Bailey, S. Scoglio, *Virus Mania*, *op.cit.*
- 38 *Ibidem.*
- 39 T. Engelbrecht, C. Köhnlein, S. Bailey, S. Scoglio, *Virus Mania*, *op.cit.*
- 40 E. Ancelet, *op.cit.*, p. 18.
- 41 *Ibidem.*

Philip K. Dick : le zappeur de mondes visionnaire

Disparu il y a tout juste 40 ans, Philip K. Dick (1928-1982) est plus que jamais d'actualité. À travers une œuvre foisonnante, qui dépasse largement l'étiquette « science-fiction », il a brillamment anticipé des phénomènes qui font partie intégrante de notre quotidien, rarement pour le meilleur, souvent pour le pire : globalisation du capitalisme, Internet, intelligence artificielle et objets connectés, manipulations politico-économiques de grande ampleur, surveillance de masse et intrusions croissantes dans la sphère privée. Mais au-delà de ses fulgurances visionnaires, l'auteur de *Blade Runner* et du *Maître du Haut Château* nous pose aussi des questions philosophiques essentielles : qu'est-ce que la réalité ? Où se situe la frontière entre le réel, l'illusion et le simulacre ? Qu'est-ce qui distingue l'humain de la machine et du non-humain ?

Quel lecteur de Philip K. Dick, avouant sa prédilection pour l'auteur d'*Ubik*, ne s'est-il pas vu gratifié un jour d'un « *Je ne savais pas que tu aimais la science-fiction* », aux intonations parfois légèrement condescendantes ? En fait, le malentendu est total : Dick se situe bien davantage dans la lignée de Swift, Huxley et Orwell, voire d'un Dostoïevski qu'il dévorait dans sa jeunesse, que d'un Jules Verne, de H.G. Wells ou d'Isaac Asimov. Même si, pour des raisons alimentaires, il y a parfois sacrifié dans ses premières nouvelles publiées au début des années 1950, Dick n'a jamais été adepte d'une S. F. « traditionnelle », avec martiens belliqueux, petits hommes verts inquiétants ou autres monstres aux yeux en boule de lotto. Pas davantage n'a-t-il donné dans le *space opera*, ce genre épique et souvent boursoufflé pratiqué par Edmond Hamilton et, plus sporadiquement, par Robert Heinlein qui figureront parmi les inspirateurs de George Lucas et de sa saga *Star Wars*. L'œuvre de Dick se situe à des années-lumière de cette S. F. quelque peu naïve, littéralement dans une autre galaxie.

S'il fallait à tout prix rattacher le jeune auteur californien des années 1950 à une école ou à des pairs, c'est plutôt du côté de personnalités comme Fredric Brown ou Richard Matheson qu'il faudrait lorgner. Des écrivains, note Emmanuel Carrère dans la biographie qu'il consacre à Dick, « *qui se mirent à publier des récits d'un humour sec et noir, ancrés dans un quotidien que leurs intrigues tordues faisaient verser dans le cauchemar. Récits à chute souvent, construits en vue d'un retournement final qui brouillait les repères et sapait sournoisement l'ordre des choses* ». Une tendance souvent plus proche d'une sorte de fantastique moderne que de la S. F. canonique, et dont on retrouvait l'esprit dans des séries comme *La quatrième dimension* (à laquelle ces auteurs fournissaient d'ailleurs nombre de scénarios) ou dans des films du type *L'invasion des profanateurs* (1956), de Don Siegel.

UNE CRITIQUE ACERBE DU CAPITALISME AMÉRICAIN

Au début des années 1960, les romans de Dick vont prendre une nouvelle dimension et s'ancrer dans une réalité que l'auteur dépeindra sans concessions. Alors que la S. F. traditionnelle est souvent amarrée à l'idée de progrès techno-scientifique neutre ou positif, chez Dick, elle est au contraire vécue comme quelque chose d'inquiétant, d'agressif voire de régressif. Au détour d'une scène d'apparence secondaire, on débouche souvent chez lui sur une critique acerbe du capitalisme américain et des progrès technologiques destinés, au mieux, à booster la consommation et à élargir les marchés et, au pire, à manipuler et contrôler les esprits. Ainsi, dans *Simulacres* (1964), l'un des meilleurs romans de cette période, Dick imagine-t-il des publicités volantes et mécanisées, sortes d'insectes bourrés d'électronique qui viennent vous harceler jusque dans vos toilettes en débitant, en un flot ininterrompu, des flashes commerciaux tonitruants. L'un des personnages du roman y réagira de manière plutôt radicale : « *La réclame de Theodoros Nitz couina : "En la présence d'étrangers, avez-vous l'impression de ne pas tout à fait exister ? Dans un autobus ou un astronef, vous arrive-t-il de regarder autour de vous et de découvrir que personne ne vous reconnaît et qu'on va peut-être..." Avec son fusil à bioxyde de carbone, Maury Frauenzimmer abattit soigneusement la réclame Nitz qui adhérait au mur situé à l'opposé de son bureau encombré. Elle s'était infiltrée durant la nuit et l'avait accueilli au matin de sa harangue perçante* ».

Dans les mondes en trompe-l'œil forgés par Dick, les agressions publicitaires sont omniprésentes. Une nouvelle intitulée *Argument de vente* démontre qu'elles peuvent prendre un caractère encore plus inquiétant. Un homme qui vit sur terre, mais travaille sur Ganymède, une lune de Jupiter, voit un jour, au retour de son exténuante navette quotidienne, débarquer chez lui un robot multifonctionnel. Ce dernier se met à creuser un tunnel dans le sol de son appartement, troue le mur d'un coup de poing, pour lui montrer comment se défendre en cas d'agression, puis répare sommairement les dégâts tout en pulvérisant un gaz contre les bactéries. Atterré, l'homme le somme de s'en aller, ce à quoi le robot répond : « *Vous n'avez pas d'ordres à me donner. Jusqu'à ce que vous m'avez acheté, au prix indiqué.* » Et de conclure : « *Vous vous sentirez mieux lorsque vous m'aurez délégué toutes vos responsabilités.* »

On voit comment Dick procède : sous un habillage science-fictionnel, et à travers le miroir déformant de situations en apparence absurdes, parfois dignes d'un *cartoon* de Tex Avery, il se livre en réalité à la dénonciation de pans entiers de l'*American Way of Life*, devenu entre-temps planétaire. Après tout, que faisons-nous d'autre quotidiennement que « déléguer nos responsabilités », chaque fois que nous cliquons sur « accepter » et ouvrons, peut-être inconsidérément, notre porte aux petits insectes cookies et autres logiciels espions qui veulent tout savoir de nous, pour notre plus grand bien, comme il se doit...

Chez Dick, tout est simulacre et les androïdes ne sont pas seulement des produits de consommation ou des gadgets perfectionnés. Dans plusieurs de ses romans, ils font également des présidents assez convaincants pour tromper la population sur leur véritable nature et sur les motivations réelles du système. Tel est le cas dans *La vérité avant-dernière* où les dirigeants font croire à une population parquée dans des abris souterrains qu'une guerre se poursuit inlassablement à l'extérieur et que la surface, contaminée par des émanations radioactives, est inhabitable. Par écrans télé géants interposés, ils exhortent le peuple souterrain à produire toujours davantage de robots soldats. En réalité, la guerre est finie depuis longtemps et ces robots sont amenés à servir une élite restée en surface, qui jouit tranquillement des richesses accumulées. L'illusion est d'autant plus prégnante que des moyens technologiques sophistiqués sont mis au service de cette propagande insidieuse : images truquées, scènes guerrières reconstituées en studio, discours écrits par des ordinateurs et débités par le président androïde pour entretenir la tension guerrière. C'est donc toute la société qui est mobilisée dans la fabrique du mensonge et du consentement qu'il doit générer. Toute ressemblance...

Dans un essai intitulé *Si ce monde vous déplaît...*, Dick commente en ces termes les enjeux du roman en question : « *Le problème est bien réel, ce n'est pas seulement un divertissement intellectuel. Car nous vivons aujourd'hui dans une société où des réalités trompeuses sont fabriquées par les médias, les gouvernements, les multinationales, les groupes religieux, les partis politiques* ».

QU'EST-CE QUI DISTINGUE L'ANDROÏDE DE L'HUMAIN OU L'ANDROÏDISATION DE L'HOMME ?

*Les androïdes rêvent-ils de moutons électriques ?*⁴ (1968) marque un tournant dans l'œuvre de Dick. À la série des chefs-d'œuvre du début des années 1960 axés sur la manipulation politique et la critique virulente du capitalisme américain (thématiques que Dick n'abandonne pas, mais traitera de façon plus souterraine), succède ce que l'on pourrait appeler la veine ontologique de Dick. À la question « *par qui sommes-nous manipulés, comment et pour quoi ?* » s'en ajoute désormais une autre, peut-être plus fondamentale encore : qu'est-ce qui différencie l'humain du non-humain ? Et l'humain de l'androïde ? Certes, d'innombrables robots plus ou moins humanoïdes peuplaient ses nouvelles et romans précédents, mais ce qui différencie *Blade Runner* et en fait la richesse, c'est la dialectique à double sens : humanisation des androïdes, toujours plus perfectionnés et, parallèlement, « androïdisation » des hommes, de moins en moins humains.

Face à une intelligence artificielle aussi poussée et performante, qu'est-ce qui fait encore la spécificité de l'humain ? C'est l'une des questions que se pose le « *blade runner* », mi-policier, mi-chasseur de primes, chargé de les repérer et de les « réformer », c'est-à-dire en fait de les exécuter car, s'étant échappés de la colonie martienne où ils étaient confinés, ils représentent désormais une menace : « *Rick songea que les androïdes de type Nexus 6 surpassaient plusieurs classes de spéciaux quant à l'intelligence. Autrement dit, les andros ainsi équipés représentaient l'aboutissement d'une évolution qui les avait conduits de l'état d'outil perfectionné à celui de quasi être humain... À certains égards, le serviteur surpassait maintenant le maître* »⁵. Distinguer l'humain de l'androïde est à ce point devenu difficile que Dick a recours à un test imaginaire et sophistiqué, le test de Voigt-Kampff, basé non sur l'intelligence, mais sur la capacité d'empathie. Dépourvus de cette dernière qualité, les androïdes échouent systématiquement à ce test. Mais le problème, c'est que certains humains y échouent aussi. Alors, la frontière est-elle si nette, se demande Rick Deckard qui, à certains égards, en éliminant sans états d'âme (du moins au début) des êtres si proches des humains ne fait pas montre d'une empathie débordante. À noter que le nom et les initiales du « héros » de Dick le rapprochent fortement d'un certain René Descartes, le philosophe du « *cogito* » et du doute méthodique, mais aussi celui qui imagina qu'un malin génie pouvait se plaire à nous induire en erreur en forgeant pour nous un monde d'apparences trompeuses.

ARTISANS ET TRAVAILLEURS MANUELS VERSUS TECHNOCRATES

Dans maintes dystopies de Dick, les vrais héros sont souvent d'humbles travailleurs manuels ou des artisans qui, même s'ils n'arrivent pas à changer l'ordre des choses, conservent en eux une part de dignité, cette *common decency* chère à Orwell. On y croise par exemple un artisan bijoutier (*Le maître du Haut Château*), un réparateur de poteries (*Le guérisseur de cathédrales*) ou encore quelqu'un qui recharge des pneus (*Message de Frolix-8*). Dans *Les marteaux de Vulcain*, Dick fera dire à l'un de ses personnages : « *Vous avez mis fin au culte des technocrates. Je suis diablement dégouté de ce bourrage de crâne. Comme si des compétences manuelles, faire de la maçonnerie ou ajuster des tuyaux, ne valait rien... Je suis fatigué que ces gens soient encore relégués au second plan* ».

Dick, qui se considérait lui-même comme un artisan, s'est souvent identifié à ce type de personnages humbles et empathiques qui, bien que socialement méprisés, détiennent, souvent à leur insu, la clé d'une révélation importante ou d'un changement social attendu. De même, l'auteur de *Blade Runner* s'intéresse-t-il aux marginaux ou aux malades, personnages auxquels il confère souvent une prescience des événements et une sensibilité hors normes. Ainsi en est-il du handicapé mental (c'est du moins ainsi que le dépeint son entourage) John Isidore dans *Blade Runner* ou de Manfred, l'enfant schizophrène de *Glissements de temps sur Mars*. Tous deux semblent partager une faculté particulière à détecter les processus d'entropie (autre obsession dickienne) et de dégradation qui frappent les gens et les choses.

FIN DE PARCOURS ET RÉVÉLATION MYSTIQUE

Au cours des mois de février et mars 1974, Philip K. Dick fait une expérience mystico-religieuse : la rencontre avec une entité qu'il appellera Valis, un acronyme signifiant « *Système vaste, actif, vivant et intelligent* ». Cette expérience singulière, il l'a relatée sous une forme autofictionnelle dans trois romans, formant la trilogie divine (*Siva*, *L'invasion divine* et *La transmigration de Timothy Archer*). Elle forme aussi en grande partie la trame de *L'Exégèse*, une œuvre non fictionnelle, sorte de journal de bord rempli de considérations ésotériques et mythologiques. Certains y ont vu le signe d'un déclin de l'auteur qui, sombrant dans une phase mystico-déliante, aurait été perdu pour la littérature.

À y regarder de plus près, les choses sont toutefois moins simples qu'il n'y paraît, et les romans correspondant à cette dernière période, où Dick devient en quelque sorte un personnage d'un roman de Philip K. Dick, sont loin d'être négligeables : dans *Siva*,



Illustration: Lara Pérez Dueñas

par exemple, où l'auteur se dédouble et discute avec un autre lui-même dénommé Horselover Fat, on trouve encore, outre de nombreuses idées brillantes, une description précise et savoureuse de la Californie des années 1970, prise entre la paranoïa de l'affaire du Watergate, les ultimes soubresauts de la guerre du Vietnam et les derniers feux d'une contre-culture agonisante. Comme le souligne le philosophe David Lapoujade dans son essai sur Dick, « Si l'on a pu dire de Philip K. Dick qu'il avait "accompli" la SF, c'est moins parce qu'il épuise le genre – explorant le genre et la parodie du genre – que parce qu'il révèle la tentation religieuse ou mythologique qui loge peut-être au fond de tout récit SF. Ce qui caractérise l'ensemble de ces délires, ce n'est pas que des hallucinations ou des visions "subjectives" soient tenues pour réelles, c'est bien plutôt qu'elles permettent de tenir de faux mondes pour irréels ».

Quoi qu'il en soit, lire un livre de Philip K. Dick reste toujours une expérience éminemment stimulante, permettant de (re)découvrir un zappeur de mondes visionnaire toujours d'actualité et de s'écarter résolument des sentiers du banal empruntés par les moutons de Panurge, qu'ils soient ou non électriques.

Alain Gailliard

LES DIX INCONTOURNABLES DE DICK

Même s'il est toujours périlleux de proposer un parcours de lecture, surtout pour un auteur aussi « pluriel » et multiforme, on peut néanmoins tenter de dresser une liste, toute subjective, d'œuvres qui, soit par leur forme, soit par leur thématique ou leur côté visionnaire, peuvent être qualifiées de majeures. La voici donc :

- 1- Le temps désarticulé (1958)** : une plongée irrésistible dans les États-Unis de la fin des années 1950, à la fois humoristique et décapante, sur le conformisme et la manipulation. Ce roman a très largement inspiré le film *The Truman Show*, de Peter Weir.
- 2- Le Maître du Haut Château (1962)** : ce roman valut à Dick le prix Hugo, sorte de Goncourt de la SF. L'Allemagne nazie et le Japon impérial ont gagné la guerre en 1947 et occupent respectivement la côte Est et Ouest des États-Unis. Sous la surface d'une uchronie brillante, Dick ne se demande pas seulement ce qui se serait passé si... mais pose aussi la question, bien plus inquiétante et actuelle, de ce qui subsiste du nazisme et du totalitarisme dans notre propre univers.
- 3- Simulacres (1964)** : un univers dystopique où le président est un androïde, manipulé par des forces mystérieuses et inquiétantes. Dick au sommet de son inventivité, avec une chronologie ébouriffante, des voyages dans le temps, des rencontres avec des Néanderthaliens, le tout formant une fois encore une critique politique acérée de l'Amérique de l'époque.
- 4- La vérité avant-dernière (1966)** : le plus orwellien des romans de Dick, dans la veine de *1984* : La guerre, c'est la paix. Une petite élite fait croire à une population vivant misérablement réfugiée dans des abris souterrains qu'une terrible guerre atomique ravage continuellement la surface. La réalité, on s'en doute, s'avèrera bien différente...
- 5- Blade Runner (1968)** : le film que Ridley Scott en a tiré a quelque peu éclipsé l'œuvre originale, plus complexe, plus philosophique et moins axée sur la « course poursuite ». Intéressant aussi par le rôle joué par les animaux artificiels dans cette société, presque totalement absents du film.
- 6- Ubik (1969)** : une œuvre atypique, que certains considèrent comme le chef-d'œuvre absolu de Dick. Inspiré du Bardö Thodol, ou Livre des morts tibétain, il s'agit d'une réflexion sur les frontières entre la vie et la mort, assortie d'une méditation sur les processus entropiques qui n'épargnent rien ni personne.
- 7- Coulez mes larmes, dit le policier (1974)** : une star de la télévision se réveille un jour dans un monde où plus personne ne le reconnaît. Une réflexion sur le pouvoir des médias et une anticipation du phénomène de la télé-réalité. Toujours très actuel.
- 8- Radio Libre Albemuth (1976)** : dans une Amérique dystopique, un président nommé Ferris F. Fremont (FFF : que les esprits sagaces se révèlent) impose une dictature totalitaire, basée sur la paranoïa et le mensonge. Largement inspiré par la figure de Richard Nixon, la Némésis de Dick, le roman est en grande partie autobiographique et préfigure en ce sens la trilogie divine.
- 9- Siva (1980)** : autofiction où Dick se divise en quelque sorte en deux : Horselover Fat, sorte de rêveur accro aux théories les plus extravagantes, obsédé par le désir d'expliquer l'univers et à qui il arrive une expérience mystique, la rencontre avec une mystérieuse entité dénommée Siva. De l'autre côté, Phil Dick, écrivain rationnel et pondéré, qui accueille les « délires » de Fat avec le plus grand scepticisme. Une plongée dans les méandres psychiques d'un auteur encore capable de surprendre par un coup de maître.
- 10- Les nouvelles complètes (1947 – 1981)** : on l'oublie parfois, Dick fut aussi un nouvelliste hors pair, capable de faire se lever en quelques lignes une atmosphère intrigante et maîtrisant à la perfection l'art de la chute. On y retrouve bien sûr tous ses thèmes de prédilection, souvent mieux travaillés stylistiquement que ses romans. (Disponible chez Gallimard, Quarto, en deux tomes).

1 Emmanuel Carrère, *Je suis vivant et vous êtes morts*, Seuil, 1993, p. 34.

2 Philip K. Dick, *Simulacres*, in *Substance Rêve*, Omnibus, p. 921.

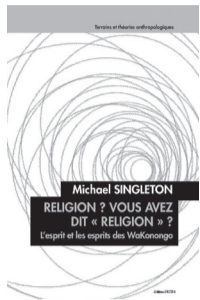
3 Philip K. Dick, *Si ce monde vous déplaît et autres écrits*, L'éclat, p. 174.

4 Désormais disponible sous le titre *Blade Runner*, titre de l'adaptation cinématographique de l'œuvre originale par Ridley Scott (1982).

5 Philip K. Dick, *Blade runner*, J'ai Lu, p. 36.

6 Philip K. Dick : *Les marteaux de Vulcain*, in *La Porte obscure*, Omnibus, p. 474.

7 David Lapoujade, *L'altération des mondes – Versions de Philip K. Dick*, éditions de Minuit, 2021, p. 113.



Michael Singleton, né en 1939 dans une famille catholique de l'Angleterre ouvrière, parti comme missionnaire en Tanzanie après avoir été assistant d'Evans-Pritchard, « paganisé » par ses ouailles, s'est retrouvé finalement anthropologue et père de famille en Belgique. Il n'en est pas moins resté épistémologiquement *british*. En réaction à la propension continentale à l'abstraction et à utiliser des universaux au-delà de la nécessité, il est devenu farouchement nominaliste. Il plaide donc en anthropologie pour ce qu'il appelle un « épaissement empirique » avant de tenter quelque généralisation que ce soit en utilisant des idéaux-types. Cela vaut particulièrement pour l'étude des religions. Seulement, l'Occidental voit de la religion là où l'ex-missionnaire y voit tout autre chose. La réalité du terrain ignore superbement tous nos concepts (religion, médecine, économie, etc.). « *Là où il n'y a pas de rapport obligé, il n'y a tout simplement pas de religion* », comme chez les Pygmées. Au passage, l'auteur en profite pour régler ses comptes avec l'institution ecclésiastique : « *la religion rime plus souvent avec routine qu'avec ravissement* ». Ce nouveau livre est donc essentiellement consacré au malentendu religieux à propos de l'Afrique. À partir de ses carnets de terrain, il nous livre une analyse fascinante sur un phénomène qui se rencontre dans de nombreuses cultures : la possession, qu'il a rencontrée en Tanzanie et au Sénégal. Les symptômes de la possession, reconnaît-il, seraient partout les mêmes. Donc le phénomène serait transculturel, sans être universel. La façon de traiter les victimes diffère, en revanche, d'une société à une autre, de l'exorciste catholique qui s'efforce de chasser le diable, à l'endocriste africain qui, un peu comme un psychanalyste, travaille à permettre au possédé de vivre en bonne entente avec les esprits. Le phénomène de la possession n'aurait donc fondamentalement rien à voir avec la religion, mais plutôt avec les troubles psychiques, même si la cure peut exiger des sacrifices et que les entités qui tourmentent le possédé proviennent d'ailleurs. Bien sûr, un tel diagnostic reste très occidental, car on n'échappe jamais en anthropologie à l'éthnocentrisme. « *En théorie, lors d'un contact interculturel, au lieu d'assumer qu'on a absolument raison, il est possible soit au bas mot d'envisager que l'autre a non seulement ses raisons mais plus de raison que soi-même, soit (et c'est mieux) de constater que personne n'a encore vraiment raison et qu'il y a lieu d'élaborer ensemble de nouvelles raisons d'être* ». En conclusion, la sagesse africaine est peut-être plus sensée que la rationalité scientifique qui nous amène à l'effondrement. « *L'objectif vital du sens praxique (dont font preuve les africains) peut être pleinement et parfaitement atteint sans les objets abstraits que se donnent nos projets de savoir scientifique ou savant* ».

Michael Singleton, Religion ? Vous avez dit « religion » ? L'esprit et les esprits des Wakonongo, Petra, 2020.

Serge Latouche



Le titre est alléchant et on ouvre avec délectation cet ouvrage de poche à la couverture jaune-orange. S'il est vrai que les premières pages foisonnent de détails et d'informations sur l'invention et l'utilisation de la bonne centaine d'appareils électriques que chaque foyer moderne possède, et ce en insistant particulièrement sur l'histoire du grille-pain (pourquoi le grille-pain ? Pour rappeler le titre ?), on perd vite le sens de la lecture tant cela devient brouillon dans le déroulé. Entre les illustrations qui sont insérées sans aucune chronologie, les sujets qui jouent à saute-mouton par-dessus les années voire les siècles, les électro-ménagers qui côtoient les cyclomoteurs, la réparation d'un poste radio TSF de 1935 qui vient buter contre la fabrication « maison » d'aiguilles à coudre en 1854, on se demande comment faire le lien entre tous les chapitres ! Cependant, ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain. Les auteurs nous emmènent dans les arcanes des débuts du marketing, de la publicité, de l'obsolescence programmée. Même si la temporalité et la géographie des usages nous promènent sans calendrier et sans boussole à travers les pages, on perçoit avec étonnement que tous ces matériels électriques censés nous faciliter la vie finalement nous la compliquent ! L'accumulation d'appareils démodés, de câbles, de batteries, de robots ménagers utiles à l'achat et bien souvent inutiles à l'usage, de cassettes VHS inutilisables, de téléphones et/ou jouets cassés, etc. engorgent notre vie quotidienne. Nous souffrons tous, peu ou prou, d'un léger « syndrome de Diogène » ou pour faire plus chic de « syllogomanie » ou goût immodéré pour l'accumulation. Notre société est devenue une société d'acquéreurs voraces utilisant journalièrement des dizaines d'appareils électriques sans même savoir comment ils fonctionnent, reléguant aux oubliettes ce qu'ils ont vénéré dès que la mode est passée mais ne sachant pas s'en défaire pour autant. Certains écologues et sociologues tirent toutefois la sonnette d'alarme en pointant du doigt cette artificialité, piège contemporain, et encouragent l'humanité à se mobiliser pour se réinventer, pour retrouver une façon plus naturelle de vivre ensemble. En conclusion, cette promenade un peu chaotique dans le monde des « objets électriques » qui nous entourent n'est pas sans intérêt et peut pousser le lecteur à une réflexion salutaire sur sa condition de consommateur.

Gil Bartheleyns & Manuel Charpy, L'étrange et folle aventure du grille-pain, de la machine à coudre et des gens qui s'en servent, Premier Parallèle, 2021, 216 pages.

Marie-Ange Herman



Ce livre est clairement militant puisqu'il commence par l'appel de 170 personnalités qui n'acceptent pas que Julian Assange soit privé de liberté et de parole depuis 9 ans, sans jugement, et ce notamment pour avoir révélé au monde des crimes de guerre de l'armée américaine. La journaliste Karen Sharpe a récolté 200 citations d'Assange, dans un ordre qui permet de saisir la vérité de sa pensée sur différents thèmes, quand certains médias l'ont dénigré. Révéler au public les vérités cachées est l'objectif d'Assange. Les citations permettent de connaître sa philosophie, sa politique, sa clairvoyance, son humanisme et son courage. Wikileaks est l'organisation qu'il a créée et qui poursuit son travail. Reclus longtemps dans l'ambassade d'Équateur, il a d'ailleurs écrit que « *les autres devront prendre ma place* ». S'il est impitoyablement poursuivi par les États-Unis, c'est par vengeance mais aussi pour faire peur aux autres journalistes, les inciter à se taire et surtout à ne pas révéler les turpitudes des grands de ce monde. Lui qui voyageait sans cesse de par le monde a été piégé dans l'ambassade d'Équateur à Londres, surveillée en permanence par la police. Quand le gouvernement d'Équateur est passé à une majorité de droite, il en a été expulsé et livré aux autorités britanniques qui l'ont immédiatement enfermé dans une prison de haute sécurité, alors qu'aucune décision de justice ne l'a jugé coupable de quoi que ce soit. Résilient, d'une grande culture et lucide sur les forces qui gouvernent le monde, Assange continue son travail de révélation des vérités qui dérangent malgré « *un régime de censure privatisé envahissant* ». Très dur sur l'état du monde, il dit métaphoriquement : « *Lorsque nos édifices sont construits par des corrompus, lorsque leur ciment est coupé avec de la terre, lorsque l'acier est remplacé par de la ferraille, nos édifices ne sont pas viables* » et précise : « *Ce sont les êtres humains qui nous intéressent* ». En activiste déterminé il pense que « *le courage est contagieux [...] qui est la maîtrise intellectuelle de la peur [...]* La vraie démocratie, c'est la somme de nos résistances. » Il considère qu'« *Internet est un outil primordial d'émancipation* » mais aussi, hélas, de désinformation. Il croit nécessaire de déléguer les sources à d'autres journalistes qui ont de larges capacités de diffusion. Mais il critique durement la majorité de la profession qui, trop proche du pouvoir, s'autocensure souvent.

Karen Sharpe, Julian Assange parle, Investig'Action, 2021, 168 pages.

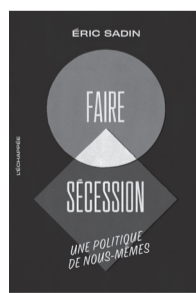
A. A.



PMO poursuit son enquête sur le devenir machinal du monde et son artificialisation. Ce nouvel opus se concentre sur la « crise sanitaire », en ce qu'elle a représenté une opportunité et un accélérateur de tendances plus anciennes remontant à l'apparition de l'industrialisme, et plus près de nous aux expériences faustiennes menées en laboratoire à partir des années 2000. « *L'ordre sanitaire offre une répétition générale, un prototype à l'Ordre Vert* », celui de la dite transition écologique. Pour trancher le débat « anthropocène ou capitalocène ? », PMO propose *technocène*, pour marquer que c'est bien la classe technocratique – « *alliance du savoir, de l'avoir et du pouvoir* » – qui asservit le Capital et l'État à sa volonté de puissance, thèse audacieuse qui ne plaira ni aux marxistes, ni aux anarchistes. Nous vivons sous le régime de la « *technocrature* », dans un « *technotope* », une « *société de contrainte* » qui soumet les individus à « *l'accélération qui s'accélère à l'occasion de la pandémie* ». Au menu : télé-commerce, télé-travail, télé-enseignement, télé-médecine, loisirs en ligne, monnaie virtuelle, relance verte, *Smart Cities* et robotisation. Un des chapitres revient sur l'hypothèse d'un virus d'origine naturelle ensuite trafiqué en laboratoire pour augmenter ses gains de fonction, c'est-à-dire sa transmission d'humain à humain. Toute la chronologie y est reprise en détail, la lâcheté, la complaisance et les intérêts du monde scientifique sont mis en évidence. La nature et la liberté sont les deux victimes de ce système. Aux « Chimpanzés du futur » de les défendre en attaquant la société de contrainte d'un point de vue politique et anthropologique, pas sanitaire et sécuritaire. Mais rien n'est gagné, car « *échapper à [la] contrainte exige un imaginaire de révolte hors de portée de l'homme des masses, soumis à la pression du groupe, au matraquage publicitaire et à l'hypnose des écrans* ».

Pièces et main d'œuvre, Le règne machinal. La crise sanitaire et au-delà, Service compris, 2021, 248 pages.

B. L.



Au fil de ses essais, le philosophe Éric Sadin s'est imposé comme l'un des meilleurs analystes des transformations de notre monde en voie de numérisation accélérée. Ses travaux sur l'intelligence artificielle considérée comme un antihumanisme radical constituent une boussole précieuse pour orienter notre action. Aujourd'hui, alors que la crise du covid renforce encore l'atomisation d'une société (dé)composée d'individus condamnés au « distanciel », sidérés et pris dans le mouvement de marchandisation intégrale d'une existence vécue au travers d'écrans et d'interconnexions algorithmiques, l'auteur se demande comment reprendre possession de nous-mêmes et de nos vies. Depuis le taylorisme des années 1930 jusqu'à la privatisation actuelle du politique – quand nos dirigeants se

défaussent sur des cabinets à la McKinsey – et quand le « social-écologisme » à la sauce 5G s'impose aujourd'hui comme la nouvelle frontière du capitalisme, Sadin revisite avec brio l'histoire de la mécanisation et de la déshumanisation de nos sociétés. Fort de cette critique politique, sociale mais aussi existentielle, il se demande comment faire sécession d'un système qui, sous couvert d'efficacité, a perdu le sens de l'intérêt général et traite l'être humain comme un robot. Entre l'épuisement de la démocratie représentative, la perte globale de sens et le repli individualiste, l'auteur plaide pour une « *morale du refus* » et l'émergence d'une myriade de mouvements collectifs mus par une « *inventivité solidaire* ». Ce faisant, il propose de renouer avec une longue tradition d'expériences alternatives, dans la lignée des socialistes utopiques ou des anarchistes du XIX^e, et poursuivies dans les années 1970 avec l'autogestion de l'usine Lip, l'occupation du plateau du Larzac, et les ZAD actuelles. Le pari de Sadin est qu'un tel foisonnement de collectifs – notamment fondés sur les pratiques artisanales – déterminés à entretenir de tout autres rapports à la technique, permettra de gripper les mécanismes de notre société robotique et désincarnée.

Eric Sadin, Faire sécession. Une politique de nous-mêmes, L'Echappée, 2021, 232 pages.

F. M.



L'auteur engage un dialogue serré avec l'œuvre de Wilhelm Reich, trop souvent incomprise. En effet, les historiens de la psychanalyse se plaisent à distinguer entre un supposé « bon » Reich, l'un des premiers compagnons de route de Freud, inspirateur de la libération sexuelle, et un « mauvais » Reich, qui se serait perdu dans des élucubrations absurdes, jusqu'à sa triste fin en 1957, au fond d'un pénitencier américain où il avait été emprisonné pour avoir défendu mordicus son « accumulateur d'orgone », l'œuvre d'un charlatan selon les juges. Au-delà de certaines apories intellectuelles qu'il n'hésite pas à souligner, P. Bourlier restitue la cohérence de la démarche de Reich et, surtout, la fécondité de sa pensée vitaliste. Dans la lignée d'un Henri Bergson, Reich s'attache à rendre compte de l'unité et de la force créatrice du vivant : que ce soit d'un point de vue biologique, psychologique, social ou politique, le principe vital est premier. Tension et détente, désir et plaisir, amour, tels sont les moteurs de chaque organisme vivant et de sa relation avec le monde qui l'entoure. D'où la fonction essentielle de l'orgasme (1940). D'où encore ses analyses quant au soubassement sexuel de la psychologie de masse du fascisme (1933). D'où l'importance qu'il accorde à l'éducation et au travail politique en vue de développer une « atmosphère collective » qui permette l'affirmation libre des besoins biologiques, lorsque l'être échappe au conditionnement de son « blindage caractériel ». Contre la réification d'une personnalité « cuirassée », Reich prône une éducation libre, qui inspirera directement son ami A. S. Neill des livres enfants de Summerhill. Il créera lui-même un centre de recherches et de discussions pour l'épanouissement sexuel dans les milieux populaires. Malgré ses cent mille adhérents, « *Sexpol* » ne surviva pas à la montée du nazisme et à la rupture de Reich avec le parti communiste. Hérétique du freudisme, du marxisme et de toute orthodoxie, Reich reste l'un des grands penseurs de la liberté et de l'émancipation, y compris contre l'hédonisme marchand néo-libéral prétendument inspiré de sa pensée et qui n'a fait que la dévoyer.

Pierre Bourlier, L'amour au temps des protocoles. Wilhelm Reich et les paradoxes de la libération sexuelle, La Lenteur, 2021, 200 pages.

F. M.



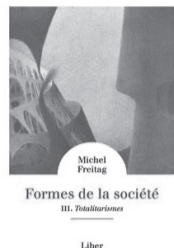
La transition écologique et énergétique est mise à toutes les sauces, surtout à la sauce capitaliste et industrielle. Penseur original fondateur du *think tank* Adrastia consacré à la réflexion sur l'effondrement, Vincent Mignerot soulève des questions essentielles en quelques dizaines de pages, en reprenant et approfondissant une idée déjà commune, presque une loi historique, à savoir qu'une source d'énergie ne remplace pas une autre, mais s'y ajoute. Pour leur fabrication et leur maintenance, les dispositifs techniques en énergies renouvelables, comme les éoliennes et les panneaux photovoltaïques, restent dépendants des hydrocarbures. L'inverse est également vrai : pétrole, gaz et charbon sont déjà exploités au moyen d'énergies vertes, les compagnies pétrolières devenant des « groupes énergétiques polyvalents ». La séquestration du carbone permet d'augmenter le rendement des puits de pétrole, ce qui cause des émissions de CO₂ supplémentaires. On comprendra que la situation empire, que les problèmes s'empilent les uns sur les autres, que la civilisation industrielle est condamnée à terme, « [...] ce que nous appelons habituellement « transition » ne serait finalement pas le passage d'un modèle énergétique à un autre, mais vers en moins d'énergie au fil du temps, tous modes de production confondus ». Nos illusions, nos récits iréniques, nos appels à la résilience et nos technologies les plus complexes n'annuleront pas les principes d'irréversibilité et d'entropie. L'auteur plaide pour une séparation stricte entre énergies renouvelables et énergies fossiles, pour que celles-ci s'autonomisent de celles-ci. Ne serait-ce qu'indirectement, il évoque la décroissance en appelant à la réduction individuelle et collective de l'empreinte écologique. Son néologisme « *collapswashing* », inspiré du *greenwashing*, est bien trouvé : la volonté



VU, LU, ENTENDU

d'éviter l'effondrement « quoi qu'il en coûte ». Plutôt que la Singularité technologique des transhumanistes, préférons-lui la Singularité écologique, « [...] la période à partir de laquelle l'humanité admettrait que son développement matériel est terminé, ses avantages se réduisant inévitablement [...] La technique redeviendrait un moyen, non un but ».

Vincent Mignerot, L'énergie du déni. Comment la transition énergétique va augmenter les émissions de CO₂, Rue de l'Échiquier, 2021, 91 pages. B. L.



Le sociologue canadien Michel Freitag a laissé une abondante œuvre universitaire qui requiert un certain effort de lecture. Qu'importe, en cette sombre époque il est utile de s'intéresser à ceux qui ont théorisé le totalitarisme – l'auteur se penche longuement sur le cas du nazisme – et ont vu venir sa forme actuelle. Mort en 2009, Freitag a à peine eu le temps de prendre la mesure de la nouvelle ère numérique, et pourtant son diagnostic sonne juste en 2022 : « À l'hypersubjectivisation fantasmagique

des mouvements totalitaires "classiques" correspond maintenant l'objectivation comportementale directe, réactive, de toute subjectivité, qui conduit à sa mobilisation continue par et dans des procès interactifs impersonnels dont le déploiement global prend désormais également une forme délirante parce qu'exponentielle ». On reconnaît Internet dans cette description, également ici : « Là où le politique moderne créait le risque d'un despotisme, le systémisme programmatique contemporain conduit vers la dissolution de l'autonomie de toute action, vers la dissolution de toute identité individuelle et collective ancrée dans une histoire et une expérience du monde particulière ». Nous identifierons notre situation covidienne dans ce constat : « Ce n'est pas la théorie qui est surprenante (ou totalitaire), c'est la radicalité de son application unilatérale et effectivement révolutionnaire, et le non-respect absolu de tout ce qui ne s'y conforme pas immédiatement ». À la lecture de ce livre puissant, on ne peut qu'être rétrospectivement convaincu, une fois de plus, que le monde a fait un grand pas en avant vers le totalitarisme à l'occasion du covid. Le sociologue ne donne aucune piste de sortie, il se limite à la raison théorique. À nous de nous emparer de ses analyses et de sa synthèse pour nourrir notre raison pratique.

Michel Freitag, Formes de la société, III. Totalitarismes, Liber, 2020, 282 pages. B. L.



Intitulé « Nous sommes dirigés par des pervers », l'excellent entretien que Dany-Robert Dufour a donné à Kairos en octobre 2020 est toujours visible sur notre site. Ce pourrait être le titre de son dernier ouvrage qui poursuit son travail sur les techniques de domination à l'œuvre dans nos sociétés. Ce livre est aussi un hommage à son père, lequel, anar autodidacte et gouailleur, aimait à partager son intuition fulgurante : pour comprendre la marche du monde, rien de tel que d'épouser le point de vue du Docteur

Mabuse, savant fou, psychanalyste, faussaire, chef de gang et prestidigitateur aux déguisements multiples immortalisés dans les films de Fritz Lang. Dufour invite son lecteur à passer en revue avec lui l'histoire de l'humanité du point de vue de Mabuse. Mais alors que Baudelaire apostrophait son « hypocrite lecteur, – mon semblable –, mon frère ! », ici, plus question de frère : c'est le Maître pervers et prédateur qui s'adresse à son sujet névrosé et vertueux pour le dessiller : « Vois-tu petit, je m'en vais t'expliquer comment nous, les Maîtres, t'avons berné depuis les origines et continuons de plus belle ». S'ensuit une fiction philosophique jubilatoire dans laquelle l'auteur met son style alerte et railleur au service d'un propos on ne peut plus sérieux : comment les puissants ont inventé et utilisé une série de grands Sujets imaginaires, de la mythologie grecque au Divin Marché néolibéral en passant par les divers monothéismes et absolutismes, pour imposer leur volonté aux masses. Les techniques se sont raffinées au début du XX^e siècle avec Edward Bernays, auteur en 1928 de *Propaganda*. Le neveu de Freud mettra lui-même en pratique son manuel de manipulation de l'opinion, tant pour inciter la femme « libérée » à fumer qu'à préparer un coup d'État au Guatemala pour le compte de la United Fruit. Développées par ses épigones tels Steve Bannon, les mêmes techniques sont à l'œuvre aujourd'hui, que ce soit pour faire emprisonner Lula au Brésil ou faire élire Trump aux États-Unis. Déjà exprimée par Aristote il y a 2.500 ans, sa conclusion est pessimiste : si, un jour, « les navettes tissaient d'elles-mêmes [...], alors les ingénieurs n'auraient plus besoin d'exécutants, ni les Maîtres d'esclaves ». Avec l'intelligence artificielle, nous y voici presque. Dufour nous alerte et nous invite à nous déprendre des pièges et sortilèges de tous les Dr Mabuse de notre temps.

Dany-Robert Dufour, Le Dr Mabuse et ses doubles, ou l'art d'abuser d'autrui, Actes Sud, 2021, 250 pages. F. M.



**NICOLAS LE DÉVÉDEC
LE MYTHE DE L'HUMAIN AUGMENTÉ**
Une critique politique et philosophique de l'augmentation

S'il y a des gens qui voient d'un bon œil les événements politico-sanitaires, ce sont bien les transhumanistes. Raison de plus pour accentuer la critique de leur idéologie, ce à quoi se consacre le sociologue québécois Nicolas Le Dévédec, en l'abordant sous l'angle politique et écologique, jugeant que la critique éthique et philosophique du phénomène a déjà été traitée par ailleurs et présente le défaut de dépolitiser le débat. Mieux vaut donc analyser sa valeur scientifique et son rôle politique et économique, en torpillant au passage la distinction oiseuse entre la branche libertarienne – le « mauvais » transhumanisme individualiste – et la branche progressiste – le « bon » transhumanisme social et moral. Leur horizon commun est celui d'une « humanité biomédicalement assistée », censée déboucher sur l'émancipation, mais qui perdra toute autonomie, au sens de Castoriadis : se donner ses propres lois, garder le contrôle de son devenir et de ses institutions. Au contraire, il s'agit d'adapter technologiquement et indéfiniment l'être humain, considéré comme foncièrement imparfait, à l'hyper-modernité néolibérale où la biopolitique et le productivisme font bon ménage. L'auteur remonte à Walter Lippman, dans les années 1930, pour affirmer que « l'éthique néolibérale est au fondement de l'esprit du transhumanisme ». C'est entre autres dans le domaine du travail que l'augmentation cognitive, émotionnelle et physique des salariés, par l'absorption de *smart drugs*, rencontre un succès certain auprès des managers, que le capitalisme accroît, via la techno-dépendance, son emprise sur les corps et les vies. L'aliénation ne peut que s'épaissir davantage. À l'âge de l'anthropocène, le transhumanisme aboutit aussi à un déni profond de la question écologique, rejoignant sur ce point l'écomodernisme qui promeut entre autres la géo-ingénierie. La tentative moderne d'arracher à la nature et de domination prométhéenne sur celle-ci est non seulement chimérique, mais destructrice du vivant. Elle débouchera sur une « immaîtrise généralisée ». La parade politique est alors de changer le monde plutôt que l'être humain.

Nicolas Le Dévédec, Le mythe de l'humain augmenté. Une critique politique et écologique du transhumanisme, Écosociété, 2021, 154 pages. B. L.



**ELSA GODART
En finir avec la culpabilisation sociale**
... pour être enfin libre !

Elsa Godart, philosophe, psychanalyste et spécialiste en éthique médicale, se penche sur le phénomène de la culpabilisation sociale, qui s'est démultipliée depuis le début de l'événement covidien. Avec la peur, la culpabilisation est une stratégie de pouvoir majeure pour dominer les populations. « La culpabilité est action, poussant le coupable à trouver une issue à sa mauvaise conscience, à tout faire pour se sentir mieux, quitte à se soumettre, à arrêter de se battre, à renoncer à sa liberté [...] Si on est occupé à se battre pour survivre à sa propre conscience, il ne devient plus possible de se tourner vers l'autre, de construire le monde ». Comment instiller la culpabilité ? Par un mécanisme retors : donner l'illusion de la liberté sous la forme de choix contraints où « le sujet n'a pas d'autre choix – si l'on peut s'exprimer ainsi – que de choisir à partir d'un choix qui n'en est pas vraiment un » et qui « [l']enterre vivant sous la culpabilité liée à la responsabilité ». « [...] dans le choix contraint, ma volonté s'oppose à mon désir et l'emporte sur le désir dans la mesure où ma volonté permet d'agir alors même que mon désir me l'interdit ». Godart l'exemplifie avec le tri des patients dans les hôpitaux, l'IVG, les tribunaux médiatiques et des réseaux sociaux, les tragédies amoureuses et les violences conjugales, sans oublier les « gestes-barrières », et montre les enjeux pervers de la bienveillance étatique-thérapeutique où se soigner devient un devoir social. Comme voie de sortie, l'auteur prescrit, primo, l'application du principe de vie, « une justification dans l'absolu qui décrète qu'il faut sauver le vivant à tout prix [...] » et permet « que la conscience morale ne s'effondre pas totalement dans une culpabilité destructrice qui rendrait la vie insupportable ». Secundo, la recherche d'une responsabilité juste qui implique de désigner les vrais coupables : dans le covidisme, les gouvernants et les experts qui nous ont placés en situation de choix contraints.

Elsa Godart, En finir avec la culpabilisation sociale... pour être enfin libre !, Albin Michel, 2021, 259 p. B. L.



**CORALIE LEMKE
MA SANTÉ, MES DONNÉES**
Comment nous sommes nos informations les plus précieuses et pourquoi elles sont si convoitées

Journaliste scientifique, l'auteure se penche sur une question résumée par le sous-titre de son essai : « Comment nous semons nos informations les plus précieuses et pourquoi elles sont si convoitées ». Alors que la prédation des données personnelles sur les réseaux sociaux est bien connue, le fait qu'elle concerne aussi les données de santé l'est moins. Pourtant, dans la mesure où « la médecine d'aujourd'hui est numérique », toute consultation ou acte médical est consigné dans un logiciel, et leur agrégat constitue une manne pour de nombreux acteurs : outre les cyber-criminels adeptes du chantage, C. Lemke recense assureurs, publicitaires – eux-mêmes clients des GAFAM, maîtres des algorithmes – et laboratoires pharmaceutiques. Très protecteur en théorie, le Règlement général sur la protection des données européen (RGPD) repose entièrement sur le consentement individuel, supposé libre et éclairé. Comme chacun le sait lorsqu'il doit « accepter »

d'un clic pour accéder à un site internet, une telle posture est hypocrite. Un règlement vraiment général devrait imposer des structures protectrices pour tous. Or, non seulement tel n'est pas le cas, mais l'on assiste au contraire, avec la crise du covid, à une concentration des données de santé et à leur partage, sans contrôle réel, avec de grands acteurs privés, au premier rang desquels l'industrie pharmaceutique. L'auteure dénonce en particulier le fait que le gouvernement français, qui a lancé en décembre 2019 un « Health Data Hub » (sic !) agrégeant toutes les données de santé recueillies en France, en ait livré les clés à Microsoft, pour des raisons supposément pragmatiques de maîtrise optimale des algorithmes. Sa conclusion pêche toutefois par excès de foi dans la technoscience. Estimant qu'avec l'intelligence artificielle et l'analyse prédictive, « leur potentiel (médical) n'est plus à démontrer », elle plaide pour que ces données soient « exploitées sans menacer la vie privée des citoyens ». À l'heure du QR-code, le propos semble naïf. Mieux vaudrait, selon nous, revisiter les analyses lumineuses de *Némésis médicale* d'Ivan Illich, qui, si elles datent de 1974, sont plus que jamais d'actualité : « La médicalisation de la vie est malsaine pour trois raisons : au-delà d'un certain niveau, l'intervention technique sur l'organisme ôte au patient les caractéristiques du patient qu'on désigne communément par le mot de "santé" ; l'organisation nécessaire pour soutenir cette intervention devient le masque sanitaire d'une société destructrice ; la prise en charge de l'individu par l'appareil biomédical du système industriel ôte au citoyen tout pouvoir de maîtriser politiquement le système ». Saluons sa réédition en poche.

Coralie Lemke, Ma santé, mes données. Comment nous semons nos informations les plus précieuses et pourquoi elles sont si convoitées, Premier Parallèle, 2021, 170 pages. F. M.



**MIKAËLA LE MEUR
LE MYTHE DU RECYCLAGE**
Comment parviendrait-on à la vie des choses

Qu'y a-t-il derrière le joli logo des trois flèches vertes formant une boucle, symbole universel du recyclage et de l'« économie circulaire » ? L'auteure nous dévoile une partie de l'envers de ce décor sémiotique abstrait. Anthropologue, elle a mené des enquêtes de terrain auprès des travailleurs du recyclage de Minh Khai au Vietnam. S'inscrivant dans la tradition ancestrale des villages spécialisés dans telle ou telle forme d'artisanat (céramique, soie, etc.), Minh Khai est devenu, depuis les années 1990 et l'inscription du Vietnam dans l'économie mondiale, un « village plastique ». Le mouvement s'est accéléré depuis que la Chine a fermé en 2017 ses frontières à toute une gamme de déchets, refusant d'être la poubelle du monde. La taille du village a décuplé en un an, avec l'arrivée de 1.000 tonnes environ de déchets polymères par jour. Les énormes balles débarquées des conteneurs sont déposées par des camions sur les terrains en friche à l'orée du village. Des paysannes les déballetent puis reconstituent des ballots d'une vingtaine de kilos. Fermentés puis exposés au soleil, les déchets dégagent des exhalaisons pestilentielles. Ce travail harassant et nauséabond est payé l'équivalent de 3 euros par jour. Transportés dans les usines artisanales du village, les plastiques sont à nouveau triés, lavés puis fondus, et la lave sortie des extrudeuses est transformée en filins, puis en particules. Traité ainsi avec force additifs chimiques toxiques par des ouvriers travaillant dans des conditions d'hygiène et de sécurité effroyables, le déchet devient ainsi « matière première secondaire ». Il sera ensuite recyclé en sacs destinés à la consommation locale, car de piètre qualité. Les sols et l'air du village sont affreusement pollués. Dans l'eau noire de la rivière seuls survivent les tilapias « détritivores ». Le cas de Minh Khai est emblématique d'une économie mondiale de recyclage en pleine expansion. En 2020, l'Union européenne a exporté plus de 27 millions de tonnes de déchets. Or, cet éloignement géographique contribue à invisibiliser leur existence et les problèmes qu'ils causent. Connoté positivement dans notre imaginaire néo-consumériste de citoyen « responsable », le recyclage propre est en grande partie un mythe, que cet ouvrage démonte en exposant de manière concrète les processus d'exploitation sous-jacents.

Mikaëla Le Meur, Le mythe du recyclage, Premier Parallèle, 2021, 139 pages. F. M.

Paul Lannoye (1939-2021), mort d'un éclaireur



Illustration: Irina (7 ans)

Depuis la création de *Kairos* en 2012, pour la première fois nous devons affronter le deuil, la perte d'un collaborateur précieux et d'un ami. Paul Lannoye nous a quittés le 4 décembre dernier à l'âge de 82 ans. Il tenait sa rubrique fidèlement, les lecteurs attendaient ce rendez-vous bimestriel marqué par l'intelligence, la pertinence, la puissance d'analyse, la clairvoyance et le franc-parler qui le caractérisaient. Paul abordait tous les sujets qui touchent à l'écologie, dont il était un pionnier et le plus illustre représentant en Belgique francophone : au début des années 1980, co-fondateur d'Ecolo, parti qu'il avait finalement quitté quelque 25 ans plus tard, déçu par son institutionnalisation ; député européen du groupe des Verts de 1989 à 2001, où il a manié l'art du compromis sans jamais accepter la compromission ; fondateur du Groupe de réflexion et d'action pour une politique écologique (GRAPPE) en 2004, co-fondateur du Mouvement politique des objecteurs de croissance (mpOC) en 2009, plus récemment de l'asbl Fin du nucléaire, des collectifs STOP compteurs communicants et stop-5G.be, et tout dernièrement du Réseau Résistance et Liberté, en réaction à l'inflation hygiéniste et sécuritaire. Docteur en sciences physiques, il savait que « science sans conscience n'est que ruine de l'âme » et s'était tôt engagé en faveur d'une écologie politique tout en restant attentif à l'écologie scientifique.

Fidèle à sa chronique depuis avril 2012, dès le début, il manqua peu à son devoir, et quand cela arrivait parce qu'il croulait sous le travail, il le regrettait toujours. Et il n'était pas le seul... Les correctrices attendaient avec impatience le texte de Paul qui trônait souvent en page 3, hommage au vieux lion qu'il était, qui n'avait rien perdu de sa juste colère, de sa probité et de sa grandeur, intraitable avec les lâches et les opportunistes. Quand son texte n'était pas là, il manquait quelque chose.

Dès le printemps 2020, Paul s'était dressé vent debout contre la politique « sanitaire » du gouvernement belge. Il avait choisi de ne pas se faire vacciner et ne s'en cachait pas, sans non plus s'en vanter, l'homme était bien trop discret et pudique pour cela. Que ce soit pour Paul ou qui que ce soit, à *Kairos* nous faisons la part des choses entre les cas individuels – toujours dramatiques – et la dimension collective et statistique. Nous sommes capables de laisser de côté l'émotion pour nous centrer sur la raison qui devrait toujours prévaloir dans l'exercice de la politique et de la philosophie. Paul aurait été le premier à nous engueuler si nous avions fait une courbe rentrante suite à son départ. Il a toujours eu une longueur d'avance dans la perception des enjeux de société, été avant-gardiste, éclaireur, audacieux pour nager à contre-courant et défendre ses idées. Cela vaut aussi pour son dernier combat qui l'a occupé depuis le déclenchement de cet événement politico-sanitaire. Non, il ne s'est pas égaré ! Jusqu'à la fin, cette capacité à être visionnaire et cette lucidité lui sont restées chevillées au corps. Jusqu'à un certain point, le dernier combat qu'il a mené, c'est de mourir pour ses idées en homme cohérent et responsable de lui-même. Que son modèle de courage et de probité nous inspire, que son esprit libre et engagé continue à souffler sur nos luttes.

La rédaction



* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24

IBAN BE81 5230 8062 1324 – BIC TRIOBEBB,
et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : www.kairospresse.be/abonnement
(Abonnement belge à partir de 20 € pour 5 numéros,
25 € pour la France, 30 € pour la Suisse)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs
de presse et libraires en Belgique

